



BURKINA FASO

Ministère de la Justice

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2010 DE LA JUSTICE



Edition janvier 2012



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
BURKINA FASO

Ministère de la Justice
Ministère de la Planification

Ministère de la Justice



TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2010 DE LA JUSTICE





PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

**[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)**



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[**Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features**](#)

Le Ministère en charge de la Justice a le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs, le tableau de bord statistique 2010.

Ce document d'analyses synthétiques de l'activité judiciaire et de la situation carcérale au Burkina Faso au cours de l'année 2010, présente la même architecture que l'annuaire statistique 2010.

En effet, après une brève présentation de l'organisation du ministère de la Justice, le tableau de bord statistique analyse sur la période 2002-2010, l'évolution:

- des moyens humains et financiers ;
- des activités des juridictions de l'ordre judiciaire (Cour de cassation, Cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance, Tribunaux de travail, Tribunaux de commerce, juridictions pour enfants, tribunaux de travail, tribunaux départementaux et d'arrondissements) ;
- des activités des juridictions de l'ordre administratif (Conseil d'Etat, Cour des comptes, tribunaux administratifs) ;
- et des principales statistiques pénitentiaires.

Ainsi, pour chaque type de juridiction, l'analyse porte principalement sur l'évolution des affaires nouvelles, des décisions rendues, des décisions rédigées et des durées moyennes des procédures. Pour les statistiques pénitentiaires, l'analyse porte sur l'évolution de la population carcérale et de ses caractéristiques (effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des entrées, répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les prévenus, les inculpés et les condamnés).

Cependant, malgré les efforts consentis pour le parfaire, ce document peut encore comporter des imperfections. Aussi, toute observation, critique ou suggestion pouvant contribuer à l'amélioration des prochaines éditions sera la bienvenue. J'espère que ce nouveau document apportera un éclairage supplémentaire non seulement aux professionnels, spécialistes des questions judiciaires et juridiques, mais aussi à tous les utilisateurs.

C'est également le lieu pour moi, de remercier d'une part l'ensemble des acteurs internes qui ont apporté leurs contributions remarquables au processus d'élaboration et de diffusion des statistiques judiciaires et pénitentiaires 2010 et d'autre part l'UNICEF pour son appui financier.

Je tiens particulièrement à féliciter et à encourager le leadership de la Direction des Etudes et de la Planification, qui chaque année, au prix de modestes moyens, relève le défi de rendre visible l'activité de l'appareil judiciaire à travers l'annuaire et le tableau de bord statistique. La qualité de ces documents est davantage appréciée non seulement par les utilisateurs, mais aussi et surtout par le Conseil National de la Statistique.

Le Ministre de la Justice Garde des Sceaux.

Salamata SAWADOGO



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

**[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)**

| | |
|---|----|
| Avant-propos | 5 |
| Sommaire | 7 |
| Abréviations | 9 |
| I. Organisation du ministère de la justice..... | 10 |
| I.1. Organisation de l'administration exécutive ou chancellerie | 10 |
| I.2. Organisation des juridictions..... | 10 |
| Les juridictions de l'ordre judiciaire | 10 |
| Les juridictions de l'ordre administratif..... | 11 |
| I.3. Organisations des Etablissements pénitentiaires | 12 |
| II. Moyens de la Justice..... | 13 |
| II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires | 13 |
| II.2. Personnels | 15 |
| II.3. Budget | 19 |
| III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire..... | 21 |
| III.1. Cour de cassation..... | 21 |
| III.2. Cours d'appel..... | 23 |
| Tribunaux de grande instance | 25 |
| Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance | 25 |
| Activités des parquets des tribunaux de grande instance | 29 |
| Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance..... | 33 |
| Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance | 37 |
| Activités des greffes des tribunaux de grande instance | 41 |
| III.3. Tribunaux d'instance | 43 |
| III.4. Juridictions pour Mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants..... | 45 |
| III.5. Tribunaux du travail..... | 47 |
| IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif | 49 |
| IV.1. Cour des comptes | 49 |
| IV.2. Conseil d'Etat..... | 51 |
| IV.3. Tribunaux administratifs..... | 53 |
| V. Etablissements pénitentiaires..... | 55 |
| V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12 | 55 |
| V.2. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires..... | 58 |
| V.3. Caractéristiques des prévenus..... | 60 |
| V.4. Caractéristiques des inculpés..... | 62 |
| Caractéristiques des inculpés (suite et fin) | 64 |
| V.5. Caractéristiques des condamnés..... | 67 |
| Caractéristiques des condamnés (suite et fin) | 70 |
| Glossaire..... | 73 |
| Les chiffres clés de la justice..... | 79 |



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[**Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features**](#)

| | |
|---------|--|
| CA | Cour d'appel |
| CC | Cour de cassation |
| CCO | Cour des comptes |
| CE | Conseil d'État |
| CPAB | Centre pénitentiaire agricole de Baporo |
| DACPS | Direction des affaires civiles, pénales et du Sceau |
| DAPRS | Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion sociale |
| DEP | Direction des études et de la planification |
| DG-COOP | Direction générale de la coopération |
| DRH | Direction des ressources humaines |
| DSP | Direction de la sécurité pénitentiaire |
| ENP | École nationale de police |
| EP | Etablissement pénitentiaire |
| GSP | Garde de sécurité pénitentiaire |
| ITSJ | Inspection technique des services judiciaires |
| INSD | Institut national de la statistique et de la démographie |
| JE | Juge des enfants |
| MAC | Maison d'arrêt et de correction |
| MACO | Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou |
| nd | Non disponible (information non disponible à la source) |
| RCCM | Registre du commerce et du crédit mobilier |
| TA | Tribunal administratif |
| TAR | Tribunal d'arrondissement |
| TD | Tribunal départemental |
| TGI | Tribunal de grande instance |
| TI | Tribunal d'instance |
| TPE | Tribunal pour enfants |
| TT | Tribunal du travail |
| TC | Tribunal de commerce |

Le système judiciaire du Burkina Faso est organisé autour d'une administration exécutive ou chancellerie, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Le Conseil des ministres en sa séance du 27 juillet 2009 a examiné et adopté le décret n°2009-559 /PRES/PM/MJ du 27 juillet 2009 portant organisation du Ministère de la Justice. Les statistiques commentées dans le présent tableau de bord concernent les activités menées jusqu'au 31 décembre 2010.

I.1. Organisation de l'Administration exécutive ou chancellerie

Depuis le 9 juillet 2009, l'organisation du Ministère de la Justice est régie par décret n°2009-559 /PRES/PM/MJ du 27 juillet 2009 portant organisation, attribution et fonctionnement du Ministère de la justice. L'article 1 dudit décret dispose que le Ministère de la Justice est organisé autour du cabinet du Ministre et du secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre comprend : les conseillers techniques, l'inspection technique des services judiciaires, la Direction générale de la Garde de sécurité Pénitentiaire, le secrétariat particulier et le protocole du Ministre.

Le Secrétariat Général englobe les services du secrétariat général, les structures centrales, les structures déconcentrées et les structures rattachées.

Les structures centrales du Ministère de la justice sont :

- la direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ) ;
- la direction générale des Affaires pénitentiaires (DGAP) ;
- la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- la Direction des études et de la planification (DEP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- la Direction des marchés publics (DMP)
- la Perception spécialisée (PS).

Les structures déconcentrées sont les juridictions et les établissements pénitentiaires. Les structures rattachées au Ministère sont : la commission nationale de codification ; la commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ; les projets et programmes du Ministère.

I.2. Organisation des juridictions

L'organisation des juridictions au Burkina Faso repose sur un double ordre de juridictions : les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif.

Les juridictions de l'Ordre judiciaire

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont régies et organisées par la Loi N°10-93/ADP du 17 mai 1993, modifiée par la Loi N°028-2004/AN du 8 septembre 2004. Au titre de l'article 2 de cette Loi, les juridictions de l'ordre judiciaire au Burkina Faso sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissement, les tribunaux de travail, les juges des enfants, les tribunaux pour enfants. A ces juridictions, s'ajoutent les tribunaux de commerce créés par la loi N° 22-2009 /AN du 12 mai 2009.

Ces juridictions sont organisées selon une structure pyramidale au sommet de laquelle se trouve la juridiction suprême, et suivent respectivement les juridictions de second degré et à la base de la pyramide se trouvent les juridictions de premier degré.

La juridiction suprême de l'Ordre judiciaire : la Cour de cassation

La Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle a été créée par la Loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000. Elle comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour de cassation ne constitue pas un troisième degré de juridiction car elle ne juge pas sur le fond des affaires portées devant elle. Elle se contente de vérifier si le droit a été dit en la matière.



Ordre judiciaire

Le premier degré de droit commun est la Cour d'appel. L'article 9 de la loi n°028-2004/AN du 08 septembre 2004 dispose que la Cour d'appel comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle, et de simple police par les juridictions de premier degré. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail (art.16 loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004).

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans le ressort des Cours d'appel, des tribunaux d'instance et des tribunaux pour enfants. Les tribunaux d'instance reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissement et départementaux. Les tribunaux pour enfants sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour connaître des crimes commis par un mineur en premier et dernier ressort. Ils connaissent également des appels des décisions rendus par le juge des enfants.

Les juridictions de premier degré de l'Ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction. Il s'agit exclusivement des Tribunaux de grande instance (TGI). Conformément aux articles 19, 18, et 21 de la loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004, les TGI comprennent une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre correctionnelle, un greffe et un parquet. Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, la compétence commerciale est dévolue à la chambre commerciale du Tribunal de Grande instance.

Il faut noter que au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux d'instance, des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail ; des juges des enfants et du tribunal militaire. Depuis 2009, il existe sur le territoire national burkinabé deux tribunaux de Commerce à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso .

Les juridictions de l'Ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat des tribunaux administratifs et de la Cour des comptes.

Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000. Il est la juridiction supérieure et unique de l'ordre administratif et vient en remplacement de la Chambre administrative de la cour suprême. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative ; contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit ; harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative ; contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui se lèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge de premier degré des décrets et les actes administratifs excédant le ressort d'un seul TA. Il est également juge d'appel des décisions rendues par les tribunaux administratifs et juge de cassation.

Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés au siège de chaque Tribunal de Grande Instance selon la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux administratifs. Ils ont le même ressort territorial que les tribunaux de grande instance au siège duquel ils ont été créés. Conformément à l'article 5 de la loi sus citée, le tribunal administratif est, en premier ressort juge de droit commun du contentieux administratif et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat. Depuis 1996, il existe sur le



Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.

Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features

Administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000 /AN du 16/05/2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes : la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ; l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ; la rationalisation de l'action administrative.

NB : Une controverse est actuellement posée quant à son classement dans l'un ou l'autre ordre des juridictions. Certains proposent qu'elle soit classée dans l'ordre administratif, ce qui poserait des problèmes dont entre autres, celui des ses rapports avec le Conseil d'Etat, juridiction supérieure de l'ordre administratif. D'autres par contre proposent que soit créé un ordre financier dont la Cour des Comptes sera la juridiction supérieure.

I.3. Organisations des Etablissements pénitentiaires

Au Burkina Faso, les établissements pénitentiaires sont constitués d'une part des Maisons d'arrêt et de correction situées dans le ressort des TGI et d'autre part d'un Centre pénitentiaire agricole situé à Baporo . Les MAC ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour d'une direction générale des affaires pénitentiaires et animés par un corps paramilitaire notamment la Garde de sécurité pénitentiaire.

Source :

politique nationale 2010-2019.

II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires

Points saillants :

- Le nombre de tribunaux de grande instance et d'établissements pénitentiaires a plus que doublé entre 2002 et 2010 ;
- Le fonctionnement effectif des tribunaux de commerce.

Commentaire général :

Le nombre de tribunaux de grande instance et de maisons d'arrêt n'a pas considérablement varié en 2010. Il y a eu seulement l'ouverture du tribunal de grande instance et de la maison d'arrêt et de correction de Diébougou au dernier trimestre de l'année 2010. Cela a porté le nombre de TGI et de MAC au niveau national à 24 contre 23 en 2009.

De façon générale, le nombre de juridictions opérationnelles a connu une évolution importante depuis 2002 à la faveur de la réforme de la justice et des constructions nouvelles. Ainsi, en ce qui concerne les hautes cours, la réforme a pris corps à partir de 2003 avec l'ouverture effective de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Ces hautes cours sont issues de la déclatement de la Cour suprême en 2000 qui a donné également naissance au Conseil constitutionnel érigé au rang d'institution.

Le nombre de juridictions de deuxième degré a aussi évolué avec l'entrée en service en 2004 des tribunaux pour enfants auprès des Cours d'appel de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Les mutations ont été les plus importantes au niveau des juridictions du premier degré. Des juridictions nouvelles ont ouvert leurs portes en 2004, il s'agit des Juges des enfants et des tribunaux d'instance (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso). Ouverts en 2009, les tribunaux de commerce (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ont effectivement fonctionné en 2010. De nouveaux tribunaux de grande instance ont été mis en service. Ils étaient 11 en 2002, 12 en 2004, 16 en 2005, 19 en 2006, 20 en 2008 puis 24 en 2010.

Les établissements pénitentiaires, en particulier les maisons d'arrêt et de correction, ont suivi l'évolution des TGI. Leur nombre est resté stable à 11 de 2002 à 2004 avant de passer à 15 en 2005, 19 en 2006, 20 en 2008 et 24 en 2010.

Il est à signaler la situation de deux TGI (Yako, Ziniaré) qui n'ont pas de maisons d'arrêt et de correction fonctionnelles. Leurs détenus sont pris en charge respectivement à Ouahigouya et à Ouagadougou.

Les juridictions de proximité que sont les tribunaux départementaux et les tribunaux d'arrondissement n'ont pas évolué. Leurs nombres en 2010 restent stables par rapport à 2009 ; soit 349 TD et 8 TAR. Leurs activités sont cependant à encadrer pour qu'ils jouent pleinement leur rôle.

L'implantation spatiale des nouvelles structures semble rationnelle et tend à décongestionner les MAC les plus surpeuplées telles celles de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Notes :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi, un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Les tribunaux départementaux sont identifiés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

Etablissements pénitentiaires fonctionnels

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Cour de cassation (CC) | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cours d'appel (CA) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux d'instance (TI) | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux de grande instance (TGI) | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| Tribunaux de commerce(TC) | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 |
| Tribunaux du travail (TT) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Juges des enfants (JE) | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants (TPE) | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux départementaux (TD) | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 |
| Tribunaux d'arrondissement (TAR) | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Les juridictions de l'ordre administratif | | | | | | | | | |
| Cour des comptes (CCO) | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Conseil d'État (CE) | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tribunaux administratifs (TA) | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| Etablissements pénitentiaires | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Maisons d'arrêt et de correction (MAC) | 10 | 10 | 10 | 15 | 19 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| Centre pénitentiaire agricole (CPAB) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2010 par localité

| Localités | CC | CA | TGI | TI | TD | TAR | TT | TC | TE | JE | CCO | CE | TA | EP |
|----------------|----|----|-----|----|-----|-----|----|----|----|----|-----|----|----|----|
| Banfora | | | 1 | | 17 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Baporo (CPAB) | | | | | | | | | | | | | | 1 |
| Bobo-Dioulasso | | 1 | 1 | 1 | 25 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | 1 |
| Bogandé | | | 1 | | 7 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Boromo | | | 1 | | 17 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Dédougou | | | 1 | | 13 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Diapaga | | | 1 | | 8 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Diébougou | | | 1 | | 5 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Djibo | | | 1 | | 9 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Dori | | | 1 | | 17 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Fada N'gourma | | | 1 | | 12 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Gaoua | | | 1 | | 23 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Kaya | | | 1 | | 19 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Kongoussi | | | 1 | | 9 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Koudougou | | | 1 | | 25 | | 1 | | | | | | 1 | 1 |
| Léo | | | 1 | | 13 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Manga | | | 1 | | 12 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Nouna | | | 1 | | 10 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Orodara | | | 1 | | 13 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Ouagadougou | 1 | 1 | 1 | 1 | 21 | 5 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Ouahigouya | | | 1 | | 22 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Tenkodogo | | | 1 | | 30 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Tougan | | | 1 | | 14 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Yako | | | 1 | | 9 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Ziniaré | | | 1 | | 12 | | | | | | | | 1 | 1 |
| Total | 1 | 2 | 24 | 2 | 349 | 8 | 3 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 24 | 25 |

*Y compris CPAB.

- L'accroissement continu des personnels judiciaires;
- Le nombre de magistrats dans le système judiciaire pour 100 000 habitants est de 2,3;
- Le taux d'encadrement des détenus dans les MAC, évalué par le ratio GSP/Détenus s'accroît depuis 2006.

Commentaire général :

Avec une croissance de 3,05% en 2010 par rapport à 2009, le nombre de magistrats continue d'augmenter au fil des années. Comparativement à 2002, ce nombre a presque doublé passant de 207 à 406 en 2010. La répartition des magistrats par sexe n'a pas changé avec près de ¾ d'hommes. Le nombre de magistrats dans les juridictions connaît une augmentation progressive ; près de 83,5% des magistrats exercent dans les différentes juridictions et hautes cours, 7,4% à la chancellerie et enfin 9,1% des magistrats exercent hors du ministère (Disponibilité, Détachement, Mise à disposition).

Le nombre de magistrats pour 100 000 habitants a fortement progressé au cours de la période 2002-2010. Après une variation nulle constatée entre 2006 et 2007, une petite augmentation entre 2008 et 2009, on constate une petite baisse de ce ratio en 2010 malgré l'augmentation du nombre de magistrat. Ce ratio aurait pu être meilleur n'eût été la forte croissance démographique. Il est à noter que ce ratio est encore très loin de la norme recommandée au niveau international qui est d'un magistrat pour 10.000 habitants. Alors pour atteindre cette norme, le Burkina Faso devrait poursuivre ses efforts de recrutement.

De façon générale, le nombre de personnel *greffier* est resté à peu près constant entre 2009 et 2010. Cette situation s'explique par l'admission de nombreux greffiers aux concours professionnel, les cas de départ à la retraite et les décès. La répartition par grade se présente avec 20,9% de greffiers en chef, 40,8% de greffiers, 38,23% de secrétaires de greffes et parquets. Comme au niveau des magistrats, les hommes sont largement majoritaires dans tous les grades mais le personnel *greffier* est celui des corps de métiers de la justice qui a en son sein la plus forte proportion de femmes.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe :
Rapport entre le nombre de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Proportion de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par position :
Rapport entre le nombre de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

Sources statistiques :

Les effectifs des personnels du Ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats pour l'année judiciaire 2007/2008 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

Magistrats pour 100 000 habitants

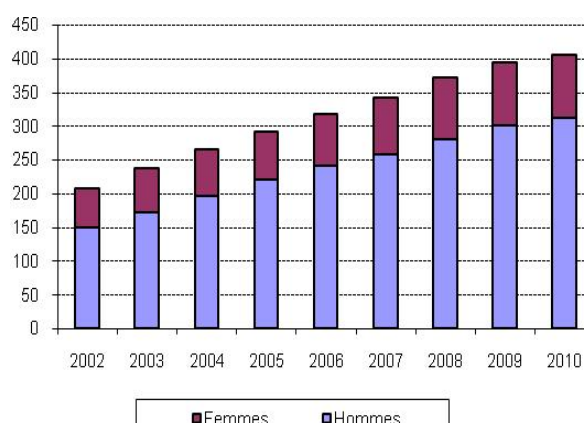
| | | | | | | | | |
|------------------------------------|-----|------|------|------|------|------|------|------|
| | 3 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| | 7 | 265 | 292 | 317 | 341 | 371 | 394 | 406 |
| Sexe | | | | | | | | |
| Hommes | 149 | 171 | 196 | 221 | 240 | 257 | 300 | 311 |
| Femmes | 58 | 66 | 69 | 71 | 77 | 84 | 94 | 95 |
| Position | | | | | | | | |
| Chancellerie | 20 | 21 | 23 | 24 | 26 | 22 | 30 | 30 |
| Juridictions | 159 | 184 | 213 | 239 | 261 | 286 | 303 | 339 |
| Détachements, disponibilité | 28 | 32 | 29 | 29 | 30 | 33 | 40 | 39 |
| Magistrats* pour 100 000 habitants | 1,5 | 1,7 | 1,9 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,5 | 2,3 |

* Non compris détachements, disponibilité et mis à disposition

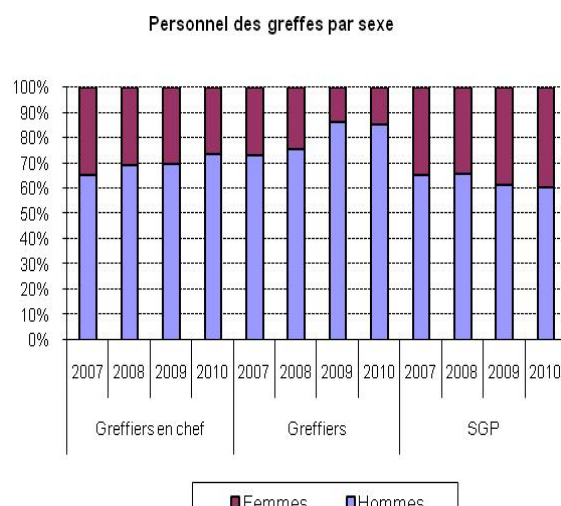
Tableau 4 : Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position

| | Greffiers en chef | | | Greffiers | | | SGP | | |
|-----------------------------------|-------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2008 | 2009 | 2010 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 54 | 63 | 64 | 120 | 118 | 125 | 137 | 125 | 117 |
| Sexe | | | | | | | | | |
| Hommes | 38 | 44 | 47 | 91 | 102 | 107 | 90 | 77 | 71 |
| Femmes | 16 | 19 | 17 | 29 | 16 | 18 | 47 | 48 | 46 |
| Position | | | | | | | | | |
| Chancellerie | 4 | 5 | 8 | 3 | 3 | 3 | 11 | 13 | 9 |
| Juridictions | 48 | 57 | 53 | 116 | 113 | 121 | 124 | 110 | 106 |
| Mise à disposition, disponibilité | 2 | 1 | 3 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 |

Graphique 1 : Evolution de la répartition des magistrats par sexe



Graphique 2 : Evolution de la répartition du personnel greffier



augmentation de 71,1% entre 2009 et 2010 passant ainsi de 802 à 1 374. Les juges ne sont pas comptabilisés au quel cas le nombre

Le personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires continue de croître sur la période. De 224 en 2002, ce nombre est passé à 800 en 2010. On peut y trouver environ 4,8% d'inspecteurs, 12,6% de contrôleurs, 75% d'assistants et 7,7% d'agents. Contrairement, le nombre de détenus au 31 décembre 2010 a légèrement baissé portant ainsi le nombre de détenus par GSP à 6,5 contre 8,7 en 2009. La diminution de ce ratio s'explique en partie par l'ouverture de la maison d'arrêt de Diébougou dont le ministère y avait affecté du personnel et dont il n'y avait pas de détenus.

L'effectif des notaires, relativement faible sur toute l'étendue du territoire, a connu une légère augmentation en 2010. Il est passé à 13 contre 8 en 2009. C'est une première depuis 2002 que nous constatons une augmentation au niveau de ce corps. Mais cette augmentation n'a pas d'influence sur les localités dans lesquelles n'existait pas de notaire puisque ces nouveaux notaires sont installés à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso. Parmi les 13 notaires dénombrés en 2010, 4 sont des femmes et 9 exercent dans le ressort de la Cour d'appel de Ouagadougou contre 4 dans le ressort de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso. Dans les autres juridictions, ce sont les greffiers en chef qui exercent la fonction de notaire.

Le nombre d'avocat est resté stable entre 2009 et 2010. Le pays compte 139 avocats inscrits à l'Ordre dont 20,1% de femmes. Tous les avocats sont installés dans les villes de Ouagadougou (90,6%) et de Bobo-Dioulasso (9,4%) mais interviennent cependant sur l'ensemble du territoire. La répartition selon l'ancienneté dans le métier montre que 62,2% des avocats ont plus de 10 ans d'expérience.

L'effectif des huissiers a connu aussi une faible hausse en 2010. Il est passé de 130 en 2009 à 134 en 2010. Cet effectif ne couvre pas l'ensemble du territoire en ce que ces huissiers sont installés dans 7 villes du pays. Cependant, près des 2/3 de ce personnel exercent dans la ville de Ouagadougou et près des 3/4 ont une expérience de plus de 10 ans.

Hormis les personnels judiciaires, d'autres corps viennent en appui au ministère de la justice. On peut trouver les personnels d'appui que sont les interprètes, les chauffeurs, les agents de liaison, les secrétaires et les agents de bureau en plus grand nombre, mais également les personnels de soutien tels que les financiers, les diplomates, les statisticiens, les éducateurs sociaux, les économistes, les juristes, les gestionnaires des ressources humaines, les administrateurs civils, etc.,

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe :

Rapport entre le nombre de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Proportion de (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par position :

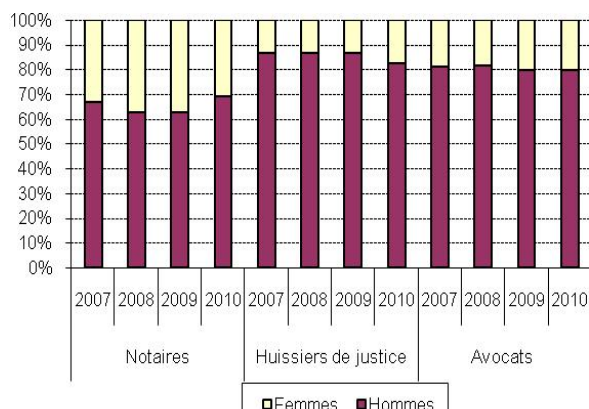
Rapport entre le nombre de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats (respectivement : greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

Ratio magistrats pour 100 000 habitants : Rapport entre le nombre total de magistrats et la population du pays multiplié par 100 000.

Taux d'encadrement des détenus par GSP : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

Sources statistiques :

Les effectifs des personnels du Ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'Ordre des avocats pour l'année judiciaire 2007/2008 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'Ordre des notaires.



Graphique 4 : Evolution de la répartition des GSP par grade

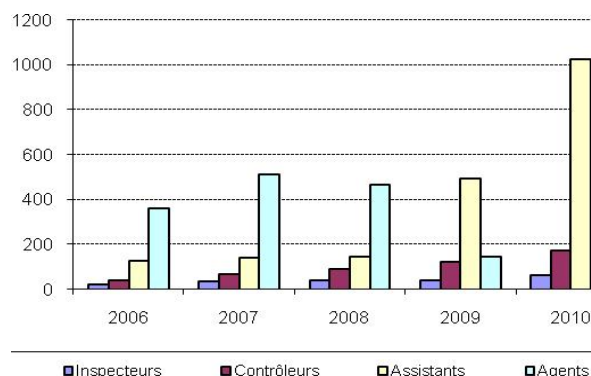


Tableau 5 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| GSP dans les EP | 224 | 290 | 344 | 452 | 491 | 660 | 622 | 622 | 800 |
| Population carcérale | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 | 4 207 | 4 801 | 5400 | 5198 |
| Détenus par GSP | 11,3 | 8,3 | 8,1 | 7,3 | 6,3 | 6,4 | 7,7 | 8,7 | 6,5 |

Tableau 6 : Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité de plantation

| | Notaires | | | | Huissiers de justice | | | Avocats | | |
|-----------------|----------|----------|----------|-----------|----------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|
| Année | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2008 | 2009 | 2010 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 9 | 8 | 8 | 13 | 30 | 30 | 34 | 134 | 139 | 139 |
| Sexe | | | | | | | | | | |
| Hommes | 6 | 5 | 5 | 9 | 26 | 26 | 28 | 109 | 111 | 111 |
| Femmes | 3 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 | 6 | 25 | 28 | 28 |
| Position | | | | | | | | | | |
| Bobo-Dioulasso | 2 | 1 | 1 | 4 | 6 | 6 | 7 | 12 | 13 | 13 |
| Dédougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Kaya | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Koudougou | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ouagadougou | 7 | 7 | 7 | 9 | 19 | 19 | 21 | 122 | 126 | 126 |
| Ouahigouya | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Tenkodogo | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Fada | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |

Source : ordre des notaires, ordre des huissiers, ordre des avocats

Tableau 2.16 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position

| | Femmes | | Hommes | | Ensemble | |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|
| | 2009 | 2010 | 2009 | 2010 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 45 | 46 | 85 | 85 | 130 | 131 |
| Chancellerie | 19 | 20 | 55 | 52 | 74 | 72 |
| Cour d'appel de Bobo Dioulasso | 7 | 8 | 14 | 15 | 21 | 23 |
| Cour d'appel de Ouagadougou | 19 | 18 | 16 | 18 | 35 | 36 |

Source : DRH du ministère de la justice

Points saillants :

- Les dotations budgétaires ont connue une hausse remarquable en 2010 par rapport à 2009 .
- La part du budget du Ministère de la Justice dans le budget de l'État en légère hausse en 2010 ;
- Le taux d'exécution budgétaire qui s'améliore en 2010.

Commentaire général :

Le financement du secteur de la justice est assuré par les ressources propres du budget de l'État et par les ressources extérieures. Les allocations budgétaires du Ministère de la justice ont connu une augmentation de 24,7% en 2010 contre 2,4 en 2009. La part de ce budget sur ressources propres dans le budget de l'État a connu une légère hausse et est de 0,84% par rapport à 2009. Malgré cette amélioration, elle demeure toujours insuffisante pour promouvoir la paix et la bonne gouvernance dans le pays des hommes intègres

La répartition des dotations budgétaires a connu une variation selon les titres. Pendant que les montants alloués au personnel et équipement-investissement -transferts en capital ont connue une croissance, ceux réservés à l'achat des matériels et les transferts courants ont connue respectivement une baisse de 4,49% et 31,51% en 2010. La légère hausse des dotations budgétaires a donc surtout concerné la part destinée au personnel et au transfert et les transferts en capital.

Le taux d'exécution budgétaire en 2010 (87,77%) est satisfaisant par rapport à 2009 (78.1%). Le Ministère de la justice a enregistré progressivement depuis 2008 une amélioration de la consommation des crédits mis à sa disposition contre une forte baisse en 2006 qui était de 35,1%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'État : Rapport entre le montant total des dotations budgétaires du Ministère de la justice et le montant total du budget de l'État sur ressources propres.

Part des dotations budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des dotations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des dotations budgétaires.

Part des exécutions budgétaires par rubrique : Rapport entre le montant des consommations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des consommations budgétaires.

Taux d'exécutions budgétaires : Rapport entre le montant des consommations budgétaires et le montant des dotations budgétaires.

Taux de croissance : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base.

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2000 à 2008 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et des rapports du Programme d'investissements publics du Ministère de l'économie et des finances.

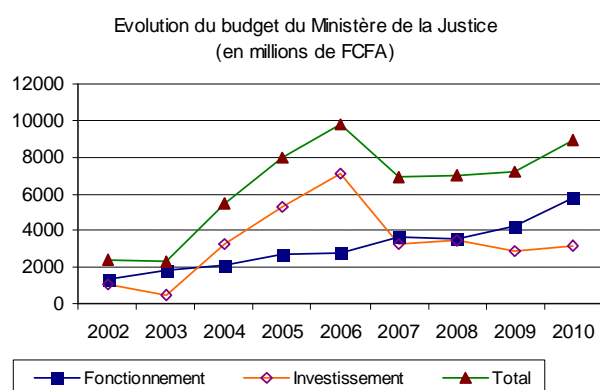
| Circuit de la justice (en millions de FCFA) | | | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| | | | 341,2 | 1 805,3 | 1 949,0 | 2 477,7 | 2 167,6 | 2720,7 | 4436,7 |
| Fonctionnement | | | 430,1 | 412,9 | 338,9 | 683,0 | 940,5 | 1026,7 | 980,51 |
| Transferts courants | 253,6 | 301,1 | 347,9 | 461,9 | 462,7 | 475,9 | 430,3 | 509,7 | 349,05 |
| Investissements exécutés par l'Etat | 1 067,2 | 474,7 | 3 311,0 | 5 262,9 | 7 066,5 | 3 305,5 | 3 464,1 | 2910,2 | 3164,2 |
| transferts en capital** | | | | | | | | | |
| Total | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 | 6 942,1 | 7 002,5 | 7167,4 | 8930,5 |
| Taux de croissance annuelle | -1,5% | -5,3% | 135,9% | 46,3% | 23,6% | -29,3% | 0,9% | 2,4% | 24,7% |
| Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat | 0,4% | 0,4% | 0,5% | 1,1% | 1,1% | 0,8% | 0,7% | 0,7% | 0,84% |

*Les chiffres de 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

**Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Lois de finances et rapports du Programme d'investissements publics

Graphique 5 : Evolution du budget du Ministère de la justice



Graphique 6 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles

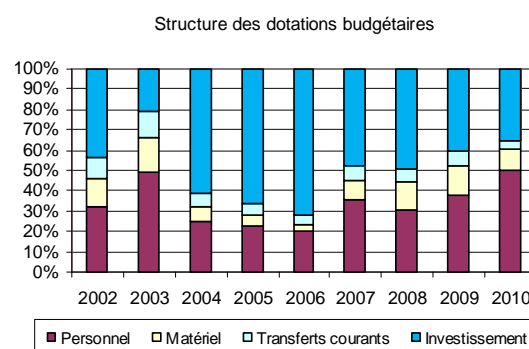


Tableau 8 : Exécutions budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)

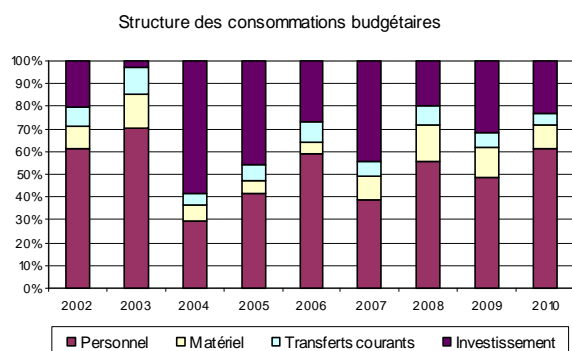
| | 2002* | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Personnel | 1 163,3 | 1 231 | 1 381,8 | 1 804,4 | 2 042,9 | 2 451,9 | 2 813,8 | 3375,3 | 4784,6 |
| Matériel (fonctionnement) | 174,8 | 255,6 | 316 | 262,1 | 178,9 | 657,3 | 799,2 | 945,0 | 872,54 |
| Transferts courants | 159,3 | 211,4 | 218,9 | 289,3 | 315,1 | 371,5 | 429,1 | 445,2 | 349,04 |
| Investissements exécutés par l'Etat | 390,9 | 51,3 | 2 703,6 | 2 008,8 | 913,8 | 2 797,4 | 1 003,7 | 2219,2 | 1832,3 |
| -transferts en capital** | | | | | | | | | |
| Total | 1 888,3 | 1 749,3 | 4 620,3 | 4 364,6 | 3 450,7 | 6 278,1 | 5 045,8 | 5594,5 | 7838,4 |
| Dotations | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 | 6 942,1 | 7 002,5 | 7167,4 | 8930,5 |
| Taux de consommation des dotations prévisionnelles | 77,7% | 76,0% | 85,1% | 54,9% | 35,1% | 90,4% | 72,1% | 78,1% | 87,77% |

*Les chiffres de 2001 et 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

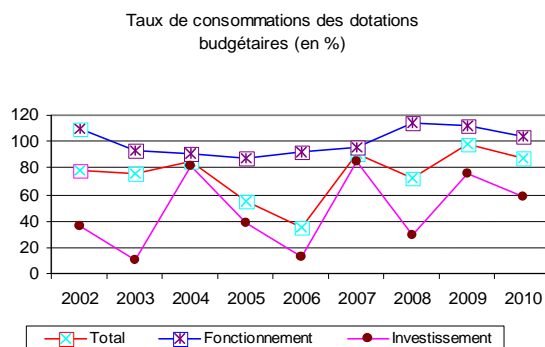
**Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Circuit de la dépense / Ministère de l'Economie et des Finances et rapports du Programme d'investissements publics

Graphique 7 : Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice



Graphique 8 : Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles



III.1. Cour de cassation

Points saillants :

- Une décroissance des affaires nouvelles et des décisions rendues en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une diminution des décisions rédigées en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une baisse des conclusions du ministère public toutes Chambres confondues.

Commentaire général :

Les affaires nouvelles et les décisions rendues relatives aux activités de la Cour de cassation évoluent depuis un certain temps en dents de scie. En effet elles ont marqué en 2010 une baisse respective de 13,7% et 15,9% par rapport à l'année 2009 alors que la tendance était en hausse en 2009 par rapport à 2008.

La répartition des affaires nouvelles dans les différentes chambres en 2010 est restée presque la même qu'en 2009 à l'exception de la chambre criminelle, les chambres mixtes et les chambres réunies qui ont enregistré respectivement 5,1% des affaires nouvelles contre 14,7% en 2009 et 1,3% contre 0% des affaires nouvelles en 2009. Les Chambres civile, sociale et commerciale ont reçu respectivement 35,4%, 29,1% et 13,9% des affaires nouvelles. On note enfin que la juridiction du Premier Président n'a reçu que 15,2% d'affaires nouvelles.

Les décisions rendues, en baisse en 2010, sont composées de 36,1% des décisions sur le fond et 63,9% des autres types de décision. Les décisions sur le fond ont connu une hausse par rapport à 2009 (36,1% contre 27,1%). Cette augmentation se justifie par la hausse considérable des décisions de rejet (42,9% par rapport à 2009) puisque les décisions d'irrecevabilité et les autres décisions enregistrent une baisse de 24,6% et 75% respectivement.

Les décisions rédigées ont enregistré une augmentation de 6,5% en passant de 75,5% en 2009 à 82,0% en 2010. Cette augmentation de la proportion des décisions rédigées par rapport aux décisions rendues est plus importante que celle marquée en 2009 (0,02%).

Le nombre de conclusions du ministère public dans les dossiers des différentes chambres a connu une baisse continue de 32,7% en 2010. Cette diminution est plus observée au niveau des chambres civile (46,2%) et mixte (100%). On note également une baisse sensible du nombre de conclusions au niveau des chambres commerciale, sociale et criminelle.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour de cassation.

Part des affaires orientées par le Parquet vers une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers une chambre et le nombre total d'affaires orientées par le Parquet général vers toutes les chambres.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Sources statistiques :

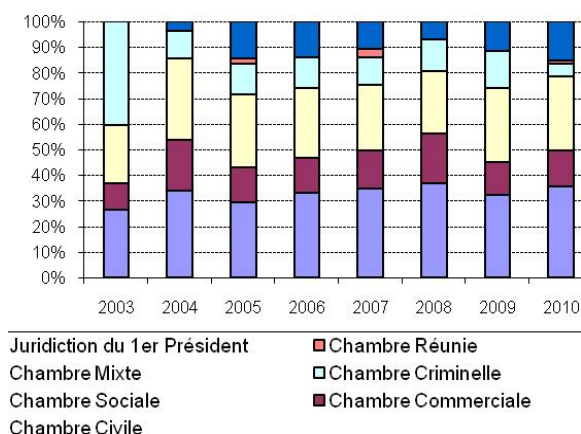
Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.



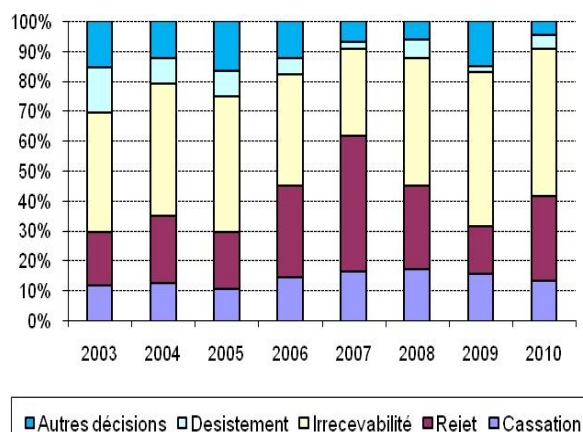
es décisions rendues par la Cour de cassation

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Décisions rendues | 114 | 151 | 172 | 170 | 155 | 183 | 158 |
| dont décisions sur le fond | 78 | 114 | 95 | 162 | 132 | 145 | 122 |
| % de décisions sur le fond | 23,5 | 35,1 | 29,5 | 45,1 | 61,5 | 45,1 | 27,1 |
| Proportion de décisions rédigées (%) | 70,5 | 90,6 | 84,3 | 58,2 | 77,0 | 89,7 | 75,5 |

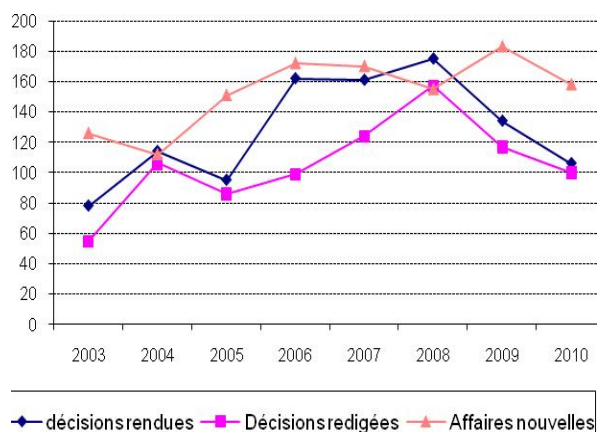
Graphique 9 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre



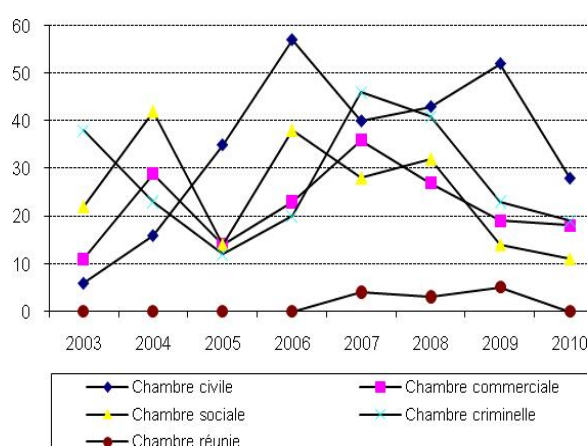
Graphique 10 : Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature



Graphique 11 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre



Graphique 12 : Evolution du nombre d'affaires orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres



- Une baisse du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une augmentation des décisions rendues par les chambres correctionnelle, civile et commerciale en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une baisse remarquable des affaires pénales enregistrées en 2010 par rapport à 2009.

Commentaire général :

Le nombre d'affaires nouvelles dans les cours d'appel relatif aux activités civiles et commerciales a baissé en 2010 de 21,8% par rapport à 2009. La répartition de ces affaires selon leur origine montre que les tribunaux de grande instance ont, contrairement à 2009, mobilisé moins d'affaires dans les cours d'appel en 2010 marquant donc une baisse de 36,0% par rapport à 2009. Par contre les affaires en provenance des tribunaux d'instances connaissent une croissance de 40% par rapport à 2009. Il est également de même au niveau des saisines directes (103,7% par rapport à 2009). Quant aux affaires provenant des tribunaux de travail, elles n'ont marqué aucune variation.

Les décisions rendues par les cours d'appel ont également augmenté de 9,4% en 2010 par rapport à 2009. Cette augmentation est due principalement aux activités des chambres correctionnelles et aux chambres civile et commerciale dont les décisions ont augmenté respectivement de 13,3% et de 36,7%. Les décisions des juridictions des premiers présidents se sont également accrues en 2010 (10,1%). L'augmentation globale des décisions a affecté aussi les décisions sur le fond (5,5%). Cependant, la chambre sociale a vu ses activités en baisse (-22,4%).

Depuis 2002, le nombre d'affaires nouvelles et de décisions rendues par la Cour d'appel de Ouagadougou est resté largement important que celui de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso. En effet, en 2010, la cour d'appel de Ouagadougou a enregistré 65,4% de l'ensemble des affaires nouvelles et 69,1% de l'ensemble des décisions rendues. Les affaires nouvelles de la cour d'appel de Ouagadougou ont accru de 11,8% par rapport à 2009 alors que celles de la cour d'appel de Bobo n'ont augmenté que de 4,3%. Quant aux décisions rendues ; elles sont en baisse au niveau des deux cours d'appel (-23,3% à Ouagadougou et -18,8% à Bobo Dioulasso).

En ce qui concerne les activités pénales, le nombre d'affaires nouvelles a baissé en passant de 593 en 2009 à 371 en 2010 soit un taux de réduction de 37,4%. La composition de ces affaires selon leur nature évolue toujours dans les mêmes tendances que l'année précédente. On note en effet une prédominance continue des affaires criminelles qui représente 68,7% de l'ensemble des affaires pénales, elles ont connu une décroissance de 37,8% par rapport à 2009. Ces affaires pénales sont suivies des affaires délictuelles qui représentent 31,0% de l'ensemble des affaires pénales notant une baisse de 36,5% et enfin des affaires contraventionnelles qui ne représentent que seulement 0,3% de l'ensemble des affaires. Presque la totalité des affaires pénales proviennent des tribunaux de grande instance (99,7%).

En 2010 les affaires pénales transmises par les parquets généraux dans les chambres correctionnelles et d'accusation ont connu une augmentation de 48,5%. Les affaires transmises dans les chambres d'accusation sont prédominantes avec plus de 70% de l'ensemble des affaires. Cette prédominance s'est renforcée une fois de plus en 2010 avec une variation de 14,7% de plus que celle enregistrée en 2009.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues multiplié par 100.

Part des affaires nouvelles d'une chambre : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour d'appel.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Sources statistiques

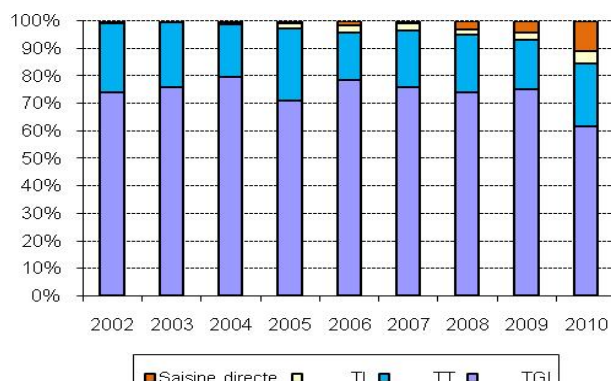
Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.



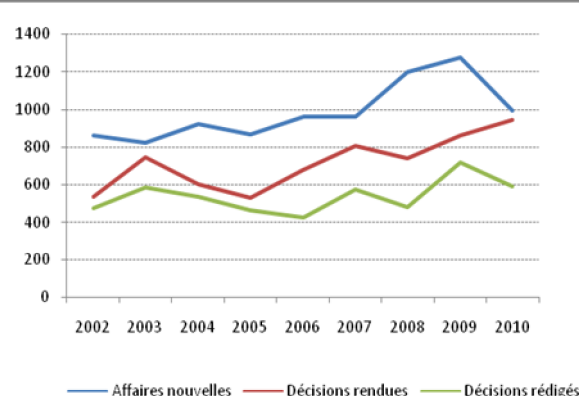
des décisions rendues par les cours d'appel

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|------|------|------|------|-------|------|------|
| | 924 | 866 | 964 | 964 | 1 200 | 1275 | 997 |
| Décisions rendues | 537 | 748 | 605 | 531 | 679 | 807 | 742 |
| dont décisions sur le fond | 349 | 561 | 447 | 383 | 514 | 525 | 633 |
| % de décisions sur le fond (en %) | 65,0 | 75,0 | 73,9 | 72,1 | 75,7 | 70,1 | 70,8 |
| Décisions rédigées | 472 | 584 | 534 | 463 | 424 | 573 | 588 |
| Proportion de décisions rédigées (en %) | 87,9 | 78,1 | 88,3 | 87,2 | 62,4 | 71,0 | 64,7 |

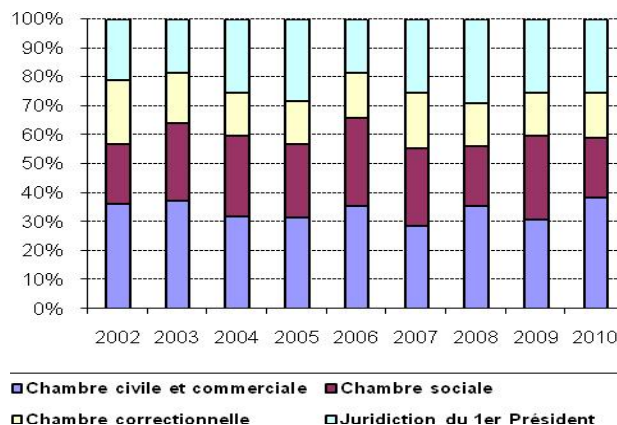
Graphique 13 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine



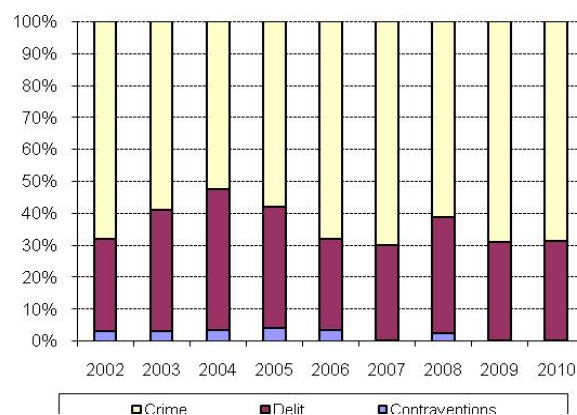
Graphique 14 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA



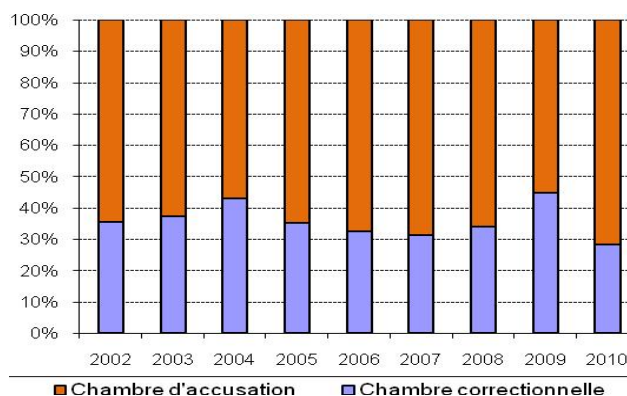
Graphique 15 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre



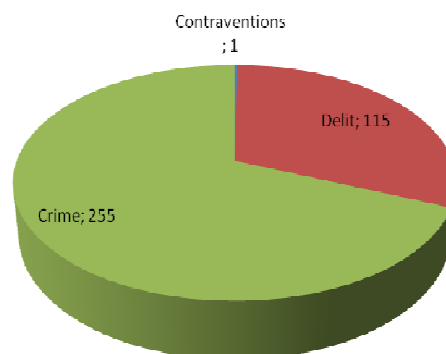
Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature



Graphique 17 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination



Graphique 18 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2010



Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- Une forte augmentation des affaires nouvelles en 2010 ;
- Une proportion de décisions rédigées en progression continue ;
- Une durée de procédure pour rendre les décisions civiles ou commerciales relativement courte.

Commentaire général :

Dans l'ensemble, les affaires civiles, commerciales, les référés et les injonctions ont augmenté de 30,19% en 2010 par rapport à 2009. Les affaires civiles et commerciales nouvelles uniquement, ont connu une hausse de 26,02 % en 2010 par rapport à 2009. Les ordonnances occupant le premier rang parmi les catégories d'affaires nouvelles après une baisse de 23,3% en 2009 a connu une hausse de 48,74% en 2010.

L'accroissement de nouvelles affaires civiles et commerciales a été observé dans la plus part des tribunaux de grande instance à l'exception de ceux de Ouagadougou et Banfora où on observe une baisse respective de 36,3 % et 20,6%. Il faut noter que les décisions sur le fond représentaient 91% de l'ensemble de ces décisions. Force est de constater que les décisions rendues évolue dans le même sens que les affaires nouvelles. Les décisions rédigées ont quant à elles aussi augmenté de 46,21%. Cependant la proportion des décisions rédigées par décisions rendues a enregistré en 2010 une augmentation passant ainsi de 69,9% en 2009 à 93,9 % en 2010. Les tribunaux de grande instance, Ouagadougou, Orodara, Nouna, Ziniaré, Bogandé et Banfora ont rédigés au moins l'ensemble des décisions rendues au cours de l'année 2010. Par contre le tribunal de grande instance de Yako n'a rédigé aucune décision rendue en 2010.

La structure de l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux de grande instance dans les affaires civiles et commerciales montre toujours comme les années précédentes que la majorité des décisions rendues est composée d'ordonnances. Les décisions rendues concernant les affaires civiles ont progressé de 24,1% et celles concernant les affaires commerciales de 39,5%. Quant aux décisions d'injonction de payer, elles ont connues une augmentation de 80,65 % en 2010 par rapport à 2009.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

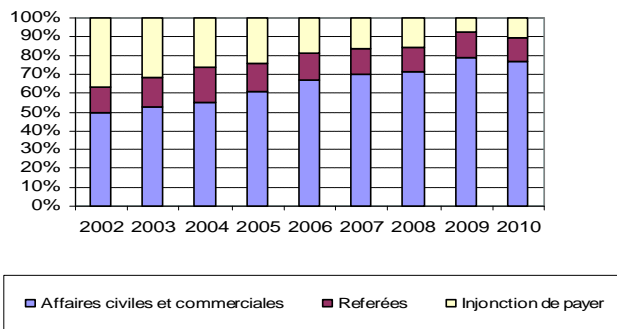
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles généraux, pluriels des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, pluriels des référés des tribunaux de grande instance.

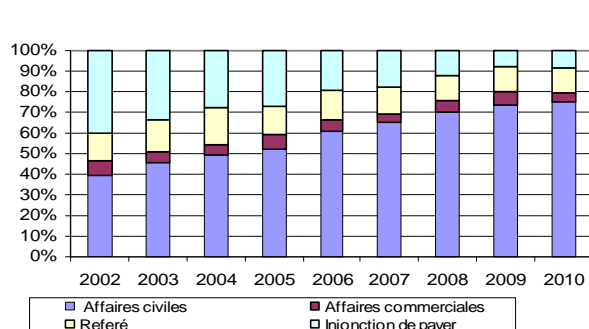
Comptes rendus et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis les avants dire droit et jonctions)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Comptes rendus | 2 425 | 2 684 | 3 435 | 4 209 | 4 639 | 6 014 | 7 582 |
| Décisions rendues | 2 528 | 2 525 | 2 518 | 2 654 | 3 334 | 3 694 | 4 233 |
| dont décisions sur le fond | 2 061 | 2 285 | 2 272 | 2 349 | 3 031 | 3 403 | 3 920 |
| % de décisions sur le fond | 88,5% | 90,5% | 90,2% | 88,5% | 90,9% | 92,1% | 92,6% |
| Décisions rédigées | 1 563 | 1 770 | 2 021 | 1 839 | 2 406 | 2 934 | 3 507 |
| % de décisions rédigées | 67,1% | 70,1% | 80,3% | 69,3% | 72,2% | 79,4% | 82,8% |

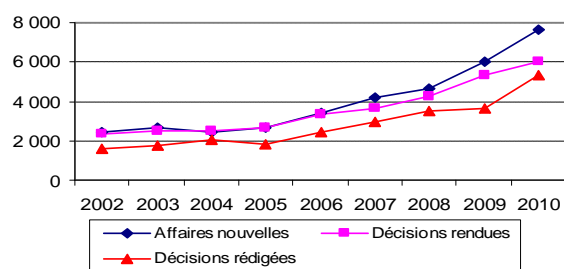
Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI



Graphique 20 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI



Graphique 21 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées



Graphique 22 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI

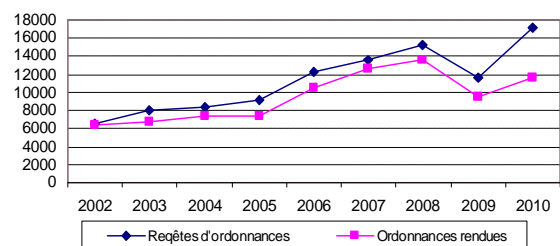


Tableau 12 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)

| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues | | | | | |
|-----------------|--------------------|------------------|-------------|-------------------|------------------|-------------|----------------------------|---------------|-------------------------|
| | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | | Par affaire nouvelle (en%) | Par magistrat | % de décisions rédigées |
| | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 | 2010 | 2010 |
| Ensemble | 7582 | 209,1 | 26,1 | 6012 | 157,6 | 15,3 | 92,6 | 29,5 | 88,6 |
| Banfora | 85 | 84,8 | -20,6 | 140 | 141,4 | 8,5 | 189,2 | 23,3 | 104,3 |
| Bobo-Dioulasso | 1304 | 145,1 | 52,7 | 1006 | 116,3 | 44,3 | 99,7 | 35,9 | 64,5 |
| Bogandé | 78 | - | 25,8 | 79 | - | 25,4 | 103,9 | 15,8 | 100,0 |
| Boromo | 129 | - | 3125,0 | 125 | - | 92,3 | 100,8 | 25,0 | 93,6 |
| Dédougou | 155 | 101,3 | 32,5 | 131 | 92,6 | 35,1 | 87,3 | 18,7 | 78,6 |
| Diapaga | 118 | - | 218,9 | 95 | - | 216,7 | 81,2 | 23,8 | 85,3 |
| Diébougou | 108 | - | - | 77 | - | - | 72,0 | 19,3 | 93,5 |
| Djibo | 114 | - | 100,0 | 122 | - | 258,8 | 108,0 | 24,4 | 94,3 |
| Dori | 182 | 1300,0 | 30,9 | 138 | 961,5 | 29,0 | 78,9 | 34,5 | 89,1 |
| Fada N'gourma | 177 | 168,2 | 84,4 | 170 | 203,6 | 65,0 | 96,0 | 24,3 | 89,4 |
| Gaoua | 348 | 1142,9 | 157,8 | 179 | 678,3 | 58,4 | 105,3 | 29,8 | 38,5 |
| Kaya | 300 | 233,3 | 38,2 | 264 | 252,0 | 36,1 | 90,7 | 37,7 | 77,3 |
| Kongoussi | 169 | - | 76,0 | 172 | - | 102,4 | 101,8 | 19,1 | 93,6 |
| Koudougou | 696 | - | 89,6 | 466 | - | 54,8 | 67,0 | 93,2 | 94,0 |
| Léo | 174 | - | 45,0 | 167 | - | 53,2 | 97,1 | 16,7 | 97,6 |
| Manga | 353 | - | 55,5 | 274 | - | 45,0 | 78,3 | 68,5 | 88,3 |
| Nouna | 75 | - | 226,1 | 71 | - | 373,3 | 95,9 | 11,8 | 100,0 |
| Orodara | 82 | - | 241,7 | 58 | - | 262,5 | 74,4 | 14,5 | 112,1 |
| Ouahigoudougou | 1612 | 20,7 | -36,3 | 1264 | -5,1 | -40,1 | 116,8 | 316,0 | 133,4 |
| Ouahigouya | 171 | 87,9 | 29,5 | 12 | -86,7 | -89,9 | 7,6 | 0,3 | - |
| Tenkodogo | 384 | 119,4 | 44,4 | 319 | 107,1 | 27,1 | 85,3 | 45,6 | 66,8 |
| Tougan | 143 | - | 74,4 | 140 | - | 84,2 | 99,3 | 12,7 | 103,6 |
| Yako | 283 | - | 122,8 | 235 | - | 88,0 | 85,5 | 47,0 | - |
| Ziniaré | 342 | - | 75,4 | 308 | - | 65,6 | 90,1 | 61,6 | 104,5 |



de s'est légèrement modifiée en 2010 par rapport à 2009. Les décisions réputées contradictoires ont enregistré successivement une croissance de 125% en 2009 et 205,5% en 2010. Les décisions rendues par défaut, évoluent en dent de scie; car après une augmentation 96,7% de en 2009 elles régressent de 16,9% en 2010. Les décisions de types réputés contradictoires ont une tendance ascendante.

Concernant la répartition des décisions rendues sur le fond en matière civile et commerciale, les décisions d'acceptation totale sont de loin les plus prédominantes depuis 2001. En 2010, elles représentaient 86,87% de l'ensemble des décisions sur le fond. Les décisions d'acceptation partielle sont en perpétuelles progression de 2005 à 2008. En 2009, elles ont enregistré une hausse de 26,5%. Parallèlement, les décisions de rejet après une augmentation de 62,5% en 2009 ont régressé de 18,55% en 2010.

Concernant la durée des procédures, elle a évolué pour la plupart des décisions rendues en matière civile et commerciale en 2010. La durée considérée est le temps écoulé entre l'enrôlement de l'affaire et la décision de justice. En 2010, la durée de la procédure s'est améliorée. En effet parmi les décisions civiles, 81,69% ont été rendues en moins de trois (3) mois et 0,26% des décisions au delà de trois (3) ans (contre 0,4% en 2009).

Concernant les décisions commerciales, leurs durées de procédure a aussi connu en 2010 une amélioration. En effet 79,62% des décisions commerciales ont été rendues en moins de trois (3) mois contre 39,79% en 2009

La durée moyenne pour rendre une décision civile est d'environ 3 mois tandis qu'il faut en moyenne 2 mois 15 jours pour rendre une décision commerciale.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Pourcentage de décisions sur le fond : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

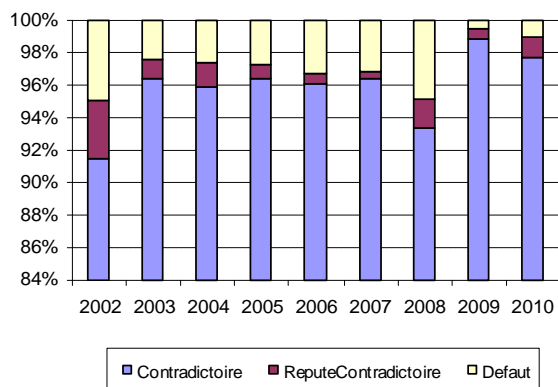
Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.



Graphique 24 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature

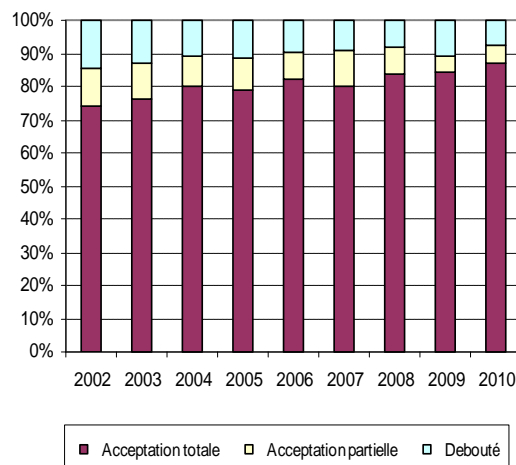
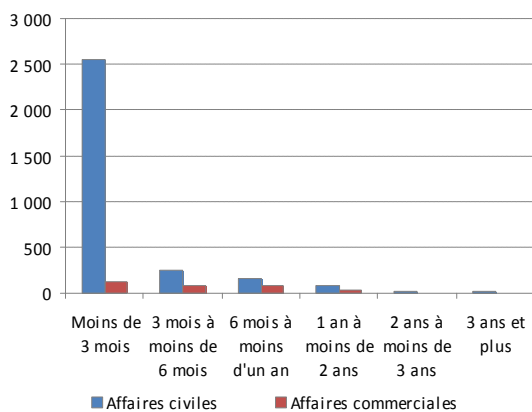


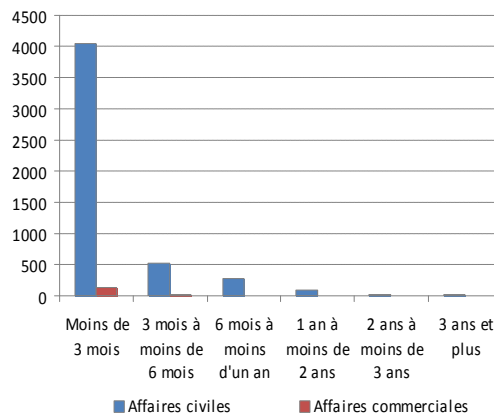
Tableau 13 : Décisions civiles et commerciales rendues en 2010 par les TGI selon la durée de la procédure

| | | Moins de 3 mois | 3 mois à moins de 6 mois | 6 mois à moins d'un an | 1 an à moins de 2 ans | 2 ans à moins de 3 ans | 3 ans et plus |
|------|-----------------------|-----------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|---------------|
| 2009 | Affaires civiles | 2 547 | 253 | 161 | 75 | 12 | 12 |
| | Proportion (en %) | 83.2 | 8.3 | 5.3 | 2.5 | 0.4 | 0.4 |
| 2010 | Affaires civiles | 4044 | 519 | 266 | 96 | 12 | 13 |
| | Proportion (en %) | 81,69 | 10,48 | 5,37 | 1,93 | 0,24 | 0,26 |
| 2009 | Affaires commerciales | 119 | 74 | 74 | 26 | 4 | 2 |
| | Proportion (en %) | 39.8 | 24.7 | 24.7 | 8.7 | 1.3 | 0.7 |
| 2010 | Affaires commerciales | 129 | 26 | 5 | 1 | 1 | 0 |
| | Proportion (en %) | 79,62 | 16,04 | 3,08 | 0,61 | 0,61 | 0 |

Graphique 25 : Décisions rendues par les TGI en 2010 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure



Graphique 26 : Décisions rendues par les TGI en 2010 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure





- Une augmentation continue des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI de 2002 en 2010 ;
- Une régression du nombre de mineurs concernés par les activités des parquets en 2010;
- Une augmentation des conclusions rendues relativement faible par rapport aux affaires nouvelles dans les affaires civiles des parquets en 2010 ;
- Une explosion des autres procédures en 2010.

• **Commentaire général :**

Les parquets des tribunaux de grande instance reçoivent depuis 2002 les affaires nouvelles qui sont en croissance continue. En 2010, le taux de cette croissance est de 1,2 %. Cependant, il faut noter que cette progression est relativement faible comparativement en 2009 où elle était de 10,2%. En outre, on observe toujours des disparités entre les différents parquets des TGI. L'augmentation des affaires nouvelles a été observée dans les parquets de Koudougou, Nouna, Orodara et Ziniaré contrairement à la diminution observée dans la plus des TGI dont celui de Boromo Kaya et Dori. Le parquet du tribunal de grande instance de Ouagadougou reste celui qui a connu le plus grand nombre d'affaires nouvelles avec 26,06% de l'ensemble des affaires nouvelles enregistrées au niveau national en 2010. Après celui du TGI de Ouaga, le parquet du tribunal de grande instance de Bobo-Dioulasso a occupé le deuxième rang avec 10,24%

Quant à la répartition des orientations données aux affaires par les parquets, elle a sensiblement changé en 2010 par rapport aux années précédentes. En 2010, les affaires nouvelles des parquets ont été orientées à 70,97% vers les chambres correctionnelles et à 7,71% vers les cabinets d'instruction. Les affaires nouvelles classées sans suite ont occupé encore la deuxième place avec 21,64% des affaires. Le taux de classement sans suite, en perpétuelle croissance a augmenté de 42,85% en 2010.

En 2010, les affaires orientées vers les chambres correctionnelles sont à 74,71% des affaires de flagrant délit. Les affaires de flagrants délits ont connue une diminution de 6,98 % en 2010 par rapport à 2009. Quant aux affaires de citation directe, elles ne représentent que 25,29% des affaires correctionnelles et ont augmenté de 8,50 % EN 2010 par rapport à 2009

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

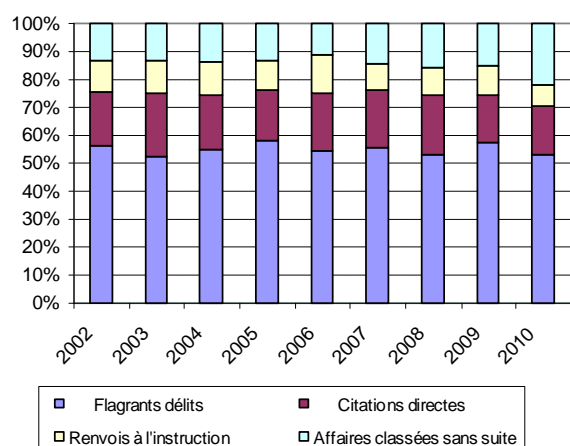
Sources statistiques

Registres des plaintes et registres des orientations.

es parquets des TGI

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Orientations des affaires | 6 451 | 6 392 | 7 524 | 8 295 | 9 587 | 10568 | 10696 |
| Chambre correctionnelle | 4 271 | 4 333 | 4 800 | 4 888 | 5 635 | 7 142 | 7567 |
| Saisines des juges d'instruction | 621 | 705 | 784 | 671 | 1 020 | 968 | 822 |
| Classements sans suite | 748 | 741 | 867 | 833 | 869 | 1 210 | 2307 |
| Taux de classement sans suite | 13,3% | 12,8% | 13,4% | 13,0% | 11,5% | 14,6% | 15,3% |
| Activités relatives aux mineurs | | | | | | | |
| Mineurs impliqués | 242 | 178 | 218 | 219 | 252 | 365 | 326 |
| Mineurs mis sous OGP | 125 | 78 | 115 | 108 | 139 | 222 | 93 |

Graphique 27 : Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI



Graphique 28 : Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI

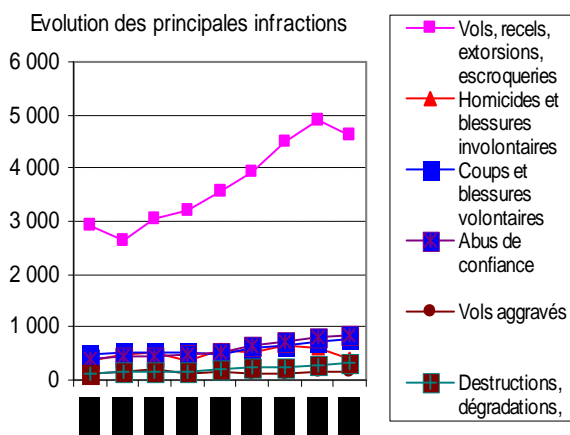


Tableau 15 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI

| | Ensemble des affaires | | | | Crimes et délits contre les biens | | | Crimes et délits contre les particuliers | | |
|-----------------|-----------------------|-------|------------------|---------|-----------------------------------|------------------|-----------|--|------------------|-----------|
| | 2009 | | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | |
| | Nombre | % | 2010/02 | 2010/09 | | 2010 | 2002 2009 | | 2010 | 2002 2009 |
| Ensemble | 10696 | 100,0 | 89,6 | 1,2 | 5971 | 72,2 | -3,1 | 2654 | 70,9 | -4,1 |
| Banfora | 531 | 5,0 | 67,5 | 8,8 | 258 | 54,5 | -15,1 | 126 | 7,7 | -11,9 |
| Bobo-Dioulasso | 1095 | 10,2 | 27,3 | -1,3 | 663 | 44,8 | 4,2 | 237 | -29,7 | -23,1 |
| Bogandé | 241 | 2,3 | - | 3,4 | 143 | - | 10,0 | 59 | - | 7,3 |
| Boromo | 326 | 3,0 | - | -25,6 | 174 | - | -27,5 | 69 | - | -46,9 |
| Dédougou | 364 | 3,4 | -31,1 | -8,1 | 187 | -44,2 | -12,6 | 99 | -20,8 | -6,6 |
| Diapaga | 201 | 1,9 | - | 16,2 | 97 | - | 22,8 | 62 | - | -7,5 |
| Diébougou | 14 | - | - | - | 8 | - | - | 5 | - | - |
| Djibo | 210 | - | - | -14,3 | 87 | - | 3,6 | 89 | - | -34,6 |
| Dori | 317 | 3,0 | 17,4 | -19,9 | 162 | -8,0 | -21,4 | 87 | 45,0 | -34,1 |
| Fada N'gourma | 522 | 4,9 | 2,8 | 3,0 | 259 | -4,8 | -4,4 | 133 | -27,7 | -7,0 |
| Gaoua | 480 | 4,5 | 33,3 | 5,0 | 221 | 5,7 | -9,1 | 163 | 89,5 | 22,6 |
| Kaya | 361 | 3,4 | 45,6 | -29,5 | 234 | 48,1 | -25,5 | 62 | -6,1 | -47,9 |
| Kongoussi | 145 | 1,4 | - | -23,3 | 72 | - | -34,5 | 47 | - | -32,9 |
| Koudougou | 638 | 6,0 | - | 418,7 | 340 | - | 335,9 | 219 | - | 682,1 |
| Léo | 184 | 1,7 | - | -29,5 | 125 | - | -26,5 | 28 | - | -56,3 |
| Manga | 356 | 3,3 | - | -7,8 | 218 | - | -8,8 | 84 | - | -7,7 |
| Nouna | 139 | - | - | 127,9 | 61 | - | 117,9 | 61 | - | 110,3 |
| Orodara | 135 | - | - | 36,4 | 55 | - | 10,0 | 38 | - | 52,0 |
| Ouagadougou | 2787 | 26,1 | 82,0 | -0,7 | 1674 | 53,4 | -6,6 | 513 | 77,5 | 0,2 |
| Ouahigouya | 292 | 2,7 | -44,5 | 5,4 | 139 | -59,2 | -10,3 | 68 | -51,1 | -16,0 |
| Tenkodogo | 789 | 7,4 | 60,4 | -7,3 | 509 | 95,0 | -6,4 | 208 | 38,7 | -1,4 |
| Tougan | 216 | 2,0 | - | -2,7 | 113 | - | 11,9 | 70 | - | -1,4 |
| Yako | 151 | 1,4 | - | -13,7 | 67 | - | -4,3 | 57 | - | -27,8 |
| Ziniaré | 202 | 1,9 | - | 23,2 | 105 | - | 0,0 | 70 | - | 105,9 |



plus fréquentes sont Les « délits contre les biens » Les affaires sé de 3,1 % en 2010. Dans le même temps, elles représentaient 33,8% des affaires. Cette position est toujours due principalement aux délits « vols, recels, extorsions et escroqueries » qui sont les plus fréquents et constituent au sein de cette même catégorie près de 77,3% des affaires. De cette catégorie d'infraction suivent les crimes et délits contre les particuliers avec 24,8% des affaires. A l'exception des infractions en matière de code de la route, Contraventions, Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs le reste des catégories d'infraction ont vu leurs affaires décroître en 2010 par rapport à 2009.

Le nombre de mineurs impliqués dans les affaires pénales après une baisse de 12,4 % en 2009, a enregistré une forte baisse de 36,4 % en 2010. La proportion de mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire a aussi baissé de 72,25%. En ce qui concerne les infractions commises par les mineurs, les affaires de flagrant délit représentaient environ 70,7%..

Dans l'ensemble, les activités civiles du parquet sont dominées par l'établissement des actes relatifs à l'état des personnes qui représente environ 65,42% d'affaires nouvelles. Les rectifications matérielles représentent 85,86% des actes relatifs à l'état des personnes nouvellement entré dans les parquets .Il faut aussi souligner que le ratio conclusion rendue par affaire nouvelle s'est déprécié en passant de 102,7% en 2009 à 98,00% en 2010 . Les naturalisations ont fortement augmenté de 34,07%. Dans le même sens, les affaires nouvelles concernant les adoptions ont aussi fortement augmenté de 59,6%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

Part des affaires orientées par « chambre » : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

Taux de classement sans suite : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

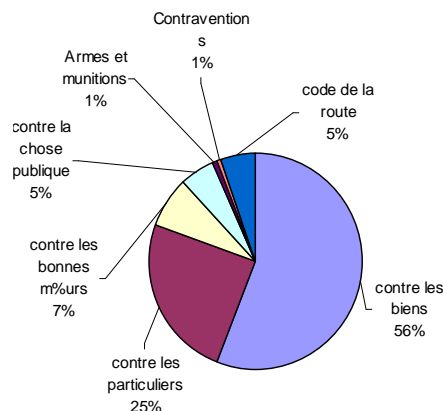
Taux de réponse pénale : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

Variation: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

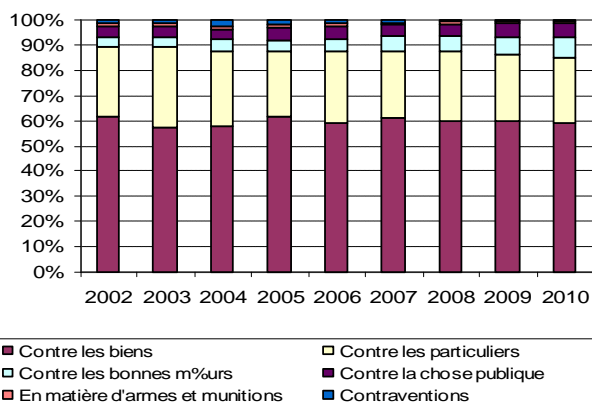
Sources statistiques
Registres des parquets.

| | | en % / 2009 | |
|--|-------|-------------|-------|
| Ensemble | 10696 | 89,6 | 1,2 |
| Crimes et délits contre les biens | 5971 | 72,2 | -3,1 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 2654 | 70,9 | -4,1 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 801 | 243,8 | 15,6 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 562 | 139,1 | -2,8 |
| Infractions en matière d'armes et munitions | 81 | -5,8 | -14,7 |
| Contraventions | 59 | -9,2 | 51,3 |
| Infractions au code de la route | 568 | - | - |

Graphique 29 : Répartition des affaires enregistrées en 2010 dans les parquets des TGI



Graphique 30 : Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction



Graphique 31 : Evolution de la répartition des mineurs selon l'orientation des affaires dans lesquelles ils sont impliqués par les parquets des TGI

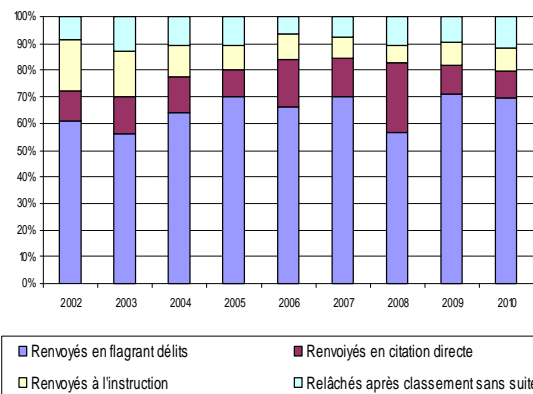
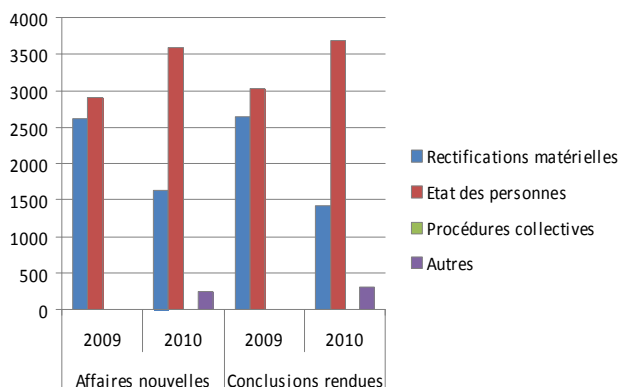


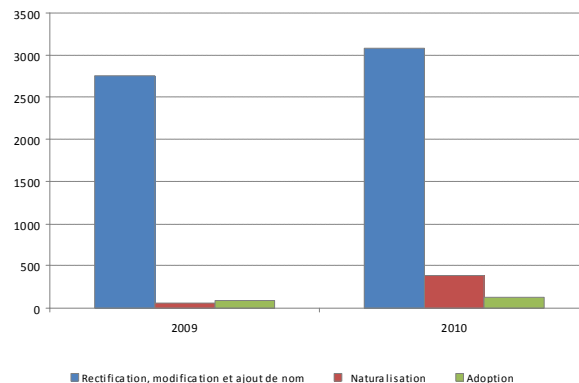
Tableau 17 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI

| | Affaires nouvelles | | Conclusions rendues | | Conclusions/ Affaires nouvelles | |
|--|--------------------|-------------|---------------------|-------------|---------------------------------|---------------|
| | 2009 | 2010 | 2009 | 2010 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 5517 | 5254 | 5668 | 5149 | 102,74% | 98,00% |
| Rectifications matérielles | 2611 | 1693 | 2645 | 1480 | 101,30% | 87,41% |
| Etat des personnes | 2905 | 3344 | 3021 | 3408 | 103,99% | 101,93% |
| Dont Rectification, modification et ajout de nom | 2762 | 3139 | 2879 | 3022 | 104,24% | 96,27% |
| Adoption | 52 | 83 | 54 | 228 | 103,85% | 274,69% |
| Naturalisation | 91 | 122 | 88 | 158 | 96,70% | 129,5% |
| Procédures collectives | 0 | 1 | 0 | 0 | - | 0,00% |
| Autres | 1 | 216 | 2 | 261 | 200,00% | 120,83% |

Graphique 32 : Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI



Graphique 33 : Répartition des affaires nouvelles relatives à l'état des personnes dans les parquets



- Une baisse des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en 2010 ;
- 88,55% des affaires de flagrants délits sont traitées avant 3 mois et 28,65% des affaires de citations directes sont traitées entre 1 an et plus ;
- les infractions en matière de circulation routière a doublé

Commentaire général :

Le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI est en perpétuel croissance de 2007 à 2009 mais connaît une légère baisse 3,9 % en 2010. Cela est due en partie à la non disponibilité des jugements rendus par le TGI Ouahigouya et aussi la régression des jugements rendus observée dans l'ensemble des chambres correctionnelles des TGI à l'exception de celles des TGI de Bobo, de Djibo, de Orodara de Koudougou, de Nouna, de Ouaga qui en ont enregistré des hausses significatives.

Le ratio jugement des chambres correctionnelles par nombre d'affaires orientées des parquets vers ces chambres est passé de 88,6% en 2009 à 88,3% en 2010. Dans le même temps, les affaires reçues aux parquets ont augmenté en 2010 de 1,2 % contre 9,8% en 2009. Cela signifie que le traitement des dossiers par les acteurs de la justice a été moins efficace en 2010 par rapport à 2009.

La structure des jugements par catégorie d'infractions reste inchangée en 2010. Les jugements concernant les « crimes et délits contre les biens » sont comme dans les années antérieures prédominants avec 68,86% de l'ensemble des jugements. Dans cette catégorie d'infraction les « vols, extorsions, recels et escroqueries » représentaient 84,31% en 2010. Cependant, les jugements concernant les « infractions en matière du code de la route » a doublé en 2010 soit une augmentation de 110,71%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

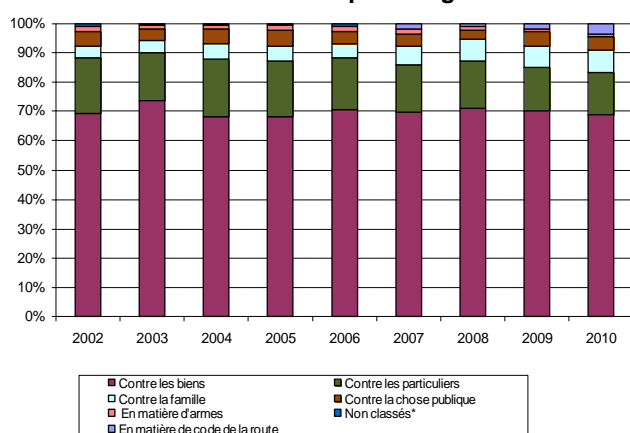
Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Evolution des jugements correctionnels des TGI selon la catégorie de délit

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Ensemble | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 | 5 247 | 6 183 | 6686 |
| Délits contre les biens | 2 995 | 3 138 | 2 938 | 3 341 | 3 717 | 3 659 | 4 398 | 4604 |
| Délits contre les particuliers | 834 | 694 | 839 | 945 | 928 | 858 | 1 014 | 963 |
| Délits contre la famille et les bonnes mœurs | 183 | 170 | 218 | 233 | 271 | 337 | 432 | 514 |
| Délits contre la chose publique | 214 | 181 | 210 | 271 | 224 | 214 | 201 | 300 |
| Délits en matière d'armes et de munitions | 75 | 59 | 63 | 92 | 88 | 80 | 79 | 69 |
| Infraction non déterminée* | 35 | 16 | 24 | 21 | 44 | 0 | 0 | 0 |
| Infraction en matière de code de la route | - | - | - | - | - | 99 | 59 | 112 |
| % de jugements rendus/affaires reçues des parquets (en %) | 101,5 | 98,3 | 89,4 | 100,3 | 93,6 | 82,9 | 86,6 | 88,3 |

*Délits dont la qualification n'a pas pu être déterminée sur la source d'information

Graphique 34 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits



Graphique 35 : Evolution du nombre de jugements de principaux délits par les TGI

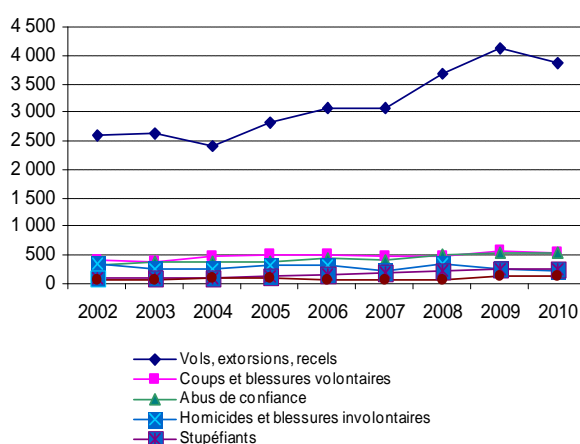


Tableau 19 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI

| | Ensemble des jugements rendus | | | | Délits contre les biens | | | Délits contre les Particuliers | | |
|----------------|-------------------------------|-------|------------------|--------|-------------------------|------------------|--------|--------------------------------|------------------|--------|
| | 2009 | | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | |
| | Nombre | % | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 |
| Ensemble | 6686 | 100,0 | 54,2 | -3,9 | 4604 | 53,7 | -5,4 | 963 | 15,5 | -7,2 |
| Banfora | 247 | 3,7 | 53,4 | -25,2 | 160 | 52,4 | -29,5 | 37 | 2,8 | -30,2 |
| Bobo-Dioulasso | 695 | 10,4 | 25,2 | 6,6 | 531 | 53,0 | 8,1 | 53 | -65,6 | -17,2 |
| Bogandé | 187 | 2,8 | | 10,0 | 145 | | 13,3 | 21 | | -12,5 |
| Boromo | 251 | 3,8 | | -15,5 | 161 | | -22,6 | 41 | | -18,0 |
| Dédougou | 245 | 3,7 | -30,6 | -14,0 | 159 | -40,9 | -10,7 | 51 | -5,6 | -26,1 |
| Diapaga | 157 | 2,3 | - | 29,8 | 86 | - | 21,1 | 39 | - | 56,0 |
| Diébougou | 0 | | - | - | 0 | - | - | 0 | - | |
| Djibo | 135 | 2,0 | - | 51,7 | 73 | - | 37,7 | 45 | - | 73,1 |
| Dori | 197 | 2,9 | 21,6 | -13,6 | 136 | 21,4 | -8,7 | 33 | -2,9 | -29,8 |
| Fada N'gourma | 282 | 4,2 | -13,0 | -10,2 | 177 | -15,7 | -21,7 | 46 | -43,2 | 4,5 |
| Gaoua | 290 | 4,3 | -5,5 | 0,7 | 179 | -13,9 | -9,1 | 61 | 38,6 | 35,6 |
| Kaya | 289 | 4,3 | 19,9 | -25,9 | 222 | 40,5 | -22,4 | 28 | -45,1 | -49,1 |
| Kongoussi | 108 | 1,6 | - | -22,3 | 68 | - | -34,6 | 20 | - | -20,0 |
| Koudougou | 520 | 7,8 | - | 12,3 | 315 | - | -4,8 | 108 | - | 14,9 |
| Léo | 151 | 2,3 | - | -12,7 | 119 | - | -6,3 | 16 | - | -38,5 |
| Manga | 246 | 3,7 | - | -3,9 | 179 | - | 5,3 | 32 | - | -36,0 |
| Nouna | 79 | 1,2 | - | 102,6 | 44 | - | 76,0 | 15 | - | 66,7 |
| Orodara | 92 | 1,4 | - | 41,5 | 42 | - | 20,0 | 17 | - | -5,6 |
| Ouagadougou | 1686 | 25,2 | 21,8 | 17,4 | 1215 | 16,8 | 16,2 | 174 | 3,0 | 83,2 |
| Ouahigouya | | 0,0 | -100,0 | -100,0 | ND | -100,0 | -100,0 | | -100,0 | -100,0 |
| Tenkodogo | 500 | 7,5 | 8,9 | -18,7 | 367 | 37,5 | -15,2 | 61 | -55,1 | -35,8 |
| Tougan | 146 | 2,2 | | 2,1 | 95 | - | 17,3 | 32 | - | 39,1 |
| Yako | 58 | 0,9 | | -22,7 | 48 | - | -4,0 | 8 | - | -38,5 |
| Ziniaré | 125 | 1,9 | | -33,9 | 82 | | -27,4 | 25 | | -56,9 |

it en 2010 83,72% de l'ensemble des jugements contre 16,27 %

Les jugements rendus contradictoirement sont en progression continue de 2004 en 2009. En 2010 ils représentaient 98,1% de l'ensemble. Quant aux jugements rendus par défaut, ils ont connu une régression de 20,5% et 39,78% respectivement en 2009 et en 2010.

La durée moyenne de traitement d'une affaire de flagrant délit est d'environ 2 mois tandis que celle d'une affaire de citation directe est de 7 mois. Dans l'ensemble, 79,1% des jugements ont été rendus en moins de 3 mois. On constate donc une amélioration relative, puisqu'en 2009 ce taux était de 74,8%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des jugements rendus par catégorie de délits : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type de procédure : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

Part des jugements rendus par type : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

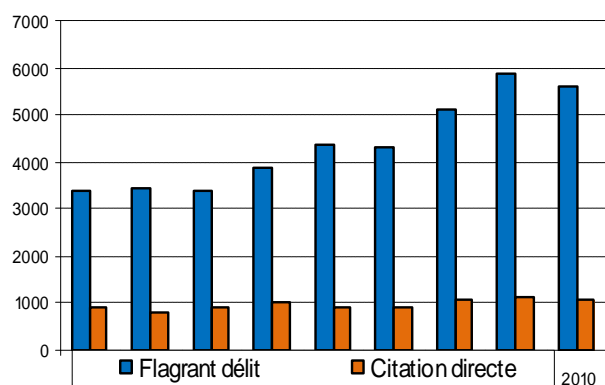
Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Procédure



Graphique 37 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type

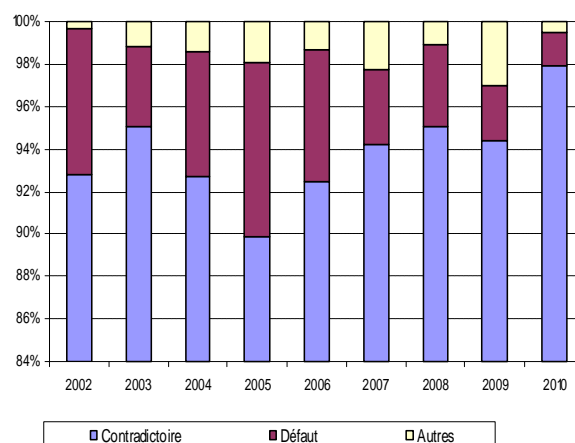
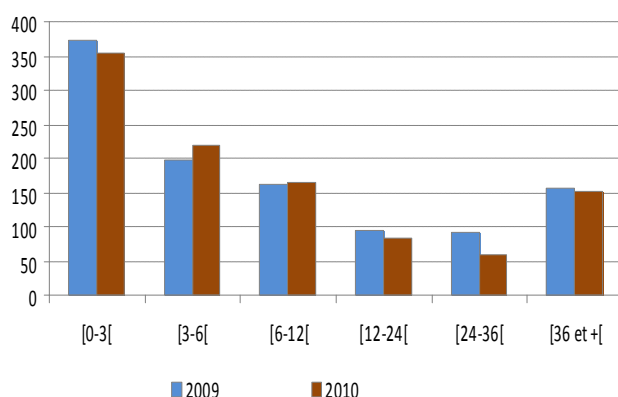


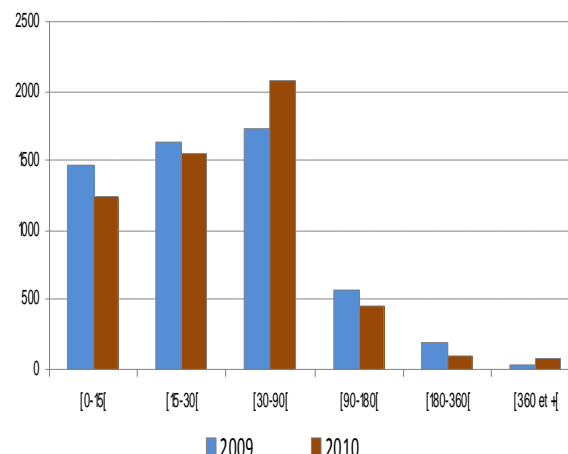
Tableau 20 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en 2010 selon la durée de la procédure

| | | Moins de 3 mois | 3 mois à moins de 6 mois | 6 mois à moins d'un an | 1 an à moins de 2 ans | Total |
|------|--------------------|-----------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|
| 2009 | Flagrants délits | 4 828 | 578 | 189 | 37 | 5 632 |
| | Proportion (en %) | 86 | 10 | 3 | 1 | 100 |
| 2010 | Flagrants délits | 4889 | 453 | 103 | 76 | 5521 |
| | Proportion (en %) | 88,55 | 8,21 | 1,87 | 1,38 | 100,00 |
| 2009 | Citations directes | 374 | 197 | 163 | 404 | 1 077 |
| | Proportion (en %) | 34,73 | 18,29 | 15,13 | 37,51 | 100,00 |
| 2010 | Citations directes | 389 | 221 | 166 | 297 | 1073 |
| | Proportion (en %) | 36,25 | 20,6 | 15,5 | 27,7 | 100,00 |

Graphique 38 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure (en mois)



Graphique 39 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure (en jours)





- Une baisse du nombre d'affaires nouvelles et du nombre d'affaires terminées en 2010;
- 46,31% des affaires terminées ont duré plus de 5 ans ;
- 11,75% des affaires en cours sont contre X.

Commentaire général :

Après une hausse de 11,4% en 2009, les affaires nouvelles en instruction ont enregistré en 2010 une baisse de 18,8%. La répartition de ces affaires montre que les affaires criminelles prédominent sur les affaires correctionnelles avec 82,2% de l'ensemble des affaires. En outre les affaires criminelles ont baissé de 3,13% en 2010 par rapport à 2009.

Concernant les affaires terminées, contrairement à 2009 où on note une forte croissance de 125,6%, en 2010 elles ont connu une baisse remarquable de 45,32 % par rapport à 2009. Dans le même temps, la proportion des affaires terminées à l'instruction par rapport aux affaires nouvelles s'est détériorée en passant de 72,2% en 2009 à 48,67% en 2010. Il faut noter que la majeure partie des TGI n'est pas pu terminer autant d'affaires qu'ils ont reçu au cours de l'année 2010 à l'exception des cabinets d'instruction des TGI de Ouagadougou de Kongoussi qui enregistrent respectivement 118,3 % et 125% d'affaires terminées par affaires nouvelles.

Les affaires en cours d'instruction continuent de s'accroître d'année en année. Elles ont enregistré en 2010 une croissance de 5,2 % mais relativement forte, puisque la progression était de 4,5 % en 2009. Cette augmentation pourrait s'expliquer par le fait que le nombre d'affaires terminées est moindre par rapport aux affaires nouvelles dans la plus part des cabinets d'instruction des TGI.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

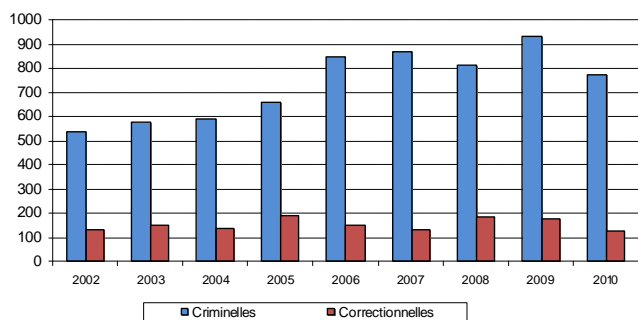
Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2010.

Des affaires en cours d'instruction au 31/12

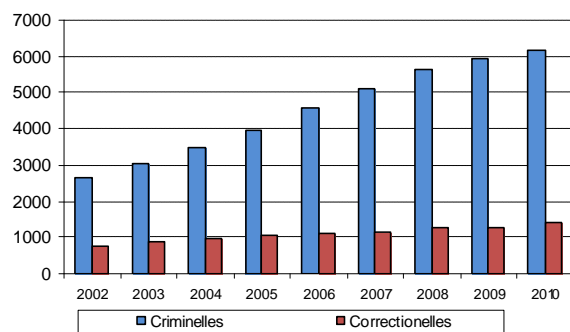
| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|------|------|------|-------|------|------|------|
| | 724 | 843 | 994 | 1 001 | 995 | 1109 | 900 |
| | 186 | 283 | 299 | 438 | 355 | 801 | 438 |

| | | | | | | | | | |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Affaires en cours au 31/12 | 3 416 | 3 906 | 4 444 | 5 004 | 5 699 | 6 262 | 6 902 | 7 210 | 7 586 |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|

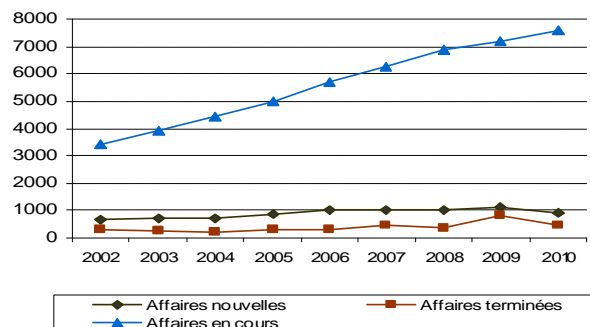
Graphique 40 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction



Graphique 41 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction



Graphique 42 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12



Graphique 43 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive

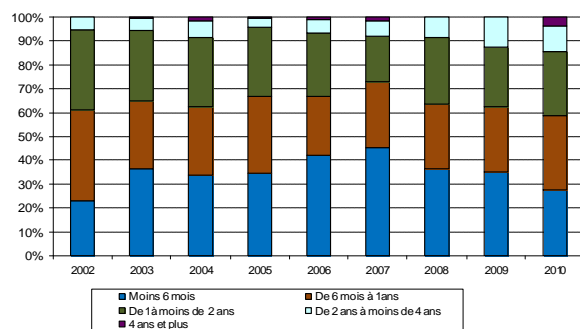


Tableau 22 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio Affaires terminées / Affaires nouvelles et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI

| | Affaires nouvelles | | | Affaires terminées/ Affaires nouvelles | | | Affaires en cours | | | Inculpés détenus après plus de 12 mois | |
|----------------|--------------------|-----------------|-------|---|-------|-------|-------------------|-----------------|-------|---|-------|
| | Nombre | Variation en %/ | | En % | | | Nombre | Variation en %/ | | Nombre | % |
| | | | | 2010 | 2002 | 2009 | | | | | |
| Ensemble | 900 | 34,5 | -18,8 | 45,1 | 72,2 | 48,4 | 7586 | 122,1 | 5,2 | 589 | 59,0 |
| Banfora | 32 | -57,3 | -25,6 | 30,7 | 20,9 | 46,9 | 268 | 252,6 | 0,0 | 32 | 21,9 |
| Bobo-Dioulasso | 75 | -16,7 | 2,7 | 33,3 | 186,3 | 66,7 | 677 | 45,3 | -6,6 | 44 | 56,8 |
| Bogandé | 23 | - | -47,7 | - | 31,8 | 60,9 | 137 | - | -3,5 | 8 | 62,5 |
| Boromo | 22 | - | 4,8 | - | 33,3 | 4,5 | 141 | - | -13,5 | 10 | 60,0 |
| Dédougou | 22 | -42,1 | -29,0 | 157,9 | 383,9 | 50,0 | 200 | -32,0 | -24,0 | 21 | 19,0 |
| Diapaga | 24 | - | 60,0 | - | 0,0 | 0,0 | 61 | - | 22,0 | 13 | 61,5 |
| Diébougou | 0 | - | - | - | - | - | 2 | - | - | 0 | - |
| Djibo | 14 | - | -85,1 | - | 2,1 | 50,0 | 100 | - | 8,7 | 12 | 66,7 |
| Dori | 21 | -25,0 | -19,2 | 67,9 | 0,0 | 0,0 | 279 | 118,0 | 5,7 | 17 | 70,6 |
| Fada N'gourma | 52 | 10,6 | -17,5 | 68,1 | 0,0 | 11,5 | 609 | 122,3 | 9,7 | 60 | 73,3 |
| Gaoua | 34 | -19,0 | -27,7 | 2,4 | 40,4 | 8,8 | 469 | 87,6 | 0,6 | 1 | 100,0 |
| Kaya | 23 | -41,0 | -58,2 | 48,7 | 9,1 | 13,0 | 320 | 73,9 | -10,6 | 18 | 38,9 |
| Kongoussi | 16 | - | -30,4 | - | 104,3 | 125,0 | 56 | - | -62,9 | 12 | 66,7 |
| Koudougou | 71 | - | 20,3 | - | 42,4 | 54,9 | 161 | - | 11,0 | 17 | 100,0 |
| Léo | 15 | - | -34,8 | - | 0,0 | 53,3 | 45 | - | 25,0 | 14 | 42,9 |
| Manga | 37 | - | 5,7 | - | 0,0 | 0,0 | 179 | - | 27,0 | 9 | 33,3 |
| Nouna | 60 | - | 328,6 | - | 0,0 | 0,0 | 60 | - | 328,6 | 5 | 40,0 |
| Orodara | 14 | - | -12,5 | - | 0,0 | 85,7 | 17 | - | 6,3 | 0 | 0 |
| Ouagadougou | 197 | -5,3 | -33,2 | 45,7 | 122,7 | 118,3 | 2772 | 131,8 | 22,8 | 178 | 63,6 |
| Ouahigouya | 30 | -31,8 | 11,1 | 52,3 | 118,5 | 13,3 | 140 | -19,5 | -3,4 | 28 | 60,7 |
| Tenkodogo | 58 | 0,0 | -3,3 | 0,0 | 20,0 | 3,4 | 719 | 92,2 | -9,9 | 66 | 72,7 |
| Tougan | 10 | - | -16,7 | - | 191,7 | 10,0 | 73 | - | 12,3 | 4 | 100,0 |
| Yako | 13 | - | -13,3 | - | 0,0 | 46,2 | 56 | - | -9,7 | 13 | 7,7 |
| Ziniaré | 37 | - | 105,6 | - | 66,7 | 2,7 | 45 | - | 36,4 | 5 | 80,0 |



l'instruction est d'environ trois (3) ans huit (8) mois. On note que 44,56% de ces affaires ont fait plus de cinq (5) ans à l'instruction et 9,7% (contre 5,5% en 2009) ont été traitées en moins d'un an.

Quant à la durée moyenne des affaires en cours d'instruction, elle est de trois (3) ans neuf (9) mois et près de 46,26% (contre 48,1% en 2009) sont à l'instruction depuis cinq (5) ans. A cela, il faut souligner que 43,69% des affaires contre X sont à l'instruction il y a plus de cinq (5) ans. Au regard à ces taux, on pourrait dire qu'il y a une légère amélioration au niveau de l'instruction en 2010 par rapport à 2009. Mais les résultats toujours insatisfaisant au niveau national nécessitent des efforts très énormes pour améliorer le rendement dans les années à venir

Quant aux inculpés détenus libérés en cours d'année, leur nombre a connu une diminution remarquables en 2010 après sa forte croissance en 2009. On enregistre précisément un taux de diminution de ce nombre de 59,4% en 2010 par rapport à 2009. En revanche les tranches de durée de plus de quatre (4) ans n'ont enregistré aucun inculpé libéré depuis 2008.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

Ratio affaires terminées par affaires nouvelles : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

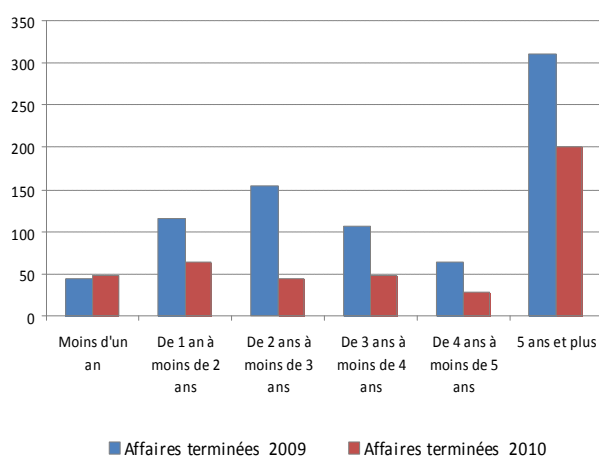
Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2010.

en cours au 31 décembre 2010 et affaires contre X en cours

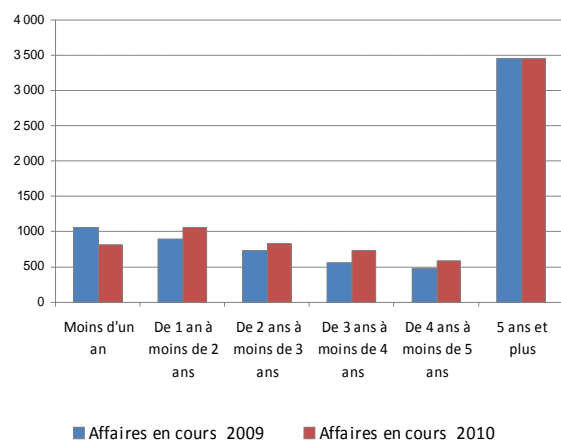
| | | Moins d'un an | De 1 an à moins de 2 ans | De 2 ans à moins de 3 ans | De 3 ans à moins de 4 ans | De 4 ans à moins de 5 ans | 5 ans et plus | Total |
|----------------------------|------|---------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------|-------|
| Affaires terminées | 2009 | 44 | 116 | 154 | 106 | 64 | 311 | 795 |
| | 2010 | 41 | 69 | 47 | 48 | 28 | 201 | 447 |
| Affaires en cours | 2009 | 1 053 | 887 | 738 | 570 | 483 | 3456 | 7187 |
| | 2010 | 811 | 1058 | 836 | 733 | 582 | 3455 | 7475 |
| Affaires contre X en cours | 2009 | 92 | 135 | 89 | 72 | 58 | 371 | 820 |
| | 2010 | 88 | 77 | 134 | 66 | 129 | 385 | 879 |

NB : le nombre d'affaires contre X est pris en compte dans les affaires en cours (X = personne inconnue)

Graphique 44 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction



Graphique 45 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction



- Une augmentation de l'ensemble des activités des greffes en 2010;
- Une augmentation du nombre de certificats de nationalité délivrés en 2010 ;
- Une augmentation du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés en 2010.

Commentaire général :

Les activités des greffes des tribunaux de grande instance dans son ensemble, ont augmenté en 2010 par rapport à 2009.

La délivrance des bulletins de casier judiciaire n°3 a connu une croissance de 48% en 2010. Cependant il faut noter que cette croissance est relativement faible par rapport en 2009 ou elle était de 9,8% . Cette hausse n'est pas homogène dans tous les TGI ; elle est très remarquable dans les TGI de Djibo 356,1% ; de Prodara 48,5% ; de Yako 36,9 % par rapport à 2009, contrairement aux TGI de kongoussi ; de Bogandé de Léo ou la baisse est significative. Par ailleurs la délivrance des bulletins de casier judiciaire n°3 représente la moitié de l'ensemble des activités des greffes en 2010. Le greffe du TGI de Ouagadougou a délivré environ 29,7% de ces bulletins.

En 2010, l'établissement des certificats de nationalité des personnes physiques et morales représentait 41% des activités des greffes. En outre, cette activité a connu en 2010 une hausse de 32,5%. Cette progression est due à une augmentation dans l'ensemble des greffes des TGI. Le TGI de Ouagadougou à lui seul a établi 29,78% de l'ensemble des certificats de nationalités délivrés en 2010

Les activités des registres du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et des certificats de non faillites ajoutent à ces deux activités majeures avec respectivement 3% et 5% de l'ensemble des activités des greffes.

Les immatriculations au RCCM connaissent une régression progressive de 2007 en 2009 et une croissance en 2010 (13,9% par rapport à 2009) . Les inscriptions des personnes morales bien qu'elles soient minoritaires a connu une augmentation de 32,92% en 2010 par rapport à 2009.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Part des immatriculations au RCCM par type de personne : Rapport entre le nombre d'immatriculations d'un type de personnes donné et le nombre total d'immatriculations au RCCM.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

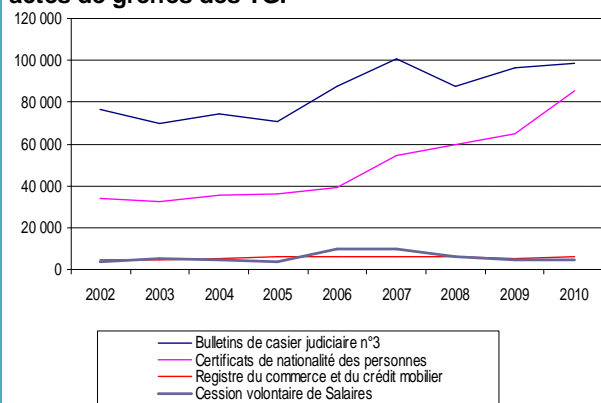
Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.



certificats de nationalité de personnes délivrés, de salaires

| Parte A - Pages et Fonctionnalités | | | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|-------|-------|
| Bulletins de casier judiciaire n°3 | 76 254 | 70 047 | 74 452 | 70 742 | 87 254 | 101 140 | 87 603 | 96208 | 99017 |
| Certificats de nationalité des personnes | 34 227 | 32 548 | 35 073 | 35 833 | 39 006 | 54 797 | 59 709 | 64492 | 85424 |
| Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) | 4 638 | 5 016 | 5 737 | 6 031 | 5 724 | 5 784 | 5 300 | 4526 | 6 118 |
| dont | | | | | | | | | |
| Personnes physiques | 3 859 | 4 056 | 4 460 | 4 533 | 3 922 | 3 724 | 3 455 | 3598 | 3942 |
| Personnes morales | 428 | 487 | 537 | 597 | 699 | 677 | 763 | 811 | 1078 |
| Cession volontaire des salaires | 3 960 | 5 011 | 4 709 | 3 974 | 9 305 | 9 602 | 5 853 | 4114 | 4515 |

Graphique 46 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI



Graphique 47 : Répartition des actes de greffe des TGI en 2010 selon leur nature

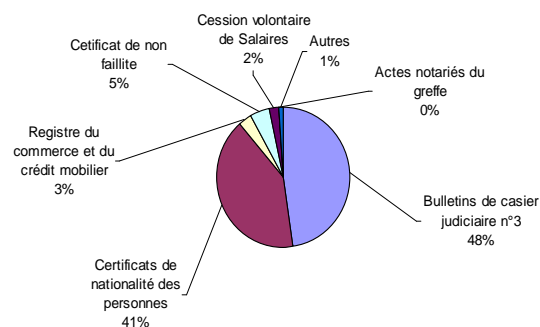


Tableau 25 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI

| | Bulletins de casier judiciaire | | | Certificats de nationalité | | | Immatriculations au RCCM | | |
|-----------------|--------------------------------|------------------|-------|----------------------------|------------------|--------|--------------------------|------------------|-------|
| | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | |
| | 2010 | 2009 | 2002 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 |
| Ensemble | 99 017 | 2,9 | 29,9 | 85 424 | 150 | 32,5 | 5020,0 | 17 | 13,9 |
| Banfora | 2421 | 0,1 | 3,6 | 2699 | 128,9 | 32,8 | 61 | - | -19,7 |
| Bobo-Dioulasso | 14835 | -3,0 | 31,0 | 13269 | 182,5 | 28,7 | 469 | - | 19,3 |
| Bogandé | 779 | -14,4 | - | 389 | - | 34,1 | 18 | - | 0,0 |
| Boromo | 2110 | 15,9 | - | 1837 | - | 194,9 | 29 | - | 31,8 |
| Dédougou | 2634 | -3,7 | -54,9 | 1902 | 17,8 | 46,6 | 44 | 46,7 | -2,2 |
| Diapaga | 1061 | 18,8 | - | 455 | - | 14,0 | 10 | - | 25,0 |
| Diébougou | 1005 | - | - | 696 | - | - | 1 | - | - |
| Djibo | 903 | 356,1 | - | 663 | - | 109,1 | 21 | - | 16,7 |
| Dori | 1330 | 20,6 | 16,4 | 898 | 148,7 | 46,3 | 56 | 194,7 | 100,0 |
| Fada N'gourma | 2252 | -8,1 | -43,5 | 2283 | 89,4 | 69,4 | 48 | 2,1 | 26,3 |
| Gaoua | 2168 | -16,4 | -28,1 | 1441 | 122,0 | 34,9 | 41 | 127,8 | 7,9 |
| Kaya | 3640 | 3,6 | 43,4 | 3861 | 330,9 | 142,2 | 96 | 118,2 | 15,7 |
| Kongoussi | 618 | -50,6 | - | 985 | - | 13,6 | 22 | - | -4,3 |
| Koudougou | 7995 | 6,0 | - | 7635 | - | 91,7 | 82 | - | 26,2 |
| Léo | 681 | -28,4 | - | 1002 | - | 135,8 | 24 | - | 60,0 |
| Manga | 2365 | -1,3 | - | 2248 | - | 44,6 | 57 | - | 50,0 |
| Nouna | 710 | - | - | 432 | - | - | 20 | - | - |
| Orodara | 952 | 48,5 | - | 435 | - | 229,5 | 18 | - | - |
| Ouagadougou | 29442 | 5,3 | -5,6 | 25436 | 45,1 | 4,9 | 3532 | 25,4 | 15,0 |
| Ouahigouya | 6113 | 3,7 | -29,6 | - | -100 | -100,0 | 116 | 1,8 | -6,5 |
| Tenkodogo | 7351 | -13,9 | 18,8 | 7234 | 80,7 | 20,5 | 123 | - | -30,5 |
| Tougan | 3125 | 4,1 | - | 1914 | - | 109,4 | 25 | - | -21,9 |
| Yako | 2420 | 36,9 | - | 2610 | - | 143,9 | 27 | - | 17,4 |
| Ziniaré | 2107 | -9,5 | - | 5100 | - | 102,3 | 80 | - | 8,1 |

Points saillants :

- Une augmentation des affaires nouvelles, des décisions rendues des décisions rédigées en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une forte hausse des affaires nouvelles, des décisions rendues et des décisions rédigées des affaires de simple police.

Commentaire général :

Le nombre des affaires nouvelles dans les tribunaux d'instance contrairement à 2009 a enregistré une hausse de 29,17% en 2010 par rapport à 2009. Ces affaires étaient composées à 58,69% d'injonctions de payer, 25,55% d'affaires civiles et 14,26% de contraventions. Il est à noter que les contraventions ont gardé sensiblement la même proportion qu'en 2009. Depuis l'ouverture des tribunaux d'instance les différentes affaires y arrivent par saisine directe.

Les affaires nouvelles civiles, ont baissé de 7,52% en 2010 par rapport à 2009. Cette régression est la résultante des baisses des affaires observées dans les deux (2) tribunaux d'instance presque dans les mêmes proportions.

Concernant les décisions rendues, on note une baisse de 4,5% en 2010 par rapport à 2009 où, elles ont enregistré une baisse de 25% par rapport à 2008. En ce qui concerne les décisions sur le fond elles occupent une place importante dans l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux d'instance. Elles étaient occupaient respectivement de 76% et 85,44% en 2009 et 2010. Cependant, il faut noter que les décisions sur le fond contrairement à 2009 ont connu en 2010 une hausse de 11,5%. En général, il faut noter que les décisions rendues sur le fond par les tribunaux d'instance évoluent en dent de scie depuis 2004

En 2010, les décisions rédigées dépassaient largement les décisions rendues. Cela s'explique par un antécédent de stocks de décision qui ont été rédigées.

Les affaires de simple police ont globalement augmenté en 2010 tant au niveau des affaires nouvelles qu'au niveau des décisions rendues. En effet, les affaires nouvelles et les décisions rendues ont enregistré respectivement une hausse de 74,54% et 173,07% en 2010 par rapport à 2009. Cependant, Il est à noter que la proportion des décisions rendues par affaire nouvelle est d'environ 74% en 2010, contre 47% en 2009. Par ailleurs, 88,7% des décisions rendues ont été rédigées en 2009 ;

Le nombre de décisions rendues par magistrat a enregistré une décroissance passant ainsi de 33,3 en 2009 à 21 en 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

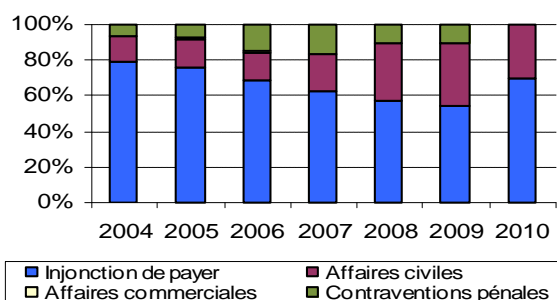
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, plunitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

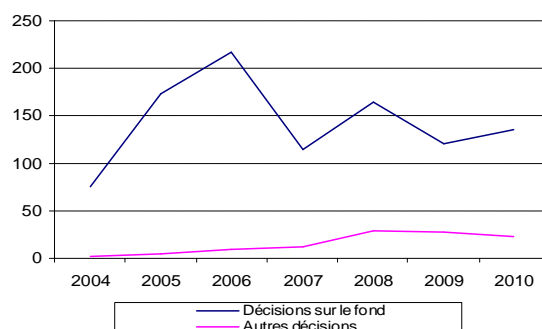
es et jugements rendus par magistrat en matière civile et

| | Décisions rendues | | | Jugements rendus / magistrat | | |
|-----------------|-------------------|------------------|------|------------------------------|------------------|-------|
| | Nombre | Variation en % / | | Nombre | Variation en % / | |
| | 2010 | 2004 | 2009 | 2010 | 2004 | 2009 |
| Ensemble | 182 | 133,3 | -2,2 | 144 | 82,3 | -6,5 |
| Bobo-Dioulasso | 73 | 284,2 | 10,6 | 56 | 47,4 | 24,4 |
| Ouagadougou | 109 | 84,7 | -9,2 | 88 | 114,6 | -19,3 |

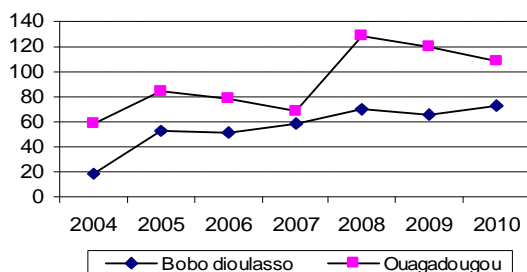
Graphique 48 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TI selon leur nature



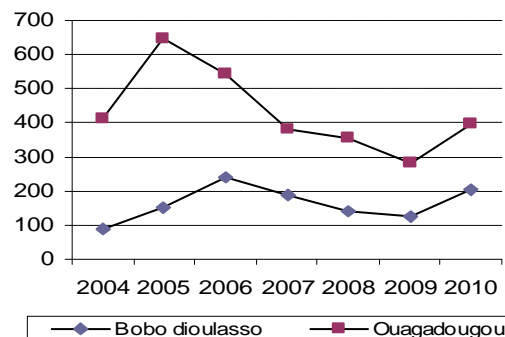
Graphique 49 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciales



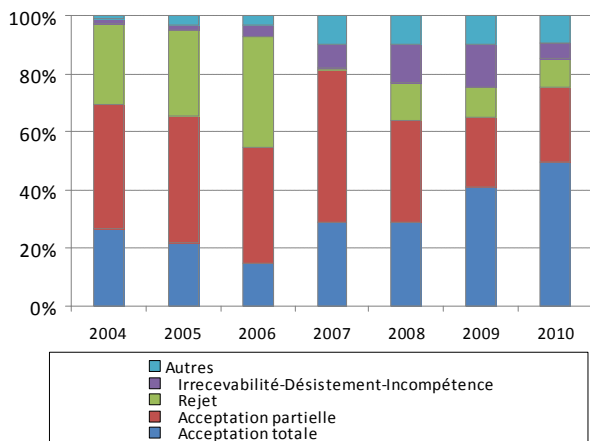
Graphique 50 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI



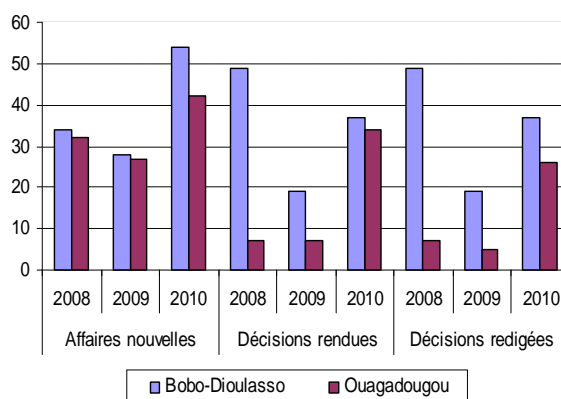
Graphique 51 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI



Graphique 52 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature



Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police



Points saillants :

- Une très forte baisse du nombre de mineurs en danger en 2010 par rapport à 2009;
- Une baisse relative des affaires nouvelles concernant les mineurs en conflit avec la loi enregistrées par les Juges des enfants en 2010;
- Une absence totale de décisions rendues par les tribunaux pour enfants en 2010 (celui de Ouagadougou n'a jamais rendu de décision depuis son ouverture).

Commentaire général :

Depuis leur ouverture, les tribunaux pour enfants connaissent un volume d'affaires très limité. En 2010, ils ont reçu au total 15 affaires de crime dont 3 au tribunal de Bobo Dioulasso et 12 pour celui de Ouaga. Le nombre d'affaires est passé de 1 en 2009 à 15 en 2010, soit une croissance de 1400%. Ces difficultés de fonctionnement sont probablement dues à un problème d'interprétation des textes existants qui régissent les procédures applicable devant les Tribunaux Pour Enfant et à l'absence de juge des enfants dans la majorité des tribunaux de grande instance.

Contrairement à 2009 où les affaires nouvelles des juges des enfants relatives à la protection des mineurs en danger ont connu une régression de 65%, en 2010 elles ont enregistré une croissance de 57,1%. Quant aux décisions rendues par rapport à ce type d'affaires, elles sont passées de 230 en 2009 à 32 en 2010 soit une réduction significative de 86,1%. Cette baisse est intimement liée au juge des enfants de Ouagadougou qui n'a rendu que 26 décisions en 2010 alors qu'il en a enregistré 227 en 2009. Donc une baisse de 88,5%. Dans le même sens le nombre de mineurs concernés dans les affaires a baissé de 85,9% en 2010 portant ainsi le nombre moyen de mineurs concernés par affaires à 2,9.

Les affaires relatives aux mineurs en conflit avec la loi des juges des enfants ont été, comme dans les années précédentes, les plus fréquentes. Dans l'ensemble, les activités relatives à ces mineurs ont connu une légère baisse au cours de l'année 2010. En effet, le nombre des affaires nouvelles est passé de 98 en 2009 à 89 en 2010, soit une régression de 9,2%. Les décisions rendues ont également évolué dans le même sens que les affaires nouvelles (73 contre 99 en 2009). En 2010 le nombre de mineurs en conflits avec la loi est de 97 alors qu'il est resté stable en 2008 et 2009 (112). Cependant, les « affaires en instruction au 31 décembre » sont progressivement en baisse depuis 2006 et aucune affaire n'a été enregistrée en 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

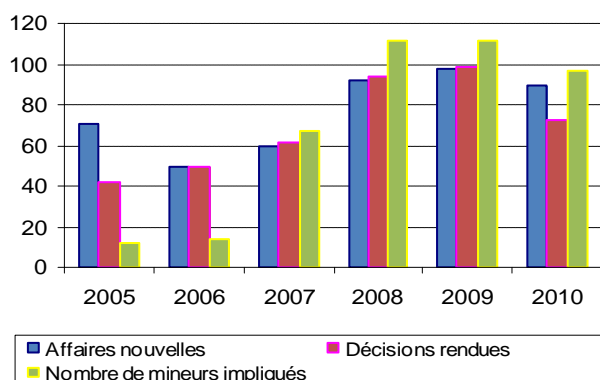
Sources statistiques

Rôles, plurièmes des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

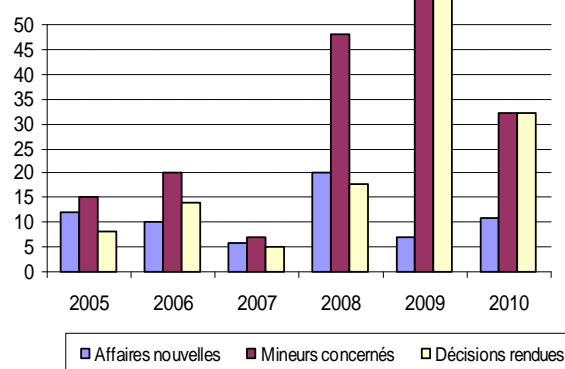
Les décisions et nombre de décisions rendues par magistrats dans les

| | Nombre | | Variation en % | | Décisions rendues | | Décisions rendues / magistrat | |
|------------------------|--------|-------|----------------|-------|-------------------|--|-------------------------------|--|
| | 2010 | | 2010 | | 2010 | | 2010 | |
| Juge des enfants | 89 | -9,2 | 73 | -26,3 | 115,0 | | 18,3 | |
| Bobo-Dioulasso | 21 | -19,2 | 22 | -21,4 | 3,0 | | 11,0 | |
| Ouagadougou | 68 | -5,6 | 51 | -28,2 | 227,0 | | 25,5 | |
| Tribunaux pour enfants | 15 | - | 0 | - | 5,0 | | 0,0 | |
| Bobo-Dioulasso | 3 | - | 0 | - | 10,0 | | 0,0 | |
| Ouagadougou | 12 | - | 0 | - | 0,0 | | 0,0 | |

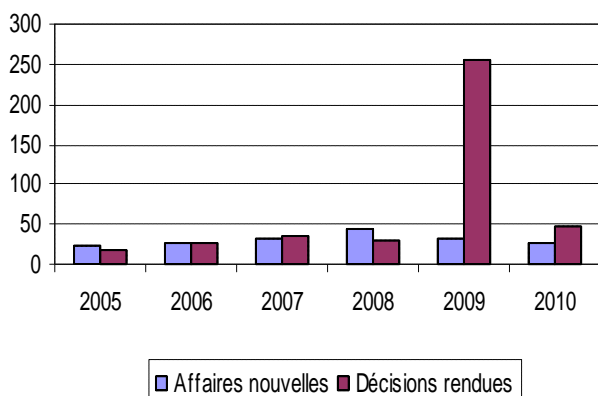
Graphique 54 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi



Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger



Graphique 56 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles et des décisions concernant les mineurs en conflit avec la loi par les JE



Graphique 57 : Evolution de la répartition selon la nature des décisions concernant les mineurs en conflit avec la loi rendues par les JE

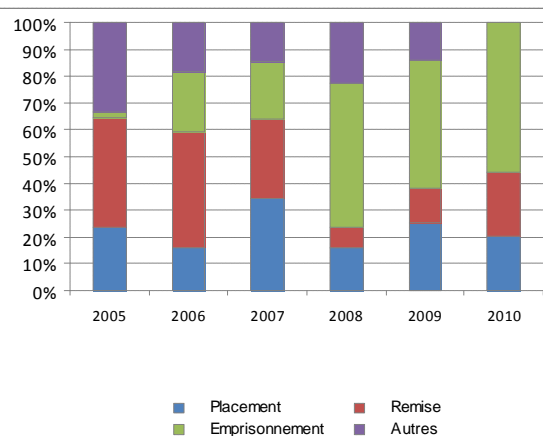


Tableau 28 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---------------------------|----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|
| Affaires nouvelles | 0 | 0 | 11 | 1 | 15 | 1 | 15 |
| Contraventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Délits | 0 | 0 | 3 | 1 | 4 | 1 | 0 |
| Crimes | 0 | 0 | 8 | 0 | 11 | 0 | 15 |

- Une augmentation progressive du nombre d'affaires nouvelles en 2010;
- Une progression du nombre de décisions rendues en 2010 ;
- Un nombre de jugements rendus par magistrat en accroissement en 2010.

Commentaire général :

Les affaires nouvellement entrées dans les tribunaux de travail ont connu une légère hausse de 4,1% en 2010 par rapport à 2009. Cette augmentation, moins importante que celle de 2009 par rapport 2008, s'explique par le fait que le tribunal de travail de Koudougou a connu une croissance spectaculaire de 96,3%. Celui de Ouagadougou a au contraire enregistré une régression de 3,0%.

La majorité des affaires nouvelles sont enregistrées, comme toujours, au tribunal de travail de Ouagadougou. Cette juridiction a reçu près de 75,2% des affaires nouvelles de l'ensemble des tribunaux du travail. Le tribunal de travail de Bobo a reçu environ 17,6% de l'ensemble des affaires nouvelles et celui de Koudougou 7,2%.

La première cause des litiges portés à l'attention des juges des tribunaux de travail sont les ruptures de contrats. En 2010 ces litiges ont baissé de 14,25% par rapport à 2009. Ils représentent 49,3% des affaires nouvelles en 2010 contre 59,7% en 2009, soit une baisse de 10,4%. Le non paiement de salaire qui vient toujours en deuxième position des litiges portés devant les tribunaux du travail est en croissance progressive. Il a en effet enregistré en 2010 une progression de 31,2%.

Si le nombre de décisions rendues par les tribunaux de travail a connu une régression progressive entre 2004 et 2007, on observe depuis 2008 une augmentation qui se poursuit d'année en année avec un taux de croissance de plus en plus élevé (18,3% en 2009 et 27,2% en 2010). Le ratio décisions rendues/affaires nouvelles s'est davantage amélioré passant de 68,7% en 2009 à 91,2% en 2010. En dépit de cette augmentation du ratio, il faut noter l'existence d'un stock considérable d'affaires que les tribunaux de travail devront traiter.

Au regard du graphique 59, la structure des décisions rendues selon leur nature a été légèrement modifiée au cours de l'année 2010. Les décisions d'acceptation totale, majoritaires, en trois années consécutives (2004-2006) ont été progressivement remplacées par les décisions d'acceptation partielle depuis 2007, si bien qu'en 2010, ils ne représentaient que 15,0% des décisions contre 46,7% pour les décisions d'acceptation partielle. En 2010 les décisions d'acceptation partielle ont progressé de 23,5% par rapport à 2009. Cette augmentation est moins importante que celle enregistrée en 2009 par rapport à 2008 (60,4%).

La structure des décisions rendues par type de comparution affiche comme toujours une large dominance des décisions prononcées contradictoirement. Elles représentent 79,5% de l'ensemble des décisions rendues en 2009. Les décisions par défaut et réputées contradictoire se partagent le reste avec respectivement 14,4% et 6,1%.

Le nombre de jugements rendus par magistrat a légèrement baissé en passant de 40,7% en 2009 à 38,1% en 2010. Par rapport aux décisions rendues par magistrat et par tribunal de travail, on note un bouleversement des rangs plaçant celui de Ouagadougou en tête avec 74,6 décisions rendues, suivi de 50,0 pour Koudougou et 25,5 pour Bobo Dioulasso.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part d'affaires nouvelles par type : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

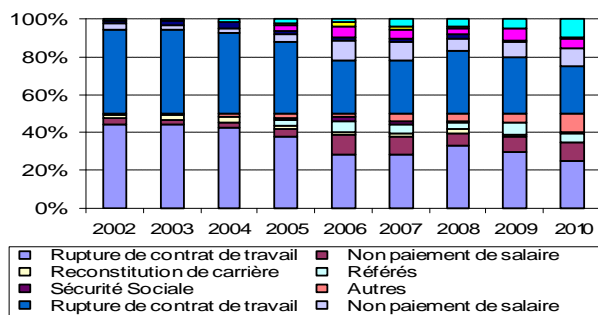
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Rôles, pluri-tifs des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.

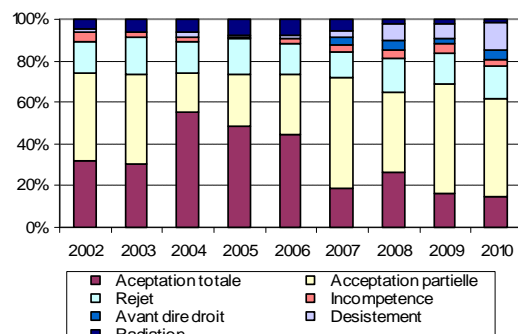
Evolution des affaires nouvelles et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Nombre de nouvelles affaires | 323 | 440 | 459 | 578 | 673 | 710 | 739 | | |
| Décisions rendues | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 | 346 | 423 | 488 | 674 |
| Proportion des décisions rédigées | 97,5 | 92,9 | 93,4 | 92,8 | 93,9 | 97,1 | 81,3 | 96,3 | 78,2 |

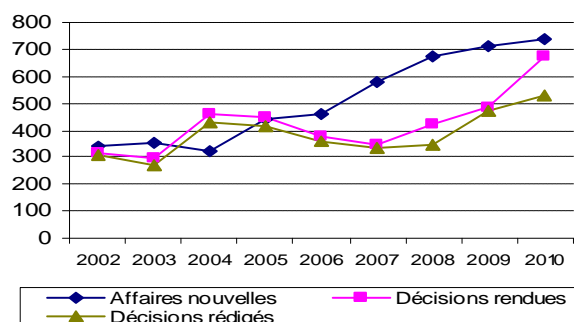
Graphique 58 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges



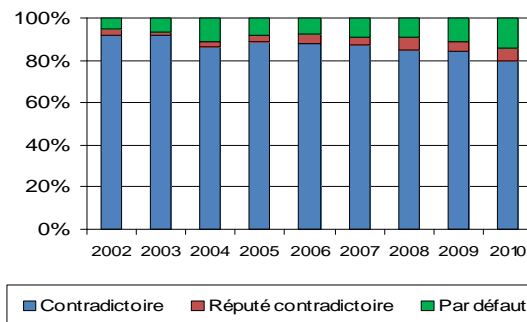
Graphique 59 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature



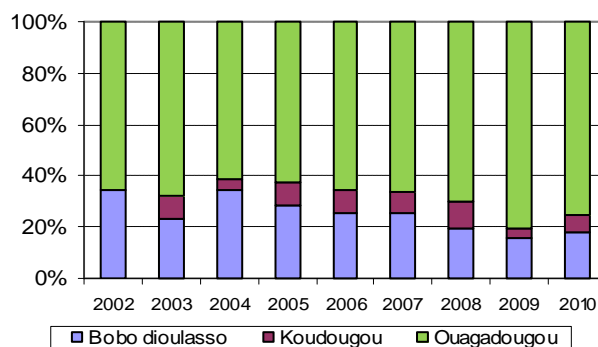
Graphique 60 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT



Graphique 61 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type



Graphique 62 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail



Graphique 63 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail

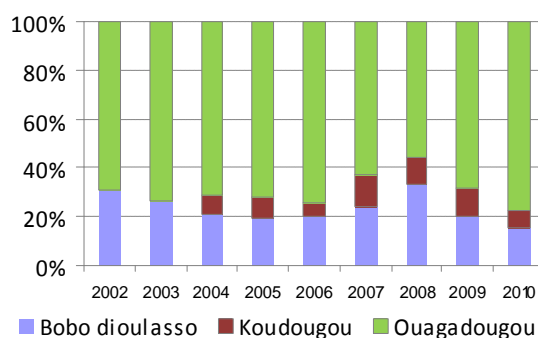


Tableau 30 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat dans les tribunaux du travail

| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %) | | | Nombre de décisions rendues / Magistrat | | |
|-----------------|--------------------|-------------|------|---|-------|------|---|------|------|
| | Nombre | Variation / | | | | | | | |
| | 2010 | 2002 | 2009 | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 739 | 117,4 | 4,1 | 92,9 | 68,7 | 91,2 | 79 | 40,7 | 56,2 |
| Bobo-Dioulasso | 130 | 11,1 | 18,2 | 84,6 | 90,9 | 78,5 | 99 | 25,0 | 25,5 |
| Koudougou | 53 | - | 96,3 | - | 207,4 | 94,3 | - | 56,0 | 50,0 |
| Ouagadougou | 556 | 149,3 | -3,0 | 97,3 | 57,9 | 93,9 | 72,3 | 47,4 | 74,6 |

IV.1. Cour des comptes

Points saillants :

- Une baisse continue des comptes de gestion reçus en 2010 ;
- Une forte baisse des arrêts rendus en 2010 par rapport 2009 ;
- Aucune suite n'est donnée aux contrôles de gestion.

Commentaire général :

La production des comptes à la Cour, a connu une régression considérable en 2009 avec une réduction de près de 47,7% des affaires nouvelles. Elle s'est stabilisée en 2010 avec une légère baisse de 5,26% des affaires nouvelles. Ces affaires nouvelles sont constituées de 31,1% des affaires reçues par la chambre chargée du contrôle des opérations de l'État et de 61,5% des affaires reçues par la chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales de 6,8% des affaires reçues de la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques ...

Quant aux décisions rendues en matière de contrôle juridictionnel, la Cour des Comptes a rendu 54 arrêts en 2010 soit une baisse considérable de 65,1% par rapport à 2009. Il faut noter que le cas de 2009 est un maximum depuis 2002, avec une progression importante de 244,4% par rapport à 2008. Cet accroissement était essentiellement dû à une forte augmentation conjuguée des arrêts provisoires et des arrêts définitifs qui en 2009, avaient enregistré respectivement une hausse de 291,7% et de 190,5%.

Les activités de contrôle de gestion ont connu une chute de 72,7% en 2010 par rapport à 2009. En 2010 la Cour des comptes toutes chambres confondues a effectué trois (3) contrôles. Le nombre de contrôles effectués par chambre a connu un changement dans l'ensemble. La Chambre chargée des opérations de l'État a effectué deux contrôles, la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques un contrôle en 2010. Il est à noter les contrôles des deux chambres ont connu une baisse en 2010 (4 contrôles en 2009). La chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales n'en a effectué aucun.

Les décisions rendues par les chambres relatives aux activités de contrôle de la gestion connaissent une régression continue de 74,2% en 2009 et de 100% en 2010. Cette chute est due au fait qu'aucune chambre n'a effectué de contrôle de la gestion en 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

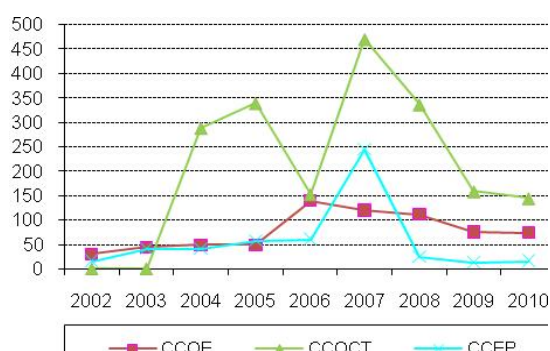
Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, pluriannuels des audiences de la Cour des comptes.

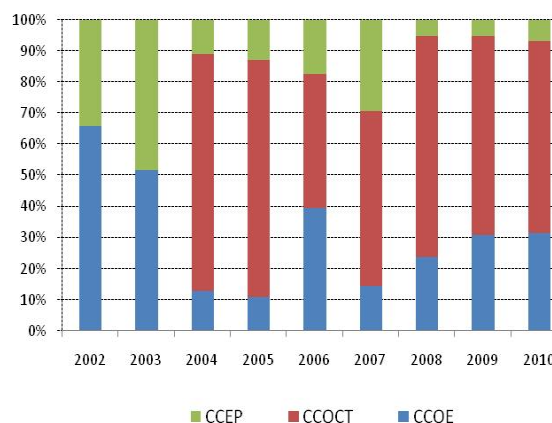
Contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 378 | 446 | 352 | 835 | 472 | 247 | 234 |
| Arrêts provisoires | 0 | 0 | 0 | 24 | 24 | 94 | 36 |
| Arrêts définitifs | 0 | 0 | 0 | 2 | 21 | 61 | 18 |
| Contrôles de gestion effectués | 0 | 2 | 6 | 13 | 11 | 11 | 3 |
| Référés | 0 | 0 | 5 | 7 | 6 | 6 | 0 |
| Lettres du président | 0 | 1 | 3 | 4 | 25 | 2 | 0 |

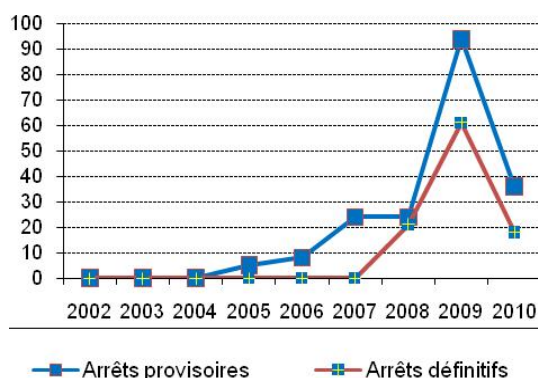
Graphique 64 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes



Graphique 65 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre



Graphique 66 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes suite au contrôle de comptes



Graphique 67 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues

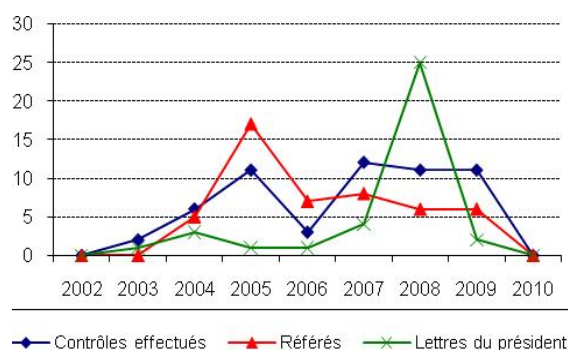


Tableau 32 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué

| | Comptes reçus | | | Nombre d'arrêts rendus/ comptes reçus | | Nombre de référés et lettres du président / contrôles effectués | |
|---|---------------|-----------------|------|---------------------------------------|------|---|------|
| | Nombre | Variation (%) / | | | | | |
| | 2010 | 2002 | 2009 | 2009 | 2010 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 234 | 397,9 | -5,3 | 0,6 | 0,23 | 0,73 | 0,0 |
| Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat | 74 | 138,7 | -2,6 | 1,2 | 0,49 | 1,50 | 0,0 |
| Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales | 144 | - | -8,9 | 0,02 | 0,01 | 1,00 | 0,0 |
| Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques | 16 | 0,0 | 23,1 | 7,00 | 2,19 | 0,33 | 0,0 |

Points saillants :

- Une augmentation du nombre d'affaires nouvelles et une baisse des décisions rendues en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une augmentation des contentieux liés aux marchés publics et à la matière fiscale en 2010

Commentaire général

En 2010 les affaires nouvelles du Conseil d'État ont connu une hausse de 10,1% par rapport à 2009. Cette progression s'explique par l'évolution relative des contentieux administratifs avec une croissance de 150% dont 20,8% pour les marchés publics et 100% pour la matière fiscale

Comme en 2009, le contentieux foncier occupe dans la répartition des affaires nouvelles par type de contentieux la première place (26 affaires), suivi du contentieux de la Fonction Publique (24 affaires). Quant au contentieux « autres », il occupe la troisième place (22 affaires), enfin le contentieux lié aux Marchés Publics conserve la quatrième place (10 affaires).

Les décisions rendues ont toujours évolué dans le même sens que les affaires nouvelles depuis l'ouverture du Conseil d'État en 2002 excepté l'année 2010. Le Conseil d'État a enregistré en 2010 une régression des décisions rendues de 73,4% par rapport à 2009. Une baisse continue du ratio décisions rendues par affaires nouvelles il était 87,3% en 2008, 81% en 2009 et de 31,0% en 2010.

En 2010, le volume des décisions en appel après une légère baisse de 8,7% en 2009 a enregistré une forte baisse de 80,9%. Dans le même sens, le volume des décisions en saisines directes et celui en cassation a connu en 2010 une forte baisse, respectivement de 53,8% et de 66,6% par rapport à 2009.

Concernant les jugements rendus en saisine directe par le Conseil d'État, ils ont connu une baisse de 53,8% en 2010 par rapport à 2009. Les décisions d'incompétences au nombre de deux sont majoritaires. Les décisions rendues en appel et en cassation ont régressé respectivement de 57,14% et 66,6% en 2010 par rapport à 2009.

Quant au nombre de décisions rendues par magistrat, on constate une régression en 2010. Ce nombre est passé de 4,6 en 2009 à 1,9 en 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Décisions rendues par magistrat : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

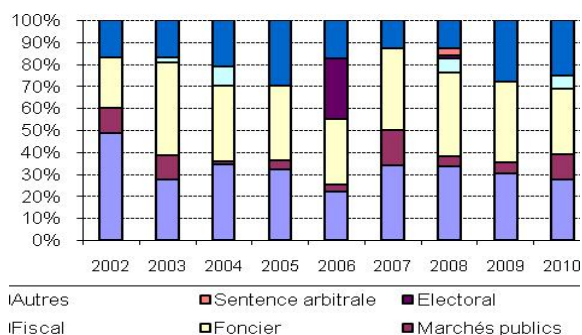
Rôles du greffe central et des greffes de chambres, pluri-motifs des 'audiences du Conseil d'État.



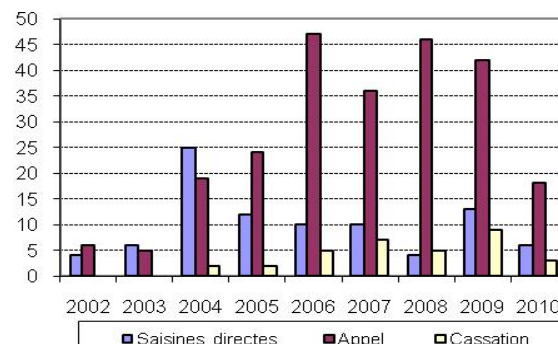
Données par le Conseil d'Etat

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Ensemble des décisions rendues | 47 | 67 | 50 | 87 | 62 | 63 | 79 | 87 |
| Décisions rendues pour jugement en saisine directe | 11 | 46 | 38 | 62 | 53 | 55 | 64 | 27 |
| Décisions rendues pour jugement en appel direct | 4 | 6 | 25 | 12 | 10 | 4 | 13 | 6 |
| Décisions rendues pour arrêts en cassation | 6 | 5 | 19 | 24 | 47 | 36 | 42 | 18 |
| | 0 | 0 | 2 | 2 | 5 | 5 | 9 | 3 |

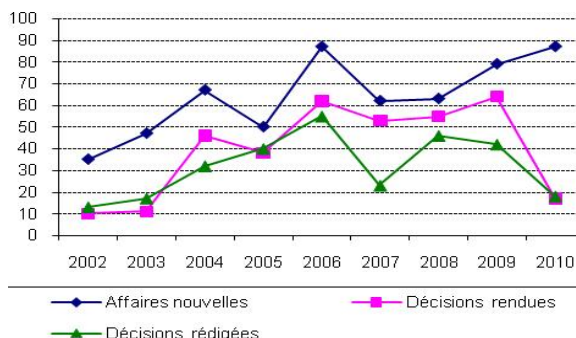
Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux



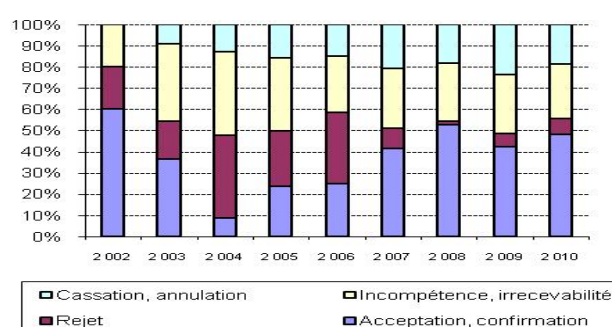
Graphique 69 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine



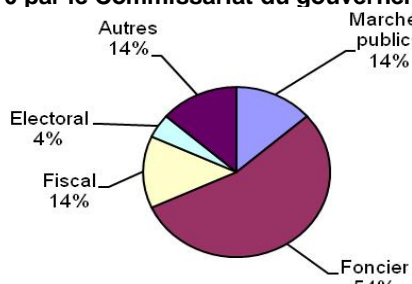
Graphique 70 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE



Graphique 71 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature



Graphique 72 : Répartition des affaires nouvelles reçues en 2010 par le Commissariat du gouvernement du CE



Graphique 73 : Répartition des conclusions rendues en 2010 par le Commissariat du gouvernement du CE

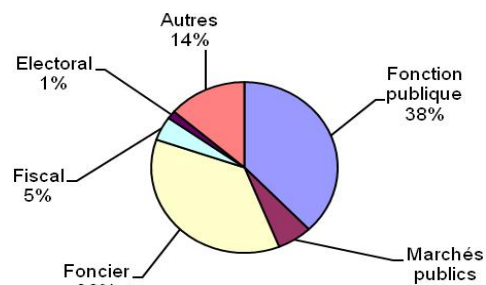


Tableau 34 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat au Conseil d'Etat

| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %) | | | Nombre de décisions rendues par magistrat | | |
|--------------------|--------------------|----------------|-------|---|-------|------|---|------|------|
| | Nombre | Variation en % | | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 87 | 148,6 | 10,1 | 28,6 | 81,0 | 31,0 | 1,1 | 4,6 | 1,9 |
| Fonction publique | 24 | 41,2 | 0,0 | 58,8 | 50,0 | 41,7 | - | - | - |
| Marchés publics | 10 | 150,0 | 150,0 | - | 200,0 | 30,0 | - | - | - |
| Foncier | 26 | 225,0 | -10,3 | 0,0 | 69,0 | 38,5 | - | - | - |
| Fiscal | 5 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Electoral | 0 | - | - | 0,0 | - | - | - | - | - |
| Sentence arbitrale | 0 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 22 | 266,7 | 0,0 | - | 104,5 | 18,2 | - | - | - |

Points saillants :

- Une diminution des affaires nouvelles et une augmentation des décisions rendues en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une forte régression du ratio décisions rédigées/décisions rendues en 2010 par rapport à 2009.

Commentaire général

Les affaires nouvelles dans les tribunaux administratifs ont connu une baisse de 14,8% en 2010 par rapport à 2009. Cette décroissance s'explique à l'exception du contentieux lié aux marchés publics (23 affaires en 2010 contre 17 en 2009), par la baisse des autres types de contentieux dont les plus fortes proportions sont au niveau Fiscal (-87,5%) et Electoral (-80,0%).

La classification des différents types de contentieux basée sur le volume des affaires nouvelles place le type de contentieux relatif au foncier en première position en 2010. En effet, depuis 2002 et à l'exception de l'année 2009, ce contentieux se place en tête sur l'ensemble des affaires nouvelles avec en 34,8% en 2010 à l'exception des années 2006 et 2009. Le contentieux relatif à la fonction publique se retrouve en seconde position avec 32,1% de l'ensemble des affaires.

Aussi fortement que l'année 2008, les décisions rendues par les tribunaux administratifs notent une augmentation de 52,5% par rapport à 2009. Cette progression était en 2009 de l'ordre de 6,1% par rapport à 2008 et s'explique essentiellement par les décisions rendues sur le fond qui ont enregistré une augmentation de 121,2% et constituent à elles seules 54,5% de l'ensemble des décisions rendues. A l'inverse, les autres décisions rendues ont connu une baisse en 2010. Le ratio décisions rendues par affaires nouvelles a fait aussi l'objet d'une forte progression en passant de 56,5% en 2009 à 101,1% en 2010.

La proportion des décisions rédigées par rapport aux décisions rendues a connu une baisse en passant de 101,6% en 2009 à 78,5% en 2010. Cette proportion est un peu plus proche de celle de 2008 qui est de 75,7%. Contrairement à 2009, le tribunal administratif de Ouagadougou a perdu sa première place devant les autres juridictions en ne rédigeant que 80,0% de leurs décisions rendues alors que cette proportion était de 151,4% en 2009. Celui de Bobo Dioulasso a enregistré une progression de 57,1% en 2010 contre 38,5% en 2009.

Concernant les affaires nouvelles des commissaires du gouvernement, on note en 2010 une hausse de dix (10) affaires (158 contre 148 en 2009). De même les conclusions prises ont, quant à elles, enregistré une augmentation progressive depuis 2009 (95,5% en 2009/2008 et 6,3% en 2010/2009). Comme conséquence, le ratio des conclusions prises par affaires nouvelles reçues s'est nettement amélioré en atteignant le taux de 118,4% en 2009 et 117,1% en 2010. Cela s'explique par le fait qu'au cours de l'année 2010 un stock d'affaires d'années précédentes ait été traité.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Décisions rendues par affaire nouvelle : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

Part des affaires nouvelles par type de contentieux : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné de contentieux et le nombre total d'affaires nouvelles.

Part des décisions rendues par nature : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

Part des décisions rendues par type de saisine : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

Proportion de décisions rédigées : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

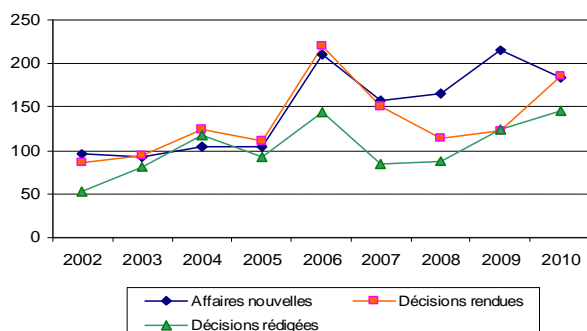
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques : Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

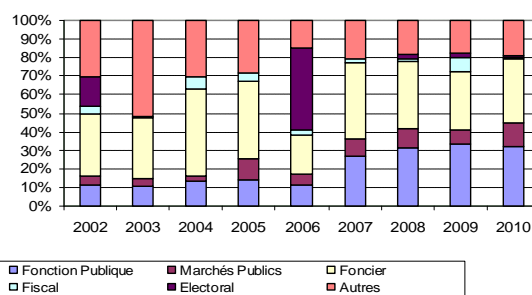
Evolution des affaires nouvelles et proportion de décisions rédigées par les TA

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|
| Decisions rendues | 80 | 93 | 125 | 111 | 221 | 151 | 115 | 122 | 186 |
| dont Décisions sur le fond | 52 | 42 | 65 | 60 | 130 | 72 | 51 | 66 | 146 |
| % de Décisions sur le fond | 60,5% | 44,2% | 52,0% | 54,1% | 58,8% | 47,7% | 44,3% | 54,1 | 54,5% |
| Proportion de décisions rédigées | 61,6% | 85,3% | 94,4% | 83,8% | 64,7% | 55,6% | 75,7% | 101,6% | 78,5% |

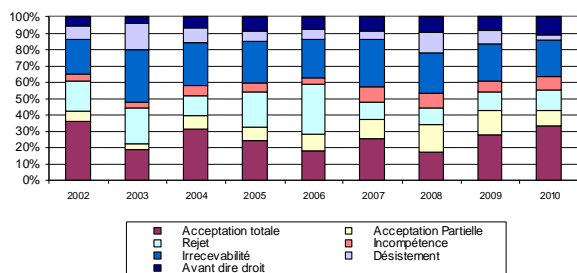
Graphique 74 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA



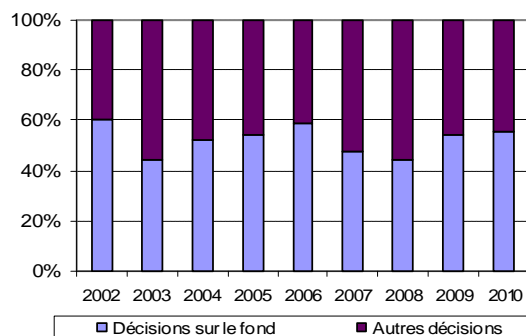
Graphique 75 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux



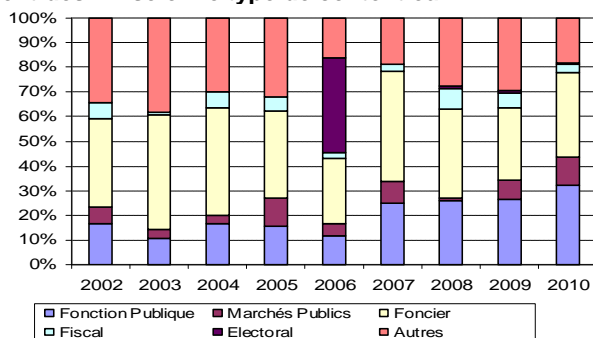
Graphique 76 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature



Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA



Graphique 78 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux



Graphique 79 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA

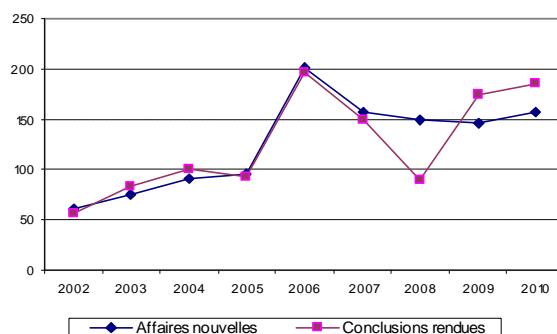


Tableau 36 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rédigées/Décisions rendues par TA

| | Affaires nouvelles | | | Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %) | | | Décisions rédigées / Décisions rendues (en %) | | |
|------------------|--------------------|------------------|-------|---|-------|-------|---|-------|------|
| | Nombre | Variation en % / | | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 184 | 91,7 | -14,8 | 89,6 | 49,1 | 101,1 | 61,6 | 117,0 | 78,5 |
| Bobo-Dioulasso | 23 | 27,8 | -8,0 | 72,2 | 104,0 | 91,3 | 0,0 | 38,5 | 57,1 |
| Ouagadougou | 127 | 101,6 | 5,0 | 100,0 | 57,9 | 102,4 | 82,5 | 151,4 | 80,0 |
| Autres tribunaux | 34 | 126,7 | -51,4 | 66,7 | 14,3 | 102,9 | 10,0 | 80,0 | 85,7 |



V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12

Points saillants :

- Une population carcérale en baisse en 2010 ;
- Une hausse de la capacité d'accueil des établissements pénitentiaires en 2010 ;
- Une augmentation considérable des OMD (Ordre de mise à la disposition).

Commentaire général :

L'effectif des détenus dans les EP a baissé de 3,7% au 31 décembre 2010 par rapport au 31 décembre 2009. Cette diminution a marqué un bouleversement de la tendance qui était croissante depuis 2002. Les plus forts taux de décroissances ont été constatés dans les EP de Ouahigouya (-38,0%), Orodara (-26,5) et Kongoussi (-25,7%). Tandis que les EP de Nouna (72,7%) et de Tougan (54,8%) et le centre agricole de Baporo (79,2) connaissent une augmentation de leurs effectifs.

Le taux global d'occupation des MAC a baissé sensiblement en passant de 172,0% en 2009 à 159,4% en 2010. Ceci s'explique par la réduction de la population carcérale même si la capacité d'accueil a augmenté de 120 places en 2010. Cependant, près de la moitié des établissements pénitentiaires ont encore un taux d'occupation supérieur ou égal à 150% au 31 décembre 2010. Il s'agit notamment de ceux de Bobo-Dioulasso, Fada, Ouagadougou, Tenkodogo, Kaya, Dédougou, Koudougou, Gaoua et Banfora. La situation est particulièrement préoccupante dans les EP où ce taux dépasse la barre de 250% (Bobo Dioulasso (306,7), Fada N'gourma (277,5), Ouagadougou (270,2)). Des programmes d'extensions ou de construction de centre comme celui de Baporo pourraient être développés pour permettre non seulement la décongestion des EP, mais aussi la promotion de la production pénitentiaire et la réinsertion sociale.

La situation carcérale des détenus par catégorie a marqué des tendances inverses entre 2009 et 2010. Le nombre de prévenus a fortement baissé en 2010, pourtant il avait presque doublé en 2009 par rapport à 2008. Le nombre de détenus sous OMD au 31 décembre 2010 a plus que doublé et s'est situé à 170 contre 82 en 2009. Cela remet en cause l'effort marqué en 2009 (baisse des OMD de 70% par rapport à 2008) par les acteurs de la justice contre cette pratique illégale. Celui des détenus en attente de jugement est de 2019 contre 2410 en 2009, soit une réduction de 16,2%. A l'image de l'ensemble des détenus ce nombre est à une proportion de 38,8%. Cette proportion est en baisse par rapport à 2009 où elle était de 44,6%.

Le ratio détenus/GSP décroît en passant de 1 GSP pour 9,1 détenus en 2009 à 1 GSP pour 6,8 détenus en 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Détenus par GSP : Rapport entre le nombre de détenus au 31 décembre de l'année et le nombre de personnels de garde de sécurité pénitentiaire en service.

Part des détenus d'une catégorie donnée : Rapport entre le nombre de détenus d'une catégorie donnée (prévenus, inculpés ou condamnés) et le nombre total de détenus au 31 décembre.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil) au 31 décembre.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

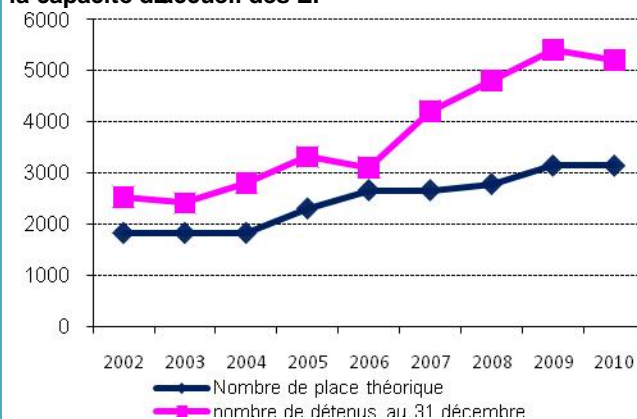
Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.

et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12

***Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features***

| Here to upgrade to United Pages and Expanded Features | | | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | | | 2 799 | 3 315 | 3 108 | 4 207 | 4 801 | 5400 | 5198 |
| Détenus en attente de jugement | 1 494 | 1 155 | 1 366 | 1 448 | 1 195 | 1 947 | 2 013 | 2410 | 2019 |
| Inculpés (en instruction) | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 | 1 131 | 1 240 | 1328 | 1160 |
| Prévenus | 690 | 383 | 504 | 512 | 205 | 674 | 563 | 1000 | 689 |
| OMD | - | - | - | - | - | 142 | 210 | 82 | 170 |
| Condamnés | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 | 2 260 | 2 788 | 2990 | 3179 |
| % de détenus en attente de jugement | 59,1% | 47,8% | 48,8% | 43,7% | 38,4% | 46,3% | 41,9% | 44,6% | 38,8% |

Graphique 80 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP



Graphique 81 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie

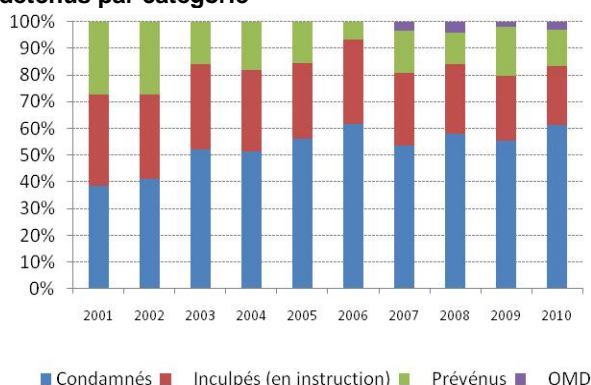


Tableau 38 : Evolution de l'Effectif des détenus, de l'Occupation des EP et du rapport *Détenus/GSP*

| | Détenus | | | Occupation des établissements pénitentiaires | | | | Détenus / GSP | | |
|-----------------|---------------------------------|------------------|-------------|--|----------------------------|---------------|---------------|-----------------|------------|------------|
| | Effectif au 31/12 2010 | Variation en % / | | Capacité d'accueil en 2010 | Taux d'occupation au 31/12 | | | Nombre au 31/12 | | |
| | | 2002 | 2009 | | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 5198 | 105,5 | -3,7 | 3 260 | 80,6% | 172,0% | 159,4% | 11,7 | 9,1 | 6,8 |
| Banfora | 195 | - | 8,3 | 120 | - | 150,0% | 162,5% | - | 9,5 | 7,0 |
| Baporo | 43 | 30,3 | 79,2 | 80 | 41,3% | 30,0% | 53,8% | 4,1 | 1,5 | 2,2 |
| Bobo-Dioulasso | 552 | 40,8 | 4,2 | 180 | 217,8% | 294,4% | 306,7% | 5,9 | 7,7 | 6,3 |
| Bogandé | 136 | - | -25,7 | 120 | - | 152,5% | 113,3% | - | 10,8 | 6,2 |
| Boromo | 148 | - | 0,0 | 120 | - | 123,3% | 123,3% | - | 7,0 | 6,2 |
| Dédougou | 180 | 3,4 | -10,9 | 120 | 145,0% | 168,3% | 150,0% | 17,4 | 8,8 | 5,1 |
| Diapaga | 105 | - | 31,3 | 120 | - | 66,7% | 87,5% | - | 5,7 | 5,0 |
| Diébougou | - | - | - | 120 | - | - | 0% | - | - | 0,0 |
| Djibo | 97 | - | 14,1 | 120 | 0,0% | 70,8% | 80,8% | - | 6,5 | 5,1 |
| Dori | 144 | 80,0 | -7,7 | 120 | 66,7% | 130,0% | 120,0% | 8,9 | 7,1 | 4,6 |
| Fada N'gourma | 333 | 92,5 | -2,6 | 120 | 144,2% | 285,0% | 277,5% | 14,4 | 19,0 | 11,9 |
| Gaoua | 185 | 2,2 | -19,9 | 150 | 150,8% | 154,0% | 154,2% | 18,1 | 15,4 | 7,4 |
| Kaya | 245 | 57,1 | -13,1 | 120 | 130,0% | 235,0% | 204,2% | 19,5 | 10,4 | 6,4 |
| Kongoussi | 86 | - | -4,4 | 120 | - | 75,0% | 71,7% | - | 4,7 | 3,7 |
| Koudougou | 239 | 2555,6 | 16,0 | 120 | 7,5% | 171,7% | 199,2% | 1,0 | 7,6 | 6,5 |
| Léo | 126 | - | -7,4 | 120 | 0,0% | 113,3% | 105,0% | - | 8,5 | 6,3 |
| Manga | 176 | - | -5,9 | 120 | - | 155,8% | 146,7% | - | 12,5 | 11,0 |
| Nouna | 57 | - | 72,7 | 120 | 0,0% | 27,5% | 47,5% | - | 2,4 | 3,8 |
| Orodara | 36 | - | -26,5 | 120 | 0,0% | 40,8% | 30,0% | - | 2,6 | 1,8 |
| Ouagadougou* | 1540 | 70,9 | -3,4 | 570 | 158,1% | 279,6% | 270,2% | 13,1 | 13,4 | 10,0 |
| Ouahigouya** | 170 | -20,2 | -38,0 | 120 | 177,5% | 228,3% | 141,7% | 21,3 | 10,5 | 4,9 |
| Tenkodogo | 292 | 33,9 | -7,3 | 120 | 181,7% | 262,5% | 243,3% | 16,8 | 13,7 | 9,7 |
| Tougan | 113 | - | 54,8 | 120 | - | 60,8% | 94,2% | - | 4,1 | 6,3 |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Points saillants :

- Une baisse des entrées dans les EP en 2010;
- Une prédominance des détenus de sexe masculin parmi les détenus nouvellement entrés.

Commentaire général :

Le nombre d'entrée dans les EP au cours de l'année 2010 a connu, pour la première fois, une décroissance au regard des années précédentes. Les EP ayant enregistré les plus fortes baisses sont celles de Manga (26,4%), Dori (25,5%), Léo (25,4%), Ouahigouya (23,6%), kongoussi (21,3%) et de Boromo (21,1%). Cependant, certains EP ont vu leurs entrées augmentées de façon considérable par rapport à 2009. Il s'agit des EP de Nouna (84,4%) et de Diapaga (32,4%).

La répartition des personnes nouvellement entrées en 2010 dans les EP selon les tranches d'âge est généralement restée la même que dans les années précédentes. Les tranches d'âges de 13-17 ans (mineurs), 18-24 ans et 25-39 ont connu respectivement une baisse de leurs effectifs de 24,6%, 6,8% et 11,8% entre 2009 et 2010. Seule la tranche d'âge 40 ans et plus a marqué une légère augmentation (5,8%).

L'âge moyen des personnes entrées dans les EP en 2010 est de 31,4 ans contre 30,9 ans en 2009. Il a relativement augmenté d'environ 6 mois par rapport à 2009.

La proportion des personnes entrées dans les EP de sexe masculin en 2010 est passée de 96,9% contre 96,3% en 2009. Ceci montre toujours une continuité de la prédominance des personnes de sexe masculin au niveau des entrées. Celle des personnes de sexe féminin ne fait que baisser davantage. Elle est passée de 3,7% à 3,1% sur l'ensemble des entrées entre 2009 et 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des entrées d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre des entrées d'une tranche d'âge donnée et le nombre total des entrées au cours d'une année.

Proportion des entrées d'un sexe donné : Rapport entre le nombre des entrées de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des entrées



Entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

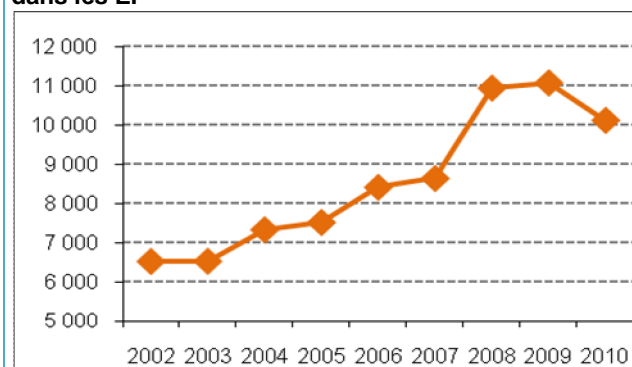
Répartition des entrées selon le sexe

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|
| Hommes | 6 366 | 6 419 | 7 160 | 7 368 | 8 210 | 8 376 | 10 658 | 10 672 |
| Femmes | 169 | 121 | 182 | 160 | 208 | 269 | 405 | 309 |

Répartition des entrées selon l'âge

| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 13 à 17 ans | 347 | 281 | 271 | 296 | 394 | 470 | 702 | 540 |
| 18 à 24 ans | 2 232 | 2 012 | 2 523 | 2 405 | 2 840 | 3 399 | 3 049 | 2 842 |
| 25 à 39 ans | 2 975 | 3 177 | 3 339 | 3 552 | 3 865 | 4 009 | 5 285 | 4 979 |
| 40 ans et plus | 981 | 1 070 | 1 209 | 1 275 | 1 319 | 1 559 | 1 664 | 1 761 |
| Age moyen (en années) | 30,3 | 31,0 | 31,1 | 31,1 | 30,6 | 31,1 | 30,3 | 30,9 |

Graphique 82 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP



Graphique 83 : Evolution de la répartition des entrées dans les EP selon la tranche d'âge

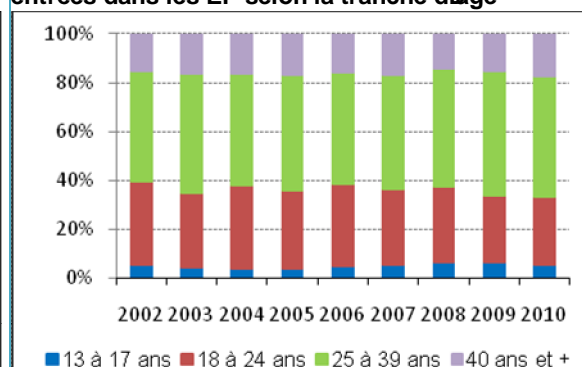


Tableau 40 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires

| | Nombre d'entrées dans les EP | | | | | | | | | Variation de 2010 / | |
|-----------------|------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|--------------|
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 |
| Ensemble | 6 535 | 6 540 | 7 342 | 7 528 | 8 418 | 8 645 | 10 945 | 11 077 | 10 122 | 54,9% | -8,6% |
| Banfora | - | - | - | 194 | 260 | 324 | 266 | 354 | 335 | - | -5,4% |
| Baporo | 32 | 32 | 64 | 69 | 47 | 82 | 77 | - | 86 | 168,8% | - |
| Bobo-Dioulasso | 898 | 1 001 | 986 | 1 072 | 990 | 859 | 1 144 | 957 | 926 | 3,1% | -3,2% |
| Bogandé | - | - | - | 131 | 235 | 284 | 230 | 358 | 292 | - | -18,4% |
| Boromo | - | - | - | - | 263 | 295 | 342 | 441 | 348 | - | -21,1% |
| Dédougou | 586 | 580 | 477 | 465 | 305 | 283 | 299 | 355 | 293 | -50,0% | -17,5% |
| Diapaga | - | - | - | - | 40 | 140 | 182 | 182 | 241 | - | 32,4% |
| Diébougou | - | - | - | - | - | - | - | - | 0 | - | - |
| Djibo | - | - | - | - | - | - | - | 173 | 159 | - | -8,1% |
| Dori | 255 | 210 | 233 | 206 | 261 | 256 | 333 | 400 | 298 | 16,9% | -25,5% |
| Fada N'gourma | 419 | 389 | 493 | 390 | 406 | 440 | 524 | 635 | 533 | 27,2% | -16,1% |
| Gaoua | 483 | 567 | 462 | 493 | 396 | 415 | 420 | 444 | 363 | -24,8% | -18,2% |
| Kaya | 347 | 315 | 478 | 309 | 364 | 449 | 556 | 506 | 431 | 24,2% | -14,8% |
| Kongoussi | - | - | - | 53 | 237 | 204 | 242 | 197 | 155 | - | -21,3% |
| Koudougou | 100 | 363 | 560 | 559 | 516 | 420 | 424 | 585 | 545 | 445,0% | -6,8% |
| Léo | - | - | - | - | - | - | 141 | 315 | 235 | - | -25,4% |
| Manga | - | - | - | 37 | 315 | 405 | 448 | 402 | 296 | - | -26,4% |
| Nouna | - | - | - | - | - | - | - | 64 | 118 | - | 84,4% |
| Orodara | - | - | - | - | - | - | - | 117 | 119 | - | 1,7% |
| Ouagadougou* | 2 423 | 2 268 | 2 653 | 2 475 | 2 562 | 2 494 | 4 075 | 3 054 | 2 974 | 22,7% | -2,6% |
| Ouahigouya** | 552 | 411 | 413 | 414 | 321 | 406 | 405 | 495 | 378 | -31,5% | -23,6% |
| Tenkodogo | 440 | 404 | 523 | 577 | 745 | 742 | 679 | 853 | 793 | 80,2% | -7,0% |
| Tougan | - | - | - | 84 | 155 | 147 | 158 | 190 | 204 | - | 7,4% |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

- Une décroissance de la proportion des prévenus parmi les détenus entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010 ;
- Une diminution de la durée moyenne de la détention préventive entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010
- Une forte prédominance des prévenus pour crimes et délits contre les biens.

Commentaire général :

La proportion des prévenus parmi l'ensemble des détenus a baissé en 2010. Elle est passée de 18,5% au 31 décembre 2009 à 13,3% au 31 décembre 2010. Cette proportion évolue en dent de scie car on constate d'une année à l'autre, tantôt une croissance, tantôt une décroissance.

La proportion des prévenus parmi les détenus en attente de jugement connaît également une baisse représentant 34,1% en 2010 contre 41,6% en 2009. Elle a déjà été proche de ce taux en 2003 et en 2007.

L'examen des caractéristiques sociodémographiques des prévenus montre en 2010, comme les années précédentes, une prédominance des prévenus de sexe masculin (98,0%). Ils ont un âge moyen de 29 ans et 7 mois. Cet âge était de 29 ans et 3 mois en 2009. Le pourcentage des mineurs connaît une légère hausse en 2010 avec 5,4% ; Il était de 4,9% en 2009.

La répartition des prévenus selon les catégories d'infractions pour lesquelles ils sont mis en cause en 2010 reste toujours la même qu'en 2009. Elle est cependant dominée par la catégorie d'infraction pour crimes et délits contre les biens (75,2%). Viennent ensuite les crimes et délits contre les particuliers avec 13,4%, les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs avec 8,6%, les crimes et délits contre la chose publique avec 2,5% de prévenus et enfin les infractions en matière d'armes et de munitions avec 0,4%. Au regard de cette répartition il ressort qu'entre 2009 et 2010, il y a eu une inversion de rang entre les crimes et délits contre les particuliers et les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs. Ce qui était le cas entre 2007 et 2008, puis entre 2008 et 2009.

La durée moyenne de la détention préventive passe de 2,1 mois en 2009 à 1,4 mois en 2010. Pourtant, elle était restée constante entre 2007 et 2008. Prus de 50% des prévenus étaient au 31/12/2010 en détention préventive pour une durée de moins d'un mois. Les détentions préventives de plus de 2 mois connaissent une baisse significative passant de 37,1% en 2009 à 19,7% en 2010.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année

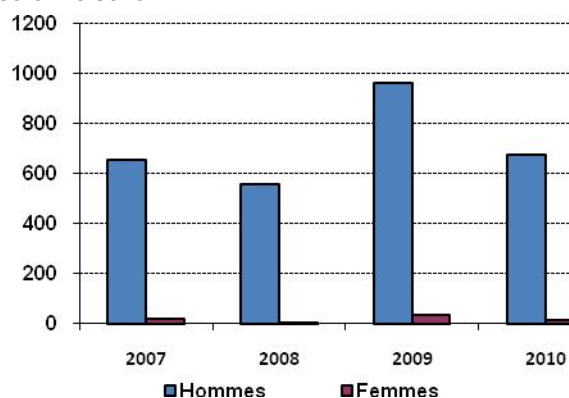
Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques
Registres des prévenus

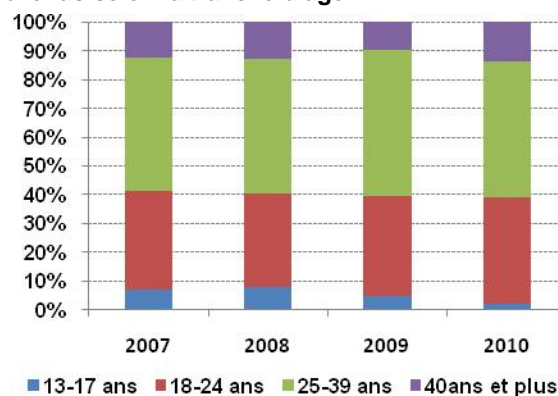
Tableau de bord statistique 2010 de la justice

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|------------|------------|-------------|------------|
| Ensemble des prévenus | 674 | 563 | 1000 | 689 |
| Répartition selon le sexe | | | | |
| Hommes | 655 | 558 | 962 | 675 |
| Femmes | 19 | 5 | 38 | 14 |
| Répartition selon l'âge | | | | |
| moins de 18 ans | 47 | 43 | 49 | 37 |
| 18 ans à moins de 21 ans | 84 | 77 | 137 | 105 |
| 21 ans à moins de 25 ans | 147 | 107 | 208 | 126 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 177 | 139 | 266 | 157 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 136 | 125 | 244 | 171 |
| 40 ans et plus | 83 | 72 | 96 | 93 |
| Age moyen (en années) | 29,0 | 28,5 | 29,3 | 29,7 |
| Répartition selon la catégorie de l'infraction | | | | |
| Crimes et délits contre les biens | 481 | 434 | 763 | 518 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 72 | 73 | 91 | 92 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 85 | 37 | 109 | 59 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 34 | 14 | 31 | 17 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 2 | 5 | 6 | 3 |
| Répartition selon la durée de détention préventive | | | | |
| Moins de 30 jours | 329 | 311 | 323 | 390 |
| De 1 mois à moins de 2 mois | 152 | 149 | 306 | 163 |
| De 2 mois à moins de 3 mois | 59 | 34 | 198 | 67 |
| De 3 mois à moins de 6 mois | 117 | 20 | 140 | 61 |
| De 6 mois à moins de 12 mois | 16 | 46 | 27 | 6 |
| Plus de 12 mois | 1 | 3 | 6 | 2 |
| Durée moyenne de détention préventive (en mois) | 1,8 | 1,8 | 2,1 | 1,4 |

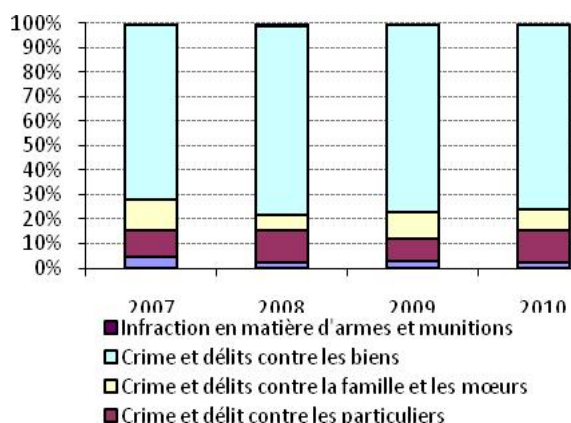
Graphique 84 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe



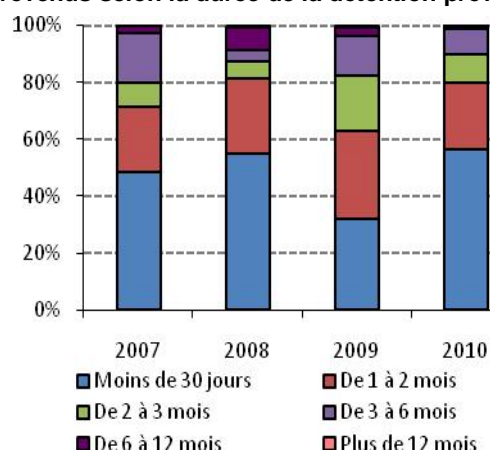
Graphique 85 : Evolution de la répartition des prévenus selon la tranche d'âge



Graphique 86 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infraction



Graphique 87 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive



Points saillants :

- Une régression du nombre d'inculpés en 2010 par rapport à 2009 ;
- Une diminution sensible de la proportion des inculpés parmi l'ensemble des détenus au 31/12/2010 par rapport au 31/12/2009 ;
- Une constance des inculpés détenus pour crimes et délits contre les particuliers au 31/12/2010 par rapport au 31/12/2009 ;
- Une forte baisse de la proportion de mineurs inculpés au 31/12/2010 par rapport au 31/12/2009.

Commentaire général :

Le nombre des inculpés dans l'ensemble des établissements pénitentiaires a connu une décroissance de 12,7% au 31 décembre 2010 par rapport au 31 décembre 2009. Ce nombre est plus proche de celui de 2007 où la tendance était croissante.

La proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus diminue d'année en année présentant 22,3% en 2010 contre 24,6% en 2009, 25,8% en 2008 et 26,9% en 2007. La maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO) possède comme les années précédentes le plus grand nombre d'inculpés (202), suivie de loin par la maison d'arrêt et de correction de Fada N'gourma (142), et celle de Bobo-Dioulasso (122). Cette tendance est contraire à celle de 2009 où la maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso occupait la deuxième position. Les MAC qui présentent un taux de croissance du nombre d'inculpés le plus élevé en 2010 par rapport à 2009 sont Tougan (85,7%) et Koudougou (29,2%). Celles enregistrant une forte baisse sont les MAC de Dori (44,4%), Bogandé (37,1%) et Orodara (36,4%).

La répartition des inculpés par sexe est restée relativement stable entre 2002 et 2010 avec une prédominance des inculpés de sexe masculin (96,2% en 2010). Cette répartition laisse voir une baisse du nombre d'inculpés de sexe masculin (13,1% en 2010 par rapport à 2009) ; celui de sexe féminin reste inchangé.

L'âge moyen des inculpés, après une augmentation progressive de 2007 jusqu'en 2009, s'est décliné en passant de 34,4 ans en 2009 à 33,0 ans en 2010.

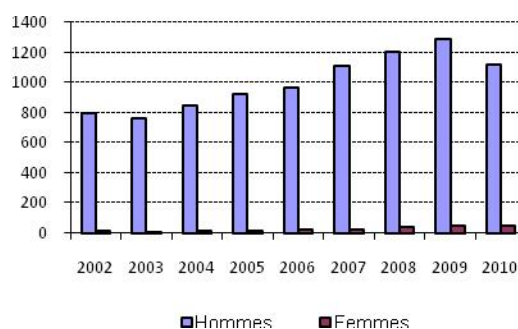
La répartition des inculpés par classes d'âge n'a pratiquement pas changé entre 2002 et 2010. Les classes d'âge qui possèdent les plus grands effectifs sont restées les mêmes. En 2010, la classe d'âge « 25 à 29 ans » représente 55,2% d'inculpés, celle des « 18 à 24 ans » en représente 24,3%, celle des « 40 ans et plus » 19,3%. La proportion des mineurs qui reste la plus faible avec 1,2% note une importante baisse (65%) en 2010 par rapport à 2009.

La proportion des inculpés de moins de 25 ans enregistre une légère décroissance en passant de 27,6% en 2009 à 25,5% en 2010.

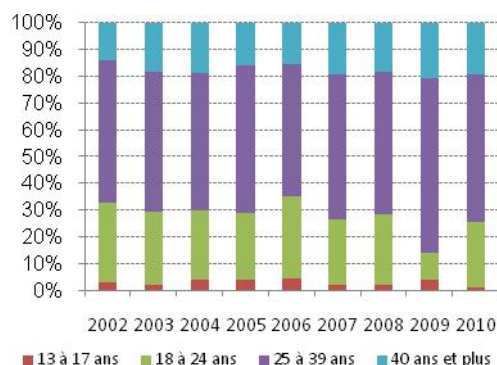
xe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des inculpés | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 | 1 131 | 1 240 | 1 328 | 1 160 |
| Répartition selon le sexe | | | | | | | | | |
| Hommes | 791 | 765 | 845 | 922 | 967 | 1 106 | 1 201 | 1 284 | 1 116 |
| Femmes | 13 | 7 | 17 | 14 | 23 | 25 | 39 | 44 | 44 |
| Répartition selon l'âge | | | | | | | | | |
| 13 à 17 ans | 23 | 15 | 34 | 38 | 42 | 23 | 25 | 40 | 14 |
| 18 à 24 ans | 240 | 211 | 224 | 234 | 304 | 278 | 326 | 354 | 282 |
| 25 à 39 ans | 429 | 406 | 441 | 516 | 491 | 614 | 660 | 707 | 640 |
| 40 ans et plus | 112 | 140 | 163 | 148 | 153 | 216 | 229 | 227 | 224 |
| Age moyen (en années) | 30,7 | 31,8 | 31,7 | 30,8 | 30,7 | 32,4 | 32,5 | 34,4 | 33,0 |
| Répartition selon la catégorie d'infraction | | | | | | | | | |
| Crimes et délits contre les particuliers | 515 | 502 | 518 | 566 | 604 | 782 | 760 | 843 | 837 |
| Crimes et délits contre les biens | 113 | 152 | 115 | 124 | 121 | 99 | 137 | 142 | 102 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 29 | 33 | 62 | 64 | 44 | 48 | 57 | 43 | 39 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 116 | 84 | 153 | 180 | 220 | 147 | 263 | 291 | 172 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 31 | 1 | 14 | 2 | 1 | 55 | 23 | 9 | 10 |
| Répartition selon la durée de détention préventive | | | | | | | | | |
| Moins de 6 mois | 324 | 276 | 451 | 312 | 370 | 338 | 493 | 416 | 300 |
| 6 mois à moins de 12 mois | 173 | 196 | 159 | 280 | 301 | 421 | 272 | 362 | 276 |
| 1 an à moins de 2 ans | 197 | 132 | 173 | 226 | 188 | 254 | 287 | 309 | 327 |
| 2 ans et plus | 110 | 168 | 79 | 118 | 131 | 118 | 188 | 241 | 257 |
| Durée moyenne de détention préventive (en mois) | 12,4 | 14,3 | 10,0 | 11,7 | 11,9 | 12,0 | 12,8 | 14,1 | 16,0 |

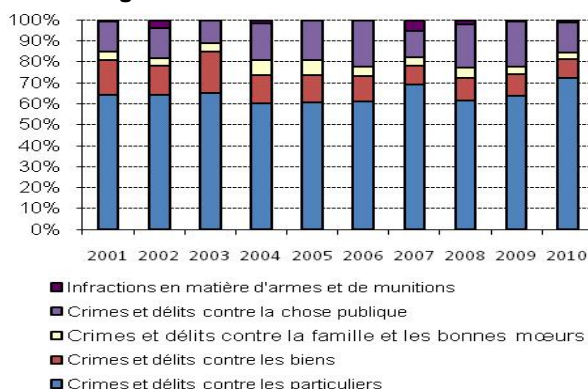
Graphique 88 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe



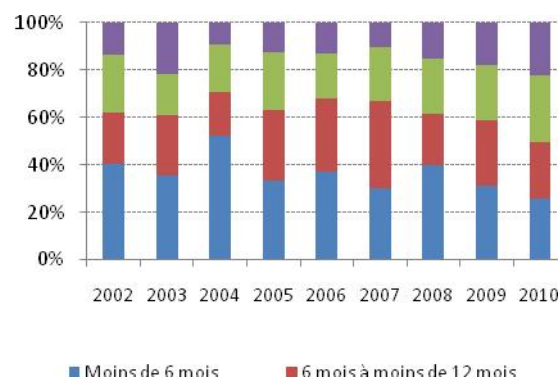
Graphique 89 : Evolution de la répartition des inculpés selon la tranche d'âge



Graphique 90 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infraction



Graphique 91 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive



La répartition des inculpés par catégories d'infractions commises en 2010 est restée presque la même qu'en 2009. On note cependant, à l'exception des inculpés pour infractions en matière d'armes et de munitions, une baisse d'effectifs au niveau de toutes les catégories. Les crimes et délits contre les biens et les crimes et délits contre la chose publique sont les catégories qui enregistrent une forte baisse (28,2% et 40,9% respectivement).

Les maisons d'arrêt et de correction dont le nombre d'inculpés pour crimes et délits contre les particuliers est en hausse par rapport à 2009 sont celles de Orodara (133,3%) et de Tougan (105,6%). Celles dont le même nombre est en baisse par rapport à 2009 sont : Dori (56,5%), Bogandé (50,0%).

La répartition des inculpés selon la durée de détention préventive en 2010 présente les mêmes tendances que antérieurement. La durée moyenne en détentions préventives des inculpés, qui a dépassé 12 mois au cours des trois dernières années, s'est encore accrue et a atteint 16,0 mois. La tranche de la détention préventive la plus élevée est celle dont la durée est de 1 an à moins de 2 ans (28,2%). Elle est suivie de près par la tranche dont la durée est de moins de 6 mois (25,9%) puis viennent ensuite les tranches de 6 mois à moins de 12 mois (23,8%) et de 2 ans et plus (22,2%). Les inculpés dont la durée de détention préventive est de moins de 12 mois ont vu leur nombre baissé tandis que ceux dont la durée est supérieure à 12 mois connaissent une légère croissance.

Les longues détentions préventives sont toujours en croissance continue en 2010 Comparativement à 2008 et 2009. Les détentions de plus de deux ans ont concerné 22,2% des inculpés en 2010 contre 18,1% en 2009 et 15,2% en 2008. Les EP dont les proportions des inculpés en détention préventive de plus de 2 ans sont très élevées concernent ceux de Bobo dioulasso (48,4%), Nouna (42,9), Bogandé (41,1%), Kaya (37,7%) et de Boromo (36,6%).

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion d'inculpés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Proportion d'inculpés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre d'inculpés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Proportion d'inculpés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Proportion d'inculpés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre d'inculpés en détention provisoire pendant une durée donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registre des inculpés.



Inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP

| ere to upgrade to ed Pages and Expanded Features | | | | Inculpés pour crimes et délits contre les particuliers | | | Inculpés pour crimes et délits contre les biens | | |
|---|------|-------|-------|---|-------|------------------|--|--------|------------------|
| | | | | Nombre | | Variation en % / | Nombre | | Variation en % / |
| | | | | au 31/12/ 2010 | 2002 | 2009 | au 31/12/ 2010 | 2002 | 2009 |
| Ensemble | 1160 | 44,3 | -12,7 | 837 | 62,5 | -0,7 | 102 | -9,7 | -28,2 |
| Banfora | 38 | - | -11,6 | 25 | - | -13,8 | 4 | - | -33,3 |
| Baporo | 0 | - | 0 | 0 | - | - | 0 | - | - |
| Bobo-Dioulasso | 122 | 2,5 | -24,7 | 83 | 56,6 | -17,8 | 7 | -56,3 | -58,8 |
| Bogandé | 56 | - | -37,1 | 24 | - | -50,0 | 1 | - | -88,9 |
| Boromo | 41 | - | -18 | 40 | - | -13,0 | 0 | - | -100,0 |
| Dédougou | 29 | -32,6 | -29,3 | 27 | -20,6 | -20,6 | 0 | -100,0 | -100,0 |
| Diapaga | 22 | - | 10 | 19 | - | -5,0 | 0 | - | - |
| Diébougou | 0 | - | - | 0 | - | - | 0 | - | - |
| Djibo | 23 | - | 0 | 23 | - | 4,5 | 0 | - | -100,0 |
| Dori | 15 | -28,6 | -44,4 | 10 | -41,2 | -56,5 | 2 | -33,3 | 0,0 |
| Fada N'gourma | 142 | 57,8 | 16,4 | 106 | 19,1 | 55,9 | 21 | - | 200,0 |
| Gaoua | 74 | 5,7 | 15,6 | 65 | 85,7 | 38,3 | 0 | -100,0 | - |
| Kaya | 61 | 22,0 | -29,1 | 37 | 23,3 | -38,3 | 11 | 22,2 | 175,0 |
| Kongoussi | 25 | - | -3,8 | 16 | - | 14,3 | 4 | - | -66,7 |
| Koudougou | 62 | - | 29,2 | 47 | - | 20,5 | 6 | - | 0,0 |
| Léo | 16 | - | -27,3 | 14 | - | -22,2 | 0 | - | -100,0 |
| Manga | 45 | - | 15,4 | 23 | - | 35,3 | 13 | - | -27,8 |
| Nouna | 14 | - | 16,7 | 13 | - | 8,3 | 0 | - | - |
| Orodara | 7 | - | -36,4 | 7 | - | 133,3 | 0 | - | -100,0 |
| Ouagadougou* | 202 | -35,3 | -27,9 | 111 | -40,3 | -17,2 | 31 | -31,1 | -16,2 |
| Ouahigouya** | 47 | 20,5 | -26,6 | 38 | 22,6 | -2,6 | 2 | -50,0 | 100,0 |
| Tenkodogo | 80 | 33,3 | 2,6 | 72 | 80,0 | 41,2 | 0 | -100,0 | -100,0 |
| Tougan | 39 | - | 85,7 | 37 | - | 105,6 | 0 | - | - |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

Tableau 44 : Effectif des inculpés par rapport à l'Ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP

| | Inculpés en % de détenus | | | Inculpés de moins de 25 ans en % des inculpés | | | Inculpés en détention de 2 ans et plus en % des inculpés | | |
|-----------------|--------------------------|-------------|-------------|--|-------------|-------------|---|-------------|-------------|
| | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 31,8 | 24,6 | 22,3 | 32,7 | 27,6 | 25,5 | 13,7 | 18,1 | 22,2 |
| Banfora | - | 23,9 | 19,5 | - | 20,9 | 21,1 | - | 2,3 | 7,9 |
| Baporo | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bobo-Dioulasso | 30,4 | 30,6 | 22,1 | 30,3 | 35,8 | 23,0 | 13,4 | 40,1 | 48,4 |
| Bogandé | - | 48,6 | 41,2 | - | 1,1 | 30,4 | - | 25,8 | 41,1 |
| Boromo | - | 33,8 | 27,7 | - | 36,0 | 26,8 | - | 28,0 | 36,6 |
| Dédougou | 24,7 | 20,3 | 16,1 | 39,5 | 17,1 | 27,6 | 9,3 | 14,6 | 20,7 |
| Diapaga | - | 25,0 | 20,9 | - | 30,0 | 18,2 | - | 5,0 | 13,6 |
| Diébougou | - | - | 0 | - | - | 0 | - | - | 0 |
| Djibo | - | 27,1 | 23,7 | - | 52,2 | 56,5 | - | 17,4 | 17,4 |
| Dori | 26,3 | 17,3 | 10,4 | 28,6 | 29,6 | 26,7 | 23,8 | 0,0 | 20,0 |
| Fada N'gourma | 52,0 | 35,7 | 42,6 | 32,2 | 27,9 | 20,4 | 0,0 | 18,9 | 20,4 |
| Gaoua | 38,7 | 27,7 | 40 | 30 | 12,5 | 25,7 | 4,3 | 39,1 | 24,3 |
| Kaya | 32,1 | 30,5 | 24,9 | 26 | 37,2 | 27,9 | 44,0 | 27,9 | 37,7 |
| Kongoussi | - | 28,9 | 29,1 | - | 34,6 | 16,0 | - | 11,5 | 20,0 |
| Koudougou | 0,0 | 23,3 | 25,9 | - | 33,3 | 17,7 | - | 16,7 | 12,9 |
| Léo | - | 16,2 | 12,7 | - | 18,2 | 62,5 | - | 0,0 | 6,3 |
| Manga | - | 20,9 | 25,6 | - | 30,8 | 15,6 | - | 10,3 | 13,3 |
| Nouna | - | 36,4 | 24,6 | - | 50,0 | 35,7 | - | 8,3 | 42,9 |
| Orodara | - | 22,4 | 19,4 | - | 9,1 | 14,3 | - | 0,0 | 0,0 |
| Ouagadougou* | 34,6 | 17,6 | 13,1 | 34,0 | 24,6 | 23,3 | 16,0 | 10,4 | 13,9 |
| Ouahigouya** | 18,3 | 23,4 | 27,6 | 30,8 | 32,8 | 36,2 | 25,6 | 7,8 | 19,1 |
| Tenkodogo | 27,5 | 24,8 | 27,4 | 38,3 | 39,7 | 30,0 | 0,0 | 5,1 | 6,3 |
| Tougan | - | 28,8 | 34,5 | - | 23,8 | 30,8 | - | 4,8 | 7,8 |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Points saillants :

- Une croissance du nombre de condamnés au 31/12/2010 un peu moins importante par rapport à celle enregistrée au 31/12/2009 ;
- Une hausse de la proportion de condamnés parmi l'ensemble des détenus au 31/12/2010 par rapport au 31/12/2009 ;
- Une baisse de la proportion des mineurs parmi les condamnés au 31/12/2010 par rapport au 31/12/2009 ;
- Une augmentation significative de la durée moyenne des peines prononcées.

Commentaire général :

Le nombre de condamnés dans l'ensemble des EP est en croissance continue depuis 2002. Il a dépassé pour la première fois deux milliers de personnes au 31 décembre 2007 et trois milliers de personnes au 31 décembre 2010. Cette tendance a atteint 2990 et 3179 personnes respectivement en 2009 et 2010, soit une augmentation en 2010 de 6,3% par rapport à 2009. Cette augmentation est moins élevée que celle enregistrée en 2009 par rapport à 2008 (7,2%) et celle enregistrée en 2008 par rapport à 2007 (23,4%).

Les condamnés représentent depuis 2003 la majorité de l'ensemble de la population carcérale dans les EP. Cette majorité représente 58,1% en 2008, 55,4% en 2009 et 61,2% en 2010. Au niveau de certaines MAC, la proportion des condamnés est particulièrement élevée et dépasse les 70% de l'ensemble des détenus. Il s'agit des MAC de Banfora (74,9%), Dédougou (73,9%), Djibo (74,2%), Dori (79,2%), Léo (77%) et Manga (71,0%).

La répartition des condamnés par sexe montre comme pour les autres catégories de détenus une prédominance des hommes, soit 98,7% en 2010.

L'âge moyen des condamnés en 2010 (30,7ans) reste sensiblement stable à celui de 2009 (30,3ans). Il était à 31 ans en 2008. La répartition par classes d'âge reste en 2010 relativement conforme à celles des années précédentes. La classe « 25-39 ans » reste la plus représentée, suivie par la classe « 18-24 ans ». La proportion de mineurs demeure la plus faible et a connu une baisse de 37,2% par rapport à 2009.

La proportion des condamnés de moins de 25 ans a connu une légère baisse en 2010 par rapport à 2009. Elle est ainsi passée de 35,9% à 32,9%. Cette catégorie de condamnés est la plus représentée dans les EP de Tenkodogo (40,1%) et de Tougan (57,9%).

La répartition des condamnés par catégories d'infractions reste pratiquement la même qu'en 2009. Plus de 50% des condamnés ont commis des crimes et délits contre les biens soit 77,1% des condamnés. Ce qui est contraire à la répartition des années antérieures où les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs occupaient la deuxième place depuis 2007. Les crimes et délits contre les particuliers se placent de loin en deuxième lieu avec 9,9% de condamnés. La tendance dans cette catégorie s'est fortement accrue ces dernières années puisque elle a presque doublé entre 2008 et 2010. La proportion des condamnés pour les infractions en matière d'armes et de munitions est restée relativement faible vis-à-vis des autres infractions, mais connaît une hausse par rapport à 2009.

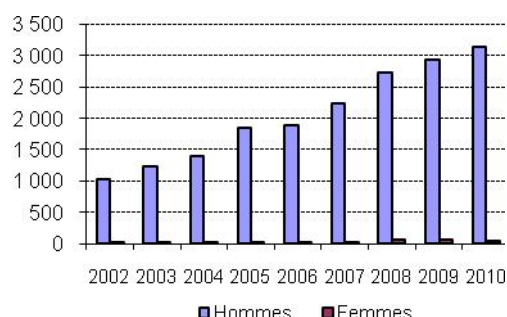
Globalement, l'augmentation du nombre des condamnés pour crimes et délits contre les biens en 2010 s'est poursuivie et est de 6,2% par rapport à 2009, mais la situation est très contrastée au niveau des différents EP. Ainsi, Léo, Tougan ont vu leur nombre de condamnés pour crimes et délits contre les biens presque doublé par rapport à 2008. En revanche, les EP de Bobo et Ouahigouya ont vu le même nombre en baisse.



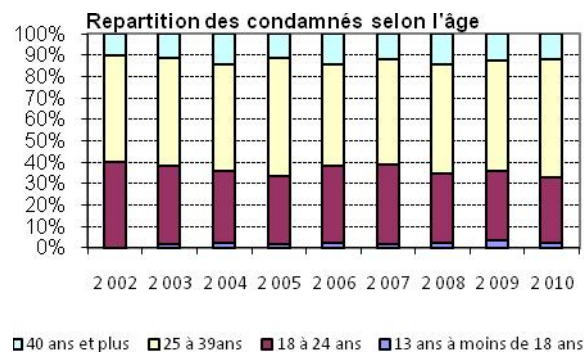
Tableau de bord statistique 2010 de la justice

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des condamnés | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 | 2 260 | 2 788 | 2 990 | 3 179 |
| Répartition selon le sexe | | | | | | | | | |
| Hommes | 1 030 | 1 237 | 1 403 | 1 839 | 1 886 | 2 230 | 2 720 | 2 926 | 3 137 |
| Femmes | 6 | 22 | 30 | 28 | 27 | 30 | 68 | 64 | 42 |
| Répartition selon l'âge | | | | | | | | | |
| 13 à 17 ans | 10 | 21 | 29 | 24 | 42 | 37 | 58 | 94 | 59 |
| 18 à 24 ans | 402 | 460 | 483 | 601 | 690 | 845 | 911 | 980 | 987 |
| 25 à 39 ans | 520 | 631 | 718 | 1 031 | 908 | 1 109 | 1 409 | 1 548 | 1 745 |
| 40 ans et plus | 104 | 147 | 203 | 211 | 273 | 269 | 410 | 368 | 388 |
| Age moyen (en années) | 29,2 | 29,4 | 30,5 | 29,6 | 30,3 | 29,7 | 31,0 | 30,3 | 30,7 |
| Répartition selon la catégorie de l'infraction | | | | | | | | | |
| Crimes et délits contre les biens | 827 | 1 045 | 1 133 | 1 546 | 1 581 | 1 827 | 2 141 | 2 307 | 2 450 |
| Crimes et délits contre les particuliers | 54 | 85 | 108 | 118 | 136 | 129 | 175 | 238 | 314 |
| Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs | 67 | 70 | 113 | 93 | 114 | 190 | 364 | 313 | 259 |
| Crimes et délits contre la chose publique | 72 | 51 | 60 | 81 | 66 | 89 | 78 | 110 | 123 |
| Infractions en matière d'armes et de munitions | 16 | 8 | 19 | 29 | 16 | 25 | 30 | 22 | 33 |
| Répartition selon la durée peine prononcée | | | | | | | | | |
| Moins de 6 mois | 199 | 306 | 430 | 273 | 299 | 399 | 402 | 271 | 158 |
| 6 mois à moins de 12 mois | 310 | 379 | 416 | 394 | 465 | 424 | 651 | 529 | 465 |
| 1 an à moins de 2 ans | 326 | 286 | 367 | 725 | 645 | 696 | 993 | 1 141 | 1 027 |
| 2 ans à moins de 5 ans | 171 | 222 | 176 | 393 | 425 | 640 | 625 | 844 | 1 108 |
| 5 ans et plus | 30 | 66 | 44 | 82 | 79 | 101 | 117 | 205 | 421 |
| Durée moyenne de la peine (en mois) | 17,9 | 19,5 | 15,9 | 22,0 | 21,4 | 23,9 | 22,2 | 26,8 | 33,7 |

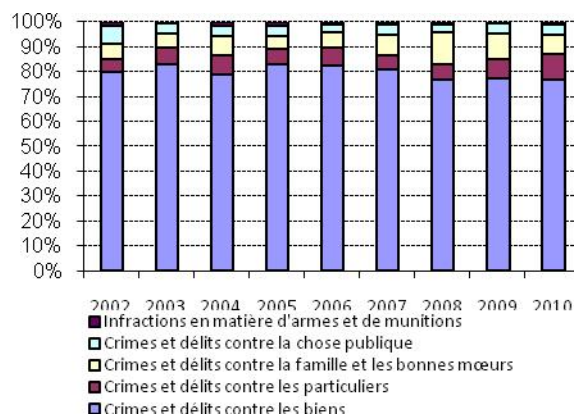
Graphique 92 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe



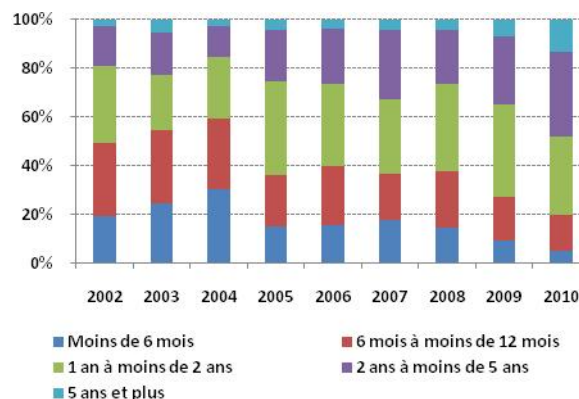
Graphique 93 : Evolution de la répartition des condamnés selon la tranche d'âge



Graphique 94 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infraction



Graphique 95 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée





PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

La durée moyenne des peines prononcées concernant les condamnés en détention au 31 décembre 2010 a considérablement augmenté par rapport à 2009. Elle est passée de 26,8 mois à 33,7 mois. Cela peut s'expliquer par la nouvelle loi sur le grand banditisme.

La répartition des condamnés par durée de la peine prononcée reste sensiblement la même par rapport à 2009. La proportion des condamnés dont la peine est comprise entre 2 ans et 5 ans est pour la première fois prédominante avec 34,9%. Elle est suivie respectivement par ceux dont la durée de la condamnation se trouve dans les intervalles de [1 ; 2ans[, [6 ; 12mois[. Les EP où plus de la moitié des condamnés ont des peines supérieures ou égales à 2 ans sont ceux de Banfora (60,3%), Baporo (65,1%), Dédougou (63,2%), Kongoussi (60,0%), Manga (59,2) et Ouagadougou (57,0%).

La variation du nombre des condamnés selon la durée de la peine en 2010 est telle qu'on observe une diminution du nombre de condamnés à des peines de moins de 12 mois et une augmentation du nombre pour les peines dont la durée est supérieur à 2 ans.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir Glossaire en annexe.

Proportion de condamnés d'une tranche d'âge donnée : Rapport entre le nombre de condamnés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'un sexe donné : Rapport entre le nombre de condamnés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une catégorie d'infractions donnée : Rapport entre le nombre de condamnés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Proportion de condamnés d'une durée de détention donnée : Rapport entre le nombre de condamnés à une peine d'une durée donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

Variation : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

Sources statistiques

Registres des condamnés.

Condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP

| PDF Complete. | | | | Condamnés par 2. | | | | | |
|---------------|------|-------|-------|---|-------------|-------|--|-------------|-------|
| | | | | Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers | | | Condamnés pour crimes et délits contre les biens | | |
| | | | | Nombre au 31/12/ 2010 | Variation / | | Nombre au 31/12/ 2010 | Variation / | |
| 2002 | 2009 | 2002 | 2009 | | | | | | |
| | 2010 | 2002 | 2009 | | | | | | |
| Ensemble | 3179 | 206,9 | 6,3 | 314 | 481,5 | 31,9 | 2 450 | 196,2 | 6.2 |
| Banfora | 146 | - | 12,3 | 9 | - | 200 | 129 | - | 9,3 |
| Baporo | 43 | 30,3 | 79,2 | 3 | -40 | - | 39 | 39,3 | 77,3 |
| | 343 | 102,9 | 15,9 | 62 | 463,6 | 93,7 | 230 | 85,5 | -0,4 |
| Bogandé | 67 | - | -15,2 | 17 | - | 41,6 | 47 | - | -28,8 |
| Boromo | 86 | - | -9,5 | 12 | - | 33,3 | 67 | - | -10,7 |
| Dédougou | 133 | 5,5 | -14,2 | 19 | 533,3 | -9,5 | 106 | -1,8 | -13,8 |
| Diapaga | 48 | - | 2,1 | 14 | - | 133,3 | 28 | - | -28,2 |
| Diébougou | 0 | - | - | 0 | - | - | 0 | - | - |
| Djibo | 72 | - | 33,3 | 13 | - | 85,7 | 55 | - | 27,9 |
| Dori | 114 | 132,6 | -2,6 | 13 | 225 | 44,4 | 91 | 127,5 | -5,2 |
| Fada N'gourma | 135 | 70,9 | -16,7 | 13 | 333,3 | 160 | 102 | 85,4 | -28,7 |
| Gaoua | 101 | 24,7 | -24,6 | 16 | 700 | -11,1 | 75 | 7,1 | -29,2 |
| Kaya | 155 | 154,1 | -11,4 | 7 | 600 | 16,6 | 131 | 172,9 | -14,4 |
| Kongoussi | 55 | - | -5,2 | 4 | - | 100 | 48 | - | -5,9 |
| Koudougou | 135 | 1400 | 26,2 | 10 | 900 | -9,1 | 113 | 2160 | 29,9 |
| Léo | 97 | - | 0 | 1 | - | -80 | 86 | - | 4,9 |
| Manga | 125 | - | -7,4 | 11 | - | 120 | 97 | - | -14,1 |
| Nouna | 24 | - | 41,2 | 0 | - | -100 | 20 | - | 53,8 |
| Orodara | 23 | - | 53,3 | 3 | - | 0 | 18 | - | 125 |
| Ouagadougou* | 931 | 225,5 | 38,9 | 53 | 307,7 | 29,3 | 695 | 200,8 | 55,1 |
| Ouahigouya** | 112 | -7,4 | -34,5 | 14 | 55,5 | 27,3 | 84 | -15,1 | -20,7 |
| Tenkodogo | 177 | 704,5 | -11,1 | 19 | 850.0 | 18,7 | 136 | 615,8 | -9,3 |
| Tougan | 57 | - | 7,5 | 1 | - | -92,3 | 53 | - | 55,9 |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako

Tableau 47 : Effectif des condamnés par rapport à l'Ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP

| | Condamnés en % de détenus | | | Condamnés de moins de 25 ans en % des condamnés | | | Condamnés à 2 ans et plus en % des condamnés | | |
|-----------------|---------------------------|--------------|--------------|---|--------------|--------------|--|--------------|--------------|
| | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 | 2002 | 2009 | 2010 |
| Ensemble | 40,9% | 55,4% | 61,2% | 39,8% | 35,9% | 32,9% | 19,4% | 34,1% | 47,6% |
| Banfora | - | 72,2% | 74,9% | - | 30,8% | 28,8% | - | 47,7% | 60,3% |
| Baporo | 100 | 100,0% | 100% | 36,4% | 29,2% | 27,9% | 51,5% | 62,5% | 65,1% |
| Bobo-Dioulasso | 43,1 | 55,8% | 62,1% | 39% | 27,7% | 27,7% | 10,7% | 37,8% | 41,7% |
| Bogandé | - | 43,2% | 49,3% | - | 32,9% | 34,3% | - | 26,6% | 28,4% |
| Boromo | - | 64,2% | 58,1% | - | 55,8% | 27,9% | - | 29,5% | 30,2% |
| Dédougou | 72,4 | 76,7% | 73,9% | 34,9% | 31,0% | 20,3% | 34,9% | 56,8% | 63,2% |
| Diapaga | - | 58,8% | 45,7% | - | 40,4% | 39,6% | - | 27,7% | 39,6% |
| Diébougou | - | - | 0% | - | - | 0% | - | - | 0% |
| Djibo | - | 63,5% | 74,2% | - | 40,7% | 38,9% | - | 27,8% | 33,3% |
| Dori | 61,25 | 75,0% | 79,2% | 26,5% | 32,5% | 34,2% | 22,4% | 55,6% | 38,6% |
| Fada N'gourma | 45,7 | 47,4% | 40,5% | 29,1% | 46,9% | 36,3% | 12,7% | 34,0% | 34,1% |
| Gaoua | 44,8 | 58,0% | 54,6% | 45,7% | 26,1% | 24,7% | 19,8% | 29,9% | 41,6% |
| Kaya | 39,1 | 62,1% | 63,3% | 42,6% | 42,3% | 34,8% | 27,9% | 33,7% | 49,0% |
| Kongoussi | - | 64,4% | 64% | - | 31,0% | 32,7% | - | 43,1% | 60,0% |
| Koudougou | 100 | 51,9% | 56,5% | 11,1% | 42,1% | 37,8% | 77,8% | 30,8% | 40,7% |
| Léo | - | 71,3% | 77,0% | - | 42,3% | 37,1% | - | 37,1% | 36,1% |
| Manga | - | 72,2% | 71,0% | - | 28,9% | 32% | - | 5,9% | 59,2% |
| Nouna | - | 51,5% | 42,1% | - | 29,4% | 25% | - | 0,0% | 16,7% |
| Orodara | - | 30,6% | 63,9% | - | 33,3% | 30,4% | - | 13,3% | 8,7% |
| Ouagadougou* | 31,7 | 42,0% | 60,5% | 45,8% | 38,2% | 34,3% | 14,0% | 35,2% | 57,0% |
| Ouahigouya** | 56,8 | 62,4% | 65,9% | 39,7% | 29,8% | 25% | 17,4% | 30,4% | 41,1% |
| Tenkodogo | 10,1 | 63,2% | 60,6% | 50,0% | 41,7% | 40,1% | - | 16,1% | 44,1% |
| Tougan | - | 72,6% | 50,4% | - | 20,8% | 57,9% | - | 43,4% | 26,3% |

* Y compris Ziniaré

** Y compris Yako



PDF
Complete

*Your complimentary
use period has ended.
Thank you for using
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



tourner ou dissiper au préjudice d'une autre, des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Acceptation partielle : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement et du travail d'intérêt général.

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

Affaire en cours d'instruction : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire jugée : Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

Affaire dont l'instruction est terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel de ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu.

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à une personne qui enfreint à la loi.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant la juridiction de second degré pour laquelle soit rejugée.

Arrêt définitif de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Arrêt provisoire de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par les juridictions pour enfants, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou des biens et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

Avis : Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré couramment aux justiciables nées au Burkina par les greffe des TGI et ceux nées à l'étranger ou étranger résident au Burkina par la Cour d'appel est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté. A côté du bulletin n°3, il existe les bulletins n°1 et 2 qui sont délivrés à des demandeurs spécifiques.

Cassation : Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision rendue en violation de la loi.

ement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés
toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur

stratif délivré par le président du tribunal de grande instance, au vu des
onalité burkinabé.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, la date et l'heure de l'audience.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'État, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine de emprisonnement ferme a été prononcée.

Confirmation : Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

Conseil d'Etat : Juridiction supérieure de l'ordre administratif créée au Burkina Faso par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000. Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Consommations budgétaires : Utilisation effective des crédits budgétaires alloués.

Contradictoire (jugement) : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Contravention : Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics par la Cour des comptes.

Coups et blessures volontaires : Fait de donner volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie, une infirmité ou une incapacité de travail sur la personne d'autrui.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit, non pas en fait.

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Crimes et délits contre la chose publique : Détournement de deniers publics ; Corruption ; Evasion fiscale ; etc.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs : Mutilations génitales féminines ; Infractions en matière de mariage ; Proxénétisme ; Trafic d'enfant ; Enlèvement d'enfant ; Attentat aux mœurs ; Prostitution ; Stupéfiants ; etc.

Crimes et délits contre les biens : Vols ; Extorsions ; Recels ; Escroqueries ; Abus de confiance ; Destructures, dégradations, dommages ; Stéllionat ; Infractions en matière de chèques ; etc.

Crimes et délits contre les particuliers : Homicides volontaires ; Empoisonnements ; Violences ; Coups et blessures volontaires ; Violences et voies de fait ; Homicides et blessures involontaires ; Viols ; Coups mortels ; Assassinats ; Associations de malfaiteurs ; Diffamation ; Injures ; Non-assistance à personne en danger ; etc.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue (définitive) : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, à une ou des question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décisions du Premier Président (Cour d'appel) : Ordonnances de référés et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Défaut (jugement par) : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a pu être délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délit (voir Affaire correctionnelle)

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action ou à l'instance.

Destructions, dégradations de biens : Fait de détruire volontairement ou involontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détention préventive : Mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire ordonnée par un juge d'instruction renouvelable chaque six mois.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'État et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'information.

Electoral (contentieux de type) : Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant en l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

dat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu
er, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit

pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une
sitions ou décharge.

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque, susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Fiscal (contentieux de type) : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre.

Foncier (contentieux de type) : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fonction publique (contentieux lié à) : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

Incarcération : Mise en détention ou emprisonnement.

Incompétence : Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

Inculpé : Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

Infirmation : Annulation totale ou partielle par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause. Il instruit à charge et à décharge.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'observation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner, soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme, soit parce qu'elle est intervenue hors délai.

Jonction : Mesure d'administration judiciaire par laquelle la juridiction ou le Président de la juridiction décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Juge des enfants : Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Institué au siège des TGI, le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle pour les infractions commises par les mineurs.

Jugement avant dire droit (voir décision avant dire droit)

Jugement rédigé (voir décision rédigée)

Jugement rendu (voir décision rendue)

Jugement rendu sur le fond (voir décision sur le fond)

Lettre du Premier Président de la Cour des comptes : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Majeur : Personne âgée d'au moins 20 ans révolue. Cependant, dans certaines matières, la majorité survient plus tôt (18 ans en matière pénale et électorale, etc.).

Marché public (contentieux de type) : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

st-à-dire ayant commis une infraction.

action, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont

: Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité (voir majeur)..

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Non paiement de salaire (conflit lié au) : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président d'une juridiction ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'ajournement de payer, etc.).

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence d'une juridiction pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rapport public de la Cour des comptes : Document contenant les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées chaque année par la Cour des comptes.

Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue de déclarer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles une personne a exercé des fonctions relevant d'un autre régime ou a été illégalement empêché de les exercer.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un juge unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Le référé peut également avoir pour objet la remise en l'état, la prévention d'un dommage imminent ou la cessation d'un trouble manifestement illicite. Le référé ne préjudicie pas sur le fond.

Référé (Cour des comptes) : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Réformation : Infirmité partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Rejet : Fait pour une juridiction de trancher en défaveur de la partie qui l'a saisie.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'intégrer ou à le réintégrer dans sa famille.

Renvoi à l'instruction (ouverture d'une information) : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Réputée contradictoire (décision) : La décision est réputée contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin illégalement à l'invention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler pour une autre personne (employeur).

la juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite.

Saisine pénale : Introduction d'une nouvelle affaire pour les faits de contravention, de délit ou de crime.

Stupéfiants (usage de) : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Tribunal administratif : C'est la juridiction du premier degré de l'ordre administratif. Il est en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif (contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation).

Tribunal de grande instance : C'est la juridiction de premier degré de droit commun. Il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal départemental et tribunal d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Tribunal d'instance : Juridiction ayant compétence pour juger de tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux et des tribunaux d'arrondissement.

Tribunal du travail : Juridiction d'exception compétente au premier degré pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un faux (voir faux en écriture) en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique ou morale des personnes.

Vol : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui avec effraction, violence ou à main armée, etc.



Les clés de la justice

| Année de l'ordonnance | | Année de l'ordonnance | | | | | | | |
|---|---------|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| | | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Juridictions de l'ordre judiciaire | | | | | | | | | |
| Cour de cassation | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Cours d'appel | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux de grande instance | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| Tribunaux d'instance | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux du travail | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Tribunaux de commerce | - | - | - | - | - | - | - | 2 | 2 |
| Juges des enfants | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux pour enfants | - | - | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Tribunaux départementaux | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 | 349 |
| Tribunaux d'arrondissement | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Juridictions de l'ordre administratif | | | | | | | | | |
| Cour des comptes | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Conseil d'État | - | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tribunaux administratifs | 11 | 11 | 12 | 16 | 19 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| Établissements pénitentiaires | | | | | | | | | |
| Maisons d'arrêt et de correction | 10 | 10 | 10 | 15 | 19 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| Centre pénitentiaire agricole | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Moyens | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Dotations budgétaires (en millions de FCFA) | 2 429,8 | 2 302,2 | 5 430,2 | 7 943,0 | 9 817,1 | 6 942,1 | 7 002,5 | 7 167,3 | 8930,5 |
| Effectifs des magistrats dans le système judiciaire | 179 | 205 | 236 | 263 | 287 | 308 | 333 | 354 | 369 |
| Activités des juridictions de l'ordre judiciaire | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Cour de Cassation | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | 126 | 112 | 151 | 172 | 170 | 155 | 183 | 158 |
| Décisions rendues | - | 78 | 114 | 95 | 162 | 161 | 145 | 145 | 122 |
| Conclusions rendues par le parquet général | - | 77 | 110 | 75 | 138 | 154 | 146 | 113 | 76 |
| Cours d'appel | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales | 865 | 824 | 924 | 866 | 964 | 964 | 1 200 | 1 275 | 997 |
| Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales | 537 | 748 | 605 | 531 | 679 | 807 | 742 | 863 | 944 |
| Affaires nouvelles pénales | 333 | 275 | 247 | 258 | 380 | 353 | 526 | 593 | 371 |
| Décisions des chambres d'accusation | 124 | 237 | 244 | 198 | 249 | 185 | 234 | 188 | 260 |
| Tribunaux de grande instance | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles civiles et commerciales | 1 928 | 2 063 | 1 816 | 2 162 | 2 841 | 3 530 | 3 935 | 5 153 | 6494 |
| Jugements rendus des affaires civiles et commerciales | 1 813 | 1 952 | 1 915 | 2 187 | 2 782 | 3 178 | 3 685 | 4 618 | 5284 |
| Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets | 5 640 | 5 779 | 6 451 | 6 392 | 7 524 | 8 295 | 9 587 | 10 568 | 10696 |
| Jugements rendus par les chambres correctionnelles | 4 336 | 4 258 | 4 292 | 4 903 | 5 272 | 5 247 | 6 183 | 6 950 | 6686 |
| Affaires nouvelles en instruction | 669 | 722 | 724 | 843 | 994 | 1 001 | 995 | 1 109 | 900 |
| Affaires en Instruction terminées | 302 | 232 | 186 | 283 | 299 | 438 | 355 | 801 | 438 |
| Tribunaux d'instance | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles (hors injonctions de payer) | - | - | 108 | 202 | 243 | 229 | 265 | 241 | 278 |
| Décisions rendues (hors injonctions de payer) | - | - | 78 | 182 | 234 | 208 | 269 | 186 | 229 |
| Juges des enfants | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | 0 | 83 | 59 | 66 | 112 | 105 | 100 |
| Décisions rendues | - | - | 0 | 50 | 63 | 66 | 112 | 329 | 105 |
| Tribunaux pour enfants | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | - | - | 0 | 0 | 11 | 1 | 15 | 1 | 10 |
| Affaires terminées | - | - | 0 | 0 | 2 | 0 | 11 | 10 | 0 |
| Tribunaux du travail | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 340 | 354 | 323 | 440 | 459 | 578 | 673 | 710 | 739 |
| Décisions rendues | 316 | 295 | 457 | 447 | 379 | 346 | 423 | 488 | 674 |
| Activités des juridictions de l'ordre administratif | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Cour des comptes | | | | | | | | | |
| Comptes de gestion reçus | 47 | 85 | 378 | 446 | 352 | 835 | 472 | 247 | 234 |
| Arrêts provisoires et définitifs rendus | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 26 | 45 | 155 | 54 |
| Contrôles de gestion effectués | 0 | 2 | 6 | 11 | 3 | 13 | 11 | 11 | 3 |
| Conseil d'État | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 35 | 47 | 67 | 50 | 87 | 62 | 63 | 79 | 87 |
| Affaires jugées | 10 | 11 | 46 | 38 | 60 | 53 | 55 | 64 | 17 |
| Tribunaux administratifs | | | | | | | | | |
| Affaires nouvelles | 96 | 93 | 105 | 105 | 210 | 158 | 165 | 216 | 184 |
| Décisions rendues | 86 | 95 | 125 | 111 | 221 | 151 | 115 | 122 | 186 |
| Établissements pénitentiaires | | | | | | | | | |
| Ensemble de détenus au 31 décembre | 2 530 | 2 414 | 2 799 | 3 315 | 3 108 | 4 207 | 4 801 | 5 400 | 5198 |
| Nombre d'inculpés au 31 décembre | 804 | 772 | 862 | 936 | 990 | 1 131 | 1 240 | 1 328 | 1160 |
| Nombre de prévenus au 31 décembre | | | | 512 | 205 | 674 | 563 | 1000 | 689 |
| Nombre de condamnés au 31 décembre | 1 036 | 1 259 | 1 433 | 1 867 | 1 913 | 2 260 | 2 788 | 2 994 | 3179 |